

Bulletin sur l'insolvabilité

Insolvency Bulletin

Publié par le Bureau du
Surintendant des faillites

Issued by the office of the
Superintendent of Bankruptcy

3^{ème} trimestre 1993
vol. 13 n^o 3

3rd trimester 1993
Vol. 13 No. 3

Canada



Insolvency

BULLETIN

sur l'insolvabilité

3^{ème} trimestre 1993
vol. 13 n° 3

3rd trimester 1993
Vol. 13 No. 3



Industrie et Sciences
Canada

Industry and Science
Canada

BULLETIN SUR L'INSOLVABILITÉ

Publié par le
Bureau du Surintendant des faillites,
Industrie et Sciences Canada.

Le Bulletin sur l'insolvabilité a pour objectif de promouvoir la communication et de raffermir les liens entre le Bureau du Surintendant des faillites et les praticiens. Il s'adresse notamment aux syndics, juristes, registraires, comptables, gérants de crédit ainsi qu'à tous ceux qui s'intéressent aux domaines de la faillite et de l'insolvabilité.

Le Bulletin sur l'insolvabilité est publié et distribué gratuitement quatre fois par année. Les demandes d'abonnement et toute correspondance doivent être adressées à la coordonnatrice.

Les opinions exprimées dans le Bulletin n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Bureau du Surintendant des faillites. La reproduction totale ou partielle des articles signés est interdite sauf consentement écrit de l'éditeur responsable.

INSOLVENCY BULLETIN

Issued by the
Office of the Superintendent of Bankruptcy,
Industry and Science Canada.

The objective of the Insolvency Bulletin is to promote communication and strengthen ties between the Office of the Superintendent of Bankruptcy and insolvency professionals. The Bulletin is aimed particularly at trustees, jurists, registrars, accountants, credit managers and to those with a general interest in bankruptcy and insolvency.

The Insolvency Bulletin is a free publication, published four times a year. Subscription requests and all correspondence should be addressed to the coordinator.

The opinions expressed in the Bulletin are solely those of individual authors and may not reflect the policy of the Office of the Superintendent of Bankruptcy. Reproduction in whole or in part of signed articles is prohibited without permission in writing from the editor.

Renseignements:

Direction des faillites
Place du Portage, Phase II
165, rue Hôtel de Ville
Niveau commercial
Hull (Québec)
K1A 0C9

Francine Emery, Coordonnatrice/Coordinator
Henri Massue-Monat, Éditeur responsable/Editor

For information:

Bankruptcy Branch
Place du Portage, Phase II
165 Hôtel de Ville Street
Commercial Level
Hull, Quebec
K1A 0C9

1-819-994-4743
1-819-997-3825

Table des matières

Table of Contents

Examen écrit de 1992 pour les candidats à une licence de syndic	232	1992 Written Examination for Applicants to Trustee Licences	233
Examen écrit de 1992 pour les candidats à une licence de syndic — réponses suggérées	260	1992 Written Examination for Applicants to Trustee Licences — Suggested Answers	261
Instructions générales de transition	305	General Transitional Directive	305
Colloque de l'ACPI	314	CIPA Seminar	314
Séances d'information sur la consultation	316	Information Sessions on Counselling	316
Avis aux syndicats selon l'alinéa 14.01 (3)a) de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>	317	Notification to Trustee Pursuant to Paragraph 14.01(3)(a) of the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i>	317
État de la jurisprudence sur les modification à la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i>	322	Report on Case Law Relating to the <i>Bankruptcy and Insolvency Act</i> Amendments	322
Groupes de travail du Comité consultatif de la faillite et de l'insolvabilité	342	Working Groups of the Bankruptcy and Insolvency Advisory Committee	342
Statistiques — faillites et séquestres		Statistics — Bankruptcies and Receiverships	
avril 1993	351	April 1993	351
mai 1993	359	May 1993	359
juin 1993	367	June 1993	367
Adresse des bureaux du Surintendant des faillites	A-1	Address of Offices of the Superintendent of Bankruptcy	A-1
Avis à l'éditeur d'un changement d'adresse	A-2	Notice to Publisher of Change of Address	A-2

Examen écrit de 1992 pour les candidats à une licence de syndic*

REMARQUES

1. Seules sont autorisées les calculatrices de poche à énergie solaire ou à pile.
2. Les candidats doivent faire référence aux lois et aux procédures en vigueur dans la province où ils travaillent.
3. Les *candidats du Québec* doivent remplacer «séquestre/agent» par «agent en vertu d'un acte de fiducie» et «débenture/acte de fiducie» par «acte de fiducie».
4. Les *candidats des autres provinces* doivent remplacer «séquestre/agent» par «séquestre-gérant» et «débenture/acte de fiducie» par «débenture».
5. Il est suggéré que les candidats structurent leurs réponses en style télégraphique.
6. On ne s'attend pas à ce que les étudiants aient étudié les lois fédérales et provinciales adoptées ou modifiées, et la jurisprudence publiée, après le 1^{er} janvier 1992.
7. Veuillez répondre aux questions sur une feuille séparée, ne pas souligner sur le questionnaire.

* Nous publions dans ce numéro l'examen de 1992 des syndics, ainsi que des renvois à la doctrine et à la jurisprudence pertinentes qui donnent des choix de réponses possibles aux questions. Les questions d'examen, et la documentation de référence qui les accompagne, sont publiées comme sujets d'intérêt général et pour la gouverne des personnes intéressées.

La documentation de référence ne constitue pas un barème de correction aux questions d'examen. Il peut s'y trouver des renseignements tirés des corrigés, mais aussi des observations, suggestions et recherches effectuées avant, pendant et après le processus d'examen.

Le Bureau du surintendant des faillites aimerait recevoir des suggestions quant aux textes de doctrine, de jurisprudence ou d'avis juridiques qui pourraient venir compléter la documentation actuelle. Les lecteurs sont invités à lui faire part de suggestions, remarques ou autres observations qui pourraient étayer encore la documentation.

1992 Written Examination for Applicants to Trustee Licences*

NOTES:

1. The only aid allowed is a battery or solar powered hand calculator
2. Students' answers should reflect the provincial laws and procedures applicable to their province of employment.
3. *Quebec candidates* should read "agent under trust deed" instead of "receiver/agent" and "trust deed" rather than "debenture/trust deed."
4. *Candidates from other provinces* should read "receiver/manager" instead of "receiver/agent" and "debenture" instead of "debenture/trust deed".
5. Answers in point form are preferred.
6. Students will not be examined on Federal and Provincial statutes enacted or amended, and jurisprudence published after *January 1, 1992*.
7. All questions are to be answered on a separate piece of paper, not to be underlined on the examination.

* You will find in this month's Bulletin the 1992 trustee examination questions together with references to the various materials, authorities and opinions that reflect possible answers to these questions. The examination questions and the accompanying reference information are published as a matter of general interest and for the information of the insolvency community.

The material is not an answer key to the examination questions. The material referred to may include information taken from the answer keys together with comments, suggestions and research efforts conducted before, during and after the examination process.

The editors welcome any further suggestions as to authorities, reference materials and opinions that can further illustrate the answers to these questions. Your suggestions, criticisms of other comments that may expand upon the reference information would be welcome.

Question 1 [17 points]

Vrai ou faux. Commentez brièvement dans chaque cas. Les candidats recevront 1/2 point par réponse exacte, et 1/2 point additionnel par commentaire pertinent.

- a) Le failli a l'obligation de tenir le syndic informé de son lieu de résidence ou de son adresse jusqu'à la fin de l'administration de la faillite. (1 point)
- b) Le failli est tenu d'exécuter des procurations, transports, actes et autres instruments semblables si nécessaire. (1 point)
- c) Afin de maximiser les intérêts perçus par l'actif, et pour éviter les insuffisances résultant de réclamations tardives, le syndic doit retenir les fonds perçus dans tous les dossiers, après avoir déduit les dépenses, honoraires et frais appropriés, jusqu'à la fin de l'administration. (1,5 point)
- d) Lorsqu'un débiteur devient failli, aucun créancier ayant une réclamation pour pension alimentaire ne peut intenter ou continuer des poursuites pour le recouvrement de cette réclamation avant la libération du failli. (1,5 point)
- e) Quand une personne réclame des biens en possession du failli au moment de la faillite, le syndic peut, par écrit, demander à cette personne de prouver sa réclamation et, à moins que la personne ne produise une preuve de réclamation dans les 15 jours, le syndic peut, avec l'autorisation du tribunal, vendre les biens, sans que cette personne retienne un droit dans les biens. (1 point)
- f) Un syndic peut déposer les fonds de l'actif dans un compte de fiducie consolidé pourvu qu'il ou elle ait obtenu l'approbation écrite des inspecteurs de l'actif. (2 points)
- g) Lors d'une assemblée des inspecteurs, une motion doit être tranchée par un tribunal en cas d'égalité des voix. (1,5 point)
- h) Si l'administration de l'actif d'une faillite n'est pas entièrement terminée dans les trois ans qui suivent la date de la faillite, le syndic doit présenter au tribunal un rapport à cet effet dans les trois mois qui suivent. (1 point)
- i) Afin de transformer une administration sommaire en administration ordinaire, le syndic n'a qu'à s'adresser par écrit au registraire des faillites. (1 point)
- j) Lors du dépôt d'une proposition, les créanciers liés au débiteur n'ont pas droit de vote. (1 point)
- k) Un failli peut déposer une proposition, mais seulement si les inspecteurs de sa faillite l'autorisent. (1 point)
- l) Une proposition acceptée par les créanciers et approuvée par le tribunal lie tous les créanciers, notamment ceux ayant des dettes qui auraient été libérées par une faillite. (1,5 point)

Question 1 [17 Marks]

True or False? Comment briefly in each case. Candidates will be awarded 1/2 mark for each correct response, plus additional 1/2 mark(s) for each suitable comment.

- a) The bankrupt has an obligation to keep the trustee informed of his/her place of residence or address until the administration of the estate is completed. (1 Mark)
- b) The bankrupt is obliged to execute powers of attorney, conveyances, deeds and other documents to a like effect as may be required. (1 Mark)
- c) In order to ensure that the estate earns maximum interest, and to avoid shortfalls deriving from late claims, the trustee must retain funds received in all estates, after deducting appropriate expenses, fees and costs, until the estate has been fully administered. (1.5 Marks)
- d) When a debtor becomes bankrupt, no creditor with a claim for maintenance or alimony may commence or continue any legal action for the recovery of that claim until the bankrupt has been discharged. (1.5 Marks)
- e) Where a person claims property in the bankrupt's possession at the time of bankruptcy, the trustee may give notice in writing to that person to prove his claim to the property and, unless that person files a proof of claim within 15 days, the trustee can obtain court approval to sell the property free of the claim. (1 Mark)
- f) A trustee may deposit estate funds in a consolidated trust bank account provided written approval of the inspectors in the estate has been received. (2 Marks)
- g) At a meeting of inspectors in the case of a tied vote the motion must be settled by the court. (1.5 Marks)
- h) If a bankrupt estate has not been fully administered after three years from the date of bankruptcy, the trustee must file a report to the court within three months thereafter. (1 Mark)
- i) In order to convert a summary administration into an ordinary administration, the trustee need only apply in writing to the Registrar in Bankruptcy. (1 Mark)
- j) Where a proposal is filed, creditors who are related to the debtor have no right to vote. (1 Mark)
- k) A bankrupt who wishes to file a proposal may do so, but only if the inspectors in the bankrupt estate approve. (1 Mark)
- l) Where a proposal is accepted by creditors and approved by the court, all creditors are bound, including creditors with debts that would have been released by a bankruptcy. (1.5 Marks)

-
- m) Lorsque les honoraires d'un syndic sont approuvés lors d'une assemblée des créanciers, le tribunal ne peut intervenir pour les réduire, même s'il est d'avis qu'ils sont excessifs. (1 point)
- n) Après que l'état définitif et le bordereau de dividende ont été approuvés par les inspecteurs, ils doivent être transmis au surintendant des faillites aux fins de commentaires, qui doivent être présentés au tribunal en même temps que la taxation des comptes du syndic. (1 point)

Question 2 [10 points]

En votre qualité de syndic de l'actif de B Ltée, vous n'arrivez pas à vous mettre d'accord avec les inspecteurs sur diverses questions importantes touchant l'administration de l'actif.

Toutes les parties conviennent que l'impasse n'est attribuable ni à la mauvaise foi, ni à la mauvaise conduite du syndic ou des inspecteurs. Les inspecteurs pensent toutefois que l'actif sera mal servi si vous continuez d'agir à titre de syndic, car les procédures ne peuvent avancer en raison de conflits de personnalité et de divergences d'opinions.

Discutez des options et alternatives qui s'offrent au syndic et aux créanciers.

Question 3 [6 points]

Le 13 juillet 1992, X Ltée dépose une pétition de faillite contre Y Ltée. La pétition est contestée et le 9 septembre 1992, avant que le différend n'ait été réglé, Y Ltée dépose une proposition. On persuade X Ltée de suspendre les procédures relatives à la pétition de faillite. Le 23 septembre 1992, le syndic convoque une assemblée des créanciers, au cours de laquelle la proposition est rejetée.

Quelle est la date de la faillite et quelle est l'importance de cette date ?

Question 4 [10 points]

Les connaissances d'un expert en matière d'insolvabilité doivent lui permettre, d'une part, d'identifier les conséquences juridiques et administratives d'une diversité de lois, de façon qu'il puisse appliquer ses connaissances aux pratiques administratives et, d'autre part, de donner des conseils professionnels.

En style télégraphique, énumérez dix lois traitant de l'administration de l'insolvabilité et commentez l'importance de chacune de ces lois.

-
- m) Where a trustee's fees are approved at a meeting of creditors, the court may not interfere and reduce those fees even if the court is of the opinion that the fees are excessive. (1 Mark)
- n) After the trustee's final statement and dividend list have been approved by the inspectors, they must be forwarded to the Superintendent of Bankruptcy for comment, which must be presented to the court at the time when the trustee's accounts are submitted to the court for approval. (1 Mark)

Question 2 [10 Marks]

As trustee in bankruptcy of the estate of B Ltd., you find that you are unable to reach agreement with the inspectors on a variety of important matters relating to the administration of the estate.

All parties agree that there is neither bad faith nor misconduct on the part of the trustee or the inspectors. The inspectors believe, however, that the estate will be badly served if you continue to act as trustee, as proceedings are being impeded by personality clashes and differences of opinion.

Discuss the courses of action available to the trustee and the creditors.

Question 3 [6 Marks]

X Ltd. files a petition against Y Ltd. on July 13, 1992. The petition is disputed and on September 9, 1992, before the dispute has been resolved, Y Ltd. files a proposal. X Ltd. is persuaded to adjourn the bankruptcy petition proceedings. The trustee convenes a meeting of creditors on September 23, 1992, at which time the proposal is defeated.

What is the date of bankruptcy and what is the significance of that date?

Question 4 [10 Marks]

An insolvency practitioner's knowledge should be adequate to enable him/her to identify the legal and administrative implications of a variety of statutes so that this knowledge may be applied to administrative practice and to furnish professional guidance and/or advice.

List ten statutes which relate to insolvency administration and comment in point form on the major significance of each.

Question 5 [9 points]

Les candidats doivent seulement indiquer le numéro de la réponse choisie sur la feuille de réponse; aucune autre explication n'est requise.

a) Indiquez dans quelles circonstances suivantes un débiteur commet un acte de faillite en vertu de la Loi sur la faillite : (1 point)

- 1) s'il produit à sa banque un bilan démontrant que son passif excède son actif.
- 2) s'il permet qu'une exécution ou autre procédure contre lui et en vertu de laquelle une partie de ses biens est saisie, imposée ou prise en exécution, reste non réglée 48 heures avant la date fixée par l'huissier-exécutant pour la vente de ces biens.
- 3) si, au Canada ou à l'étranger, il fait un transport ou transfert de ses biens, ou d'une partie de ces derniers, ou les greève d'une charge, et qu'une telle transaction serait nulle, d'après la Loi sur la faillite, comme entachée de préférence frauduleuse.

b) Lesquelles des dispositions suivantes s'appliquent aux inspecteurs nommés en vertu de la Loi sur la faillite : (1 point)

- 1) La nomination d'un inspecteur, une fois adoptée, ne peut être révoquée.
- 2) moins d'avoir obtenu l'approbation préalable des créanciers et du syndic, aucun inspecteur ne peut, directement ou indirectement, acheter ou acquérir pour lui-même ou pour un autre un bien de l'actif dont il est un inspecteur.
- 3) Les créanciers ou les inspecteurs, à toute assemblée, peuvent remplir une vacance se produisant dans le bureau des inspecteurs.
- 4) Le syndic peut convoquer une assemblée des inspecteurs lorsqu'il l'estime utile, mais il n'y est pas tenu, même si la majorité des inspecteurs l'en requiert par écrit.
- 5) Un inspecteur régulièrement autorisé par les créanciers à exécuter des services spéciaux pour le compte de l'actif peut avoir droit à des honoraires spéciaux pour ces services, sous réserve de l'approbation des autres inspecteurs.

c) Laquelle des dispositions suivantes s'applique au prélèvement payable au surintendant de la faillite ? (1 point)

- 1) Un prélèvement doit être déduit des dividendes payés à l'égard de réclamations versées au propriétaire à titre d'arriérés de loyer et de loyer perçu par anticipation.
- 2) Un prélèvement est fait sur tous les paiements versés à Revenu Canada (Impôt) au titre de leur fiducie présumée.
- 3) Un prélèvement est fait sur tous les honoraires et droits dus au créancier qui a le premier mis la saisie-arrêt ou déposé entre les mains de l'huissier-exécutant une

Question 5 [9 Marks]

Candidates need only indicate the number of the answer selected on their answer sheets; no further explanation is required.

a) Indicate in which of the following circumstances a debtor commits an act of bankruptcy pursuant to the Bankruptcy Act: (1 Mark)

- 1) If he exhibits to his bank any statement of his assets and liabilities reflecting that his debts exceed his assets.
- 2) If he permits any execution or other process issued against him under which any of his property is seized, levied on or taken in execution to remain unsatisfied until 48 hours from the time fixed by the sheriff for the sale thereof.
- 3) If in Canada or elsewhere, he makes any conveyance or transfer of his property or any part thereof, or creates any charge thereon, that under the Bankruptcy Act would be void as a fraudulent preference.

b) Indicate which of the following provisions apply to inspectors appointed pursuant to the Bankruptcy Act: (1 Mark)

- 1) The appointment of an inspector, once made, cannot be revoked.
- 2) No inspector is, directly or indirectly, capable of purchasing or acquiring for himself or for another any of the property of the estate for which he is an inspector, except with the prior approval of the creditors and the trustee.
- 3) The creditors or inspectors at any meeting may fill any vacancy on the board of inspectors.
- 4) The trustee may call a meeting of inspectors when he deems it advisable, but he has no obligation to do so even when he is requested in writing by a majority of the inspectors.
- 5) An inspector duly authorized by the creditors to perform special services for the estate may be allowed a special fee for those services, subject to approval of the remaining inspectors.

c) Which of the following provisions apply to the levy payable to the Superintendent of Bankruptcy? (1 Mark)

- 1) Levy must be deducted from dividends paid in respect to claims paid to the landlord for arrears of rent and for accelerated rent.
- 2) A levy applies to payments made to Revenue Canada Taxation pursuant to their deemed trust.
- 3) Levy is applicable to fees and costs due to the creditor who has first attached by way of garnishment or lodged with a sheriff an attachment, execution or other process against

saisie, une exécution ou une autre procédure contre les biens du failli, mais jusqu'à concurrence seulement de la réalisation des biens exigibles en vertu de ce paragraphe.

d) Laquelle des dispositions suivantes constitue une ou des infractions en matière de faillite dont le failli peut être tenu responsable et encourir l'emprisonnement, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire ? (1 point)

- 1) refuser de répondre complètement et véridiquement à toutes les questions qui sont posées à bon droit au failli au cours d'un interrogatoire tenu conformément à la Loi sur la faillite.
- 2) cacher, falsifier ou détruire des dossiers dans les douze mois précédant la faillite, à moins que le failli ne prouve qu'il n'avait aucune intention de cacher l'état de ses affaires.
- 3) nantir ou aliéner tout bien que le failli a obtenu à crédit et n'a pas payé, à moins que pareil nantissement ou aliénation ne soit opéré selon les pratiques ordinaires du commerce, et à moins qu'il ne prouve qu'il n'avait aucunement l'intention de frauder.
- 4) Toutes les réponses ci-dessus.
- 5) 2) et 3).

e) Par résolution spéciale on entend une résolution adoptée par : (1 point)

- 1) la majorité en nombre des créanciers et 75 % en valeur des créanciers participant au vote.
- 2) la majorité en nombre des créanciers et 75 % en valeur des créanciers titulaires de réclamations prouvées.
- 3) la majorité des créanciers représentant 2/3 en valeur des créanciers participant au vote.

f) Lorsque le syndic est le fondé de pouvoir d'un créancier du débiteur : (1 point)

- 1) Le syndic ne peut pas voter sur des questions touchant sa rémunération.
- 2) Le syndic ne peut pas voter sur la nomination des inspecteurs.
- 3) Le syndic peut voter sur la substitution du syndic.
- 4) Toutes les réponses ci-dessus.

g) Une disposition de biens en fiducie (settlement) est inopposable au syndic à moins que : (1 point)

- 1) la disposition n'ait été faite moins de trois mois avant la date de la faillite.
- 2) la disposition n'ait été faite en faveur d'un acheteur de bonne foi et moyennant une contrepartie valable.

the property of the bankrupt, but only to the extent of the realization from the property exigible thereunder.

d) Which of the following are bankruptcy offence(s) for which the bankrupt may be liable on summary conviction to imprisonment? (1 Mark)

- 1) Refusing to answer truthfully or fully all proper questions put to the bankrupt at any examination held under the Bankruptcy Act.
- 2) Concealing, falsifying or destroying records within 12 months preceding the bankruptcy, unless the bankrupt can prove that there was no intent to conceal his/her affairs.
- 3) Pledging or disposing of property obtained on credit and not paid for, unless this is done in the ordinary course and unless the bankrupt can prove that there was no intent to defraud.
- 4) All of the above.
- 5) 2) and 3).

e) A Special Resolution means a resolution carried by: (1 Mark)

- 1) A majority of the creditors and 75% in dollar value of the claims voting.
- 2) A majority of the creditors and 75% in dollar value of the proven claims.
- 3) A majority of the creditors representing 2/3 of the dollar value of the claims voting.

f) Where the trustee is a proxy holder for a creditor of the debtor: (1 Mark)

- 1) The trustee may not vote on matters affecting his remuneration.
- 2) The trustee may not vote on the appointment of inspectors.
- 3) The trustee may vote on the substitution of the trustee.
- 4) All of the above.

g) A settlement of property is void against the trustee unless: (1 Mark)

- 1) The settlement was made less than three months prior to the date of bankruptcy.
- 2) The settlement is in favour of a purchaser in good faith and for valuable consideration.

3) la disposition n'ait été faite en faveur d'une fiducie familiale dans le cadre d'un plan successoral.

4) aucune des réponses ci-dessus.

h) En vertu de la Loi sur la faillite, une transaction révisable est une transaction qui :
(1 point)

1) semble avoir été mal enregistrée.

2) paraît suspecte aux yeux des créanciers qui demandent que la transaction soit révisée.

3) intervient entre deux personnes ne traitant pas à distance.

4) survient dans les trois mois suivant la date de la faillite.

i) Le surplus réalisé provenant de l'actif failli après le paiement de toutes les réclamations prouvées de bon droit est traité de la manière suivante : (1 point)

1) Si aucun créancier ne prouve sa réclamation en intérêts au taux d'au plus 5 pour cent par année à la date de la faillite, le surplus est remis au failli.

2) Le surplus est appliqué d'abord au paiement des intérêts à partir de la date de la faillite, au taux de 5 pour cent de toutes les réclamations prouvées, selon leur ordre de priorité, et le reste est remis au failli.

3) Le surplus est appliqué d'abord au paiement des intérêts à partir de la date de la faillite, au taux de 5 pour cent de toutes les réclamations prouvées, selon leur ordre de priorité, et le reste est remis au surintendant des faillites.

Question 6 [2 points]

En cas de conflit entre les instructions données au syndic par les créanciers et celles des inspecteurs, lesquelles des deux ont préséance et pourquoi ?

Question 7 [7 points]

Vous êtes nommé séquestre-gérant d'une usine de fabrication. Afin d'encourager les salariés à poursuivre les travaux en cours, et pour s'assurer de leur collaboration pendant que vous évaluez la possibilité de vendre cette entreprise en opération, vous décidez d'honorer les chèques de paye émis, mais non encore encaissés à la date de votre nomination.

Discutez de vos options et responsabilités quant au versement des déductions statutaires et non statutaires, et des contributions de l'employeur se rattachant aux éléments suivants :

-
- 3) The settlement is made in favour of a family trust as part of an estate plan.
 - 4) None of the above.

h) According to the Bankruptcy Act, a reviewable transaction is a transaction which:
(1 Mark)

- 1) Appears to be inadequately recorded.
- 2) Appears suspicious to creditors who request that the transaction be reviewed.
- 3) Is entered into between persons not dealing at arm's length.
- 4) Occurred within three months of the date of bankruptcy.

i) Surplus funds realization in a bankrupt estate after payment of all proper claims proved shall be treated as follows: (1 Mark)

- 1) Where no creditor has proven his claim for interest at a rate not exceeding 5 percent per annum to the date of the bankruptcy, the surplus shall be remitted to the bankrupt.
- 2) The surplus shall be applied first to the payment of interest from the date of bankruptcy at a rate of 5 percent on all claims proved, according to their priority, and the excess shall be remitted to the bankrupt.
- 3) The surplus shall be applied first to the payment of interest from the date of bankruptcy at a rate of 5 percent on all claims proved according to their priority, and the excess shall be remitted to the Superintendent of Bankruptcy.

Question 6 [2 Marks]

If directions given to the trustee by creditors conflict with those given by inspectors, which directions shall govern and why?

Question 7 [7 Marks]

You are appointed as Receiver and Manager of a manufacturing concern. In order to induce the employees to continue working on various jobs in progress, and to ensure their continued cooperation while you assess the possibility of a going concern sale of the business, you elect to honour wage cheques issued but still outstanding at the date of your appointment.

Discuss your options and responsibilities for the remittance of statutory and non-statutory deductions and employer contributions which relate to the following:

-
- a) les arriérés de salaires honorés (4 points)
 - b) les obligations futures en matière de salaires découlant de la poursuite des opérations (3 points)

Question 8 [12 points]

Vous êtes nommé séquestre-gérant à titre privé en conséquence d'un défaut commis dans le cadre d'un acte de fiducie.

Décrivez vos responsabilités et obligations à l'égard des éléments suivants :

- a) l'exploitation des activités de la compagnie débitrice (4 points)
- b) les cautions de la dette (2 points)
- c) les créanciers garantis (1 point)
- d) les autres créanciers (3 points)
- e) les actionnaires (2 points)

Question 9 [4 points]

Commentez les dangers se rattachant à l'acceptation d'une nomination comme séquestre intérimaire.

Question 10 [4 points]

Vous êtes nommé séquestre intérimaire de X Ltée, en vertu d'une ordonnance vous demandant de prendre immédiatement possession des biens de la compagnie et de contrôler les recettes et les débours.

Deux jours après votre nomination, le président de X Ltée vous soumet plusieurs chèques à approuver, y compris des paiements pour couvrir les salaires, les services publics, et un acompte (retainer) de 10 000 \$ qu'il souhaite remettre à un avocat qu'il entend engager aux fins de contester la requête et de demander au tribunal qu'il rende une ordonnance annulant celle qui vous a nommé séquestre intérimaire.

L'avocat du créancier présentant la requête vous avise que les paiements au titre des salaires et des services publics sont acceptables et devraient être honorés, mais il vous conseille de ne pas approuver le chèque de 10 000 \$ destiné à l'avocat, étant donné que le paiement proposé n'est pas approprié.

Discutez des questions en cause et commentez la ligne de conduite que devrait suivre le séquestre intérimaire.

-
- a) honoured wage arrears (4 Marks)
 - b) future wage obligations arising from continued operations. (3 Marks)

Question 8 [12 Marks]

You are appointed Receiver and Manager under a private appointment made pursuant to default under a debenture.

Outline your responsibilities, obligations and accountability with respect to each of the following:

- a) carrying on the business of the debtor company (4 Marks)
- b) guarantors of the indebtedness (2 Marks)
- c) secured creditors (1 Mark)
- d) other creditors (3 Marks)
- e) shareholders (2 Marks)

Question 9 [4 Marks]

Comment on the hazards inherent in accepting an appointment as an Interim Receiver.

Question 10 [4 Marks]

You have been appointed Interim Receiver of X Ltd., under an order directing you to take immediate possession of the property of the company and to control receipts and disbursements.

Two days after your appointment, the president of X Ltd. submits several cheques to you for approval, including payments to cover wages, utilities, and a retainer of \$10,000 that he wishes to issue to a solicitor he proposes to engage for the purpose of disputing the petition and applying to the court for an order rescinding the order appointing you as Interim Receiver.

The solicitor acting for the petitioning creditor advises you that the payments for wages and utilities are appropriate and should be honoured, but counsels you against approving the \$10,000 cheque for the solicitor on the basis that this proposed payment is improper.

Discuss the issues and comment on the proper course of action by the Interim Receiver.

Question 11 [5 points]

Décrivez la procédure régissant le retrait provisoire de la rémunération du syndic dans des administrations de faillites ordinaires.

Question 12 [4 points]

Comment établit-on l'ordre de priorité des honoraires réclamés par le syndic substitué et l'ancien syndic, y compris tous les honoraires et droits du séquestre intérimaire ?

Question 13 [10 points]

Vous êtes nommé séquestre-gérant en vertu d'une lettre de nomination à titre privé. Les créanciers se rendent sur les lieux du débiteur, exigeant la restitution de certains biens.

Quelles mesures prendriez-vous pour établir le statut des réclamations de tous les créanciers sur les biens et pourquoi ?

(Les candidats doivent répondre en style télégraphique et recevront 1 point par commentaire valide, jusqu'à concurrence de 10 points.)

Question 14 [17 points]

- a) Discutez brièvement des exigences qu'une compagnie doit satisfaire pour se prévaloir des dispositions de restructuration prévues par la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC). (3 points)
- b) Qui est visé par les dispositions de « suspension des procédures » de la LACC ? Dans quelles circonstances une suspension peut-elle être annulée et par qui ? (8 points)
- c) Dans quelles circonstances un débiteur doit-il envisager de recourir à la LACC ? (6 points)

Question 15 [12 points]

On retient vos services pour examiner les affaires d'une entreprise en difficulté financière et pour préparer un rapport. Quelles questions allez-vous aborder dans votre rapport?

NOTE :

Les candidats peuvent recevoir un point par question soulevée, jusqu'à concurrence de 12 points.

Question 11 [5 Marks]

Outline the procedures that govern the interim withdrawal of the trustee's remuneration in ordinary bankruptcy administrations.

Question 12 [4 Marks]

How are the priorities established with respect to fees claimed by the substituted trustee and by the former trustee, including any fees and costs as Interim Receiver?

Question 13 [10 Marks]

You are Receiver and Manager under a private letter of appointment. Creditors attend at the premises of the debtor, demanding the return of certain assets.

What steps would you take to determine the status of all creditors' claims to the assets, and why?

(Candidates should respond in point form and will be credited with one mark for each valid point, up to a maximum of 10 marks.)

Question 14 [17 Marks]

- a) Discuss briefly the requirements that a company must meet in order to avail itself of the restructuring provisions of the Companies' Creditors Arrangement Act (CCAA). (3 Marks)
- b) Who is affected by the "stay of proceedings" provisions of the CCAA? Under what circumstances can the stay be lifted, and by whom? (8 Marks)
- c) Under what circumstances should a debtor consider using the CCAA? (6 Marks)

Question 15 [12 Marks]

You have been retained to review the affairs of a financially troubled business, and to prepare a report. What issues would you address in your report?

NOTE:

Candidates may receive one mark for each issue discussed, up to a maximum of 12 marks.

Question 16 [10 points]

Les principaux actionnaires et les administrateurs de XYZ Ltée vous consultent et vous informent que la banque de la compagnie est préoccupée par la situation de crédit actuelle et la tendance à la baisse des résultats d'exploitation de la compagnie au cours de la dernière année. La banque n'a encore rien fait, mais elle a convoqué une réunion immédiate des administrateurs afin de discuter de ses préoccupations, et des mesures que la compagnie entend prendre pour redresser la situation.

De quels renseignements avez-vous besoin et quels conseils donneriez-vous aux actionnaires concernant la capacité de la banque de nommer un séquestre (agent) ?

Question 17 [14 points]

Les inspecteurs vous demandent, en votre qualité de syndic, de faire enquête et de produire un rapport sur un paiement de 400 000 \$ versé par le failli à son épouse avant la faillite. L'avocat de l'actif examine votre rapport et informe le syndic et les inspecteurs que bien qu'il ne puisse prédire le résultat avec certitude, il y a de bonnes chances qu'une action attaquant la transaction réussisse.

L'avocat estime que ses coûts s'élèveront à 10 000 \$ et convient de plafonner ses honoraires audit montant, même si ses frais taxés, y compris les frais d'appel, le cas échéant, excédaient cette somme. Vous estimez que le temps et les frais découlant de votre participation (affidavits, interrogatoires, durée du procès, etc.) devraient s'élever à environ 5 000 \$.

Après avoir couvert toutes les autres dépenses, y compris les réclamations garanties et fiduciaires déjà payées, l'actif dispose de 13 000 \$, ce qui suffit pour couvrir le reliquat des frais découlant de la liquidation de l'actif et du paiement des créanciers privilégiés. Si vous réussissez à recouvrer les 400 000 \$ versés à l'épouse du failli, les créanciers non garantis pourraient toucher jusqu'à 0,50 \$ au dollar.

Les inspecteurs souhaitent que vous chargiez l'avocat d'entamer des procédures pour recouvrer le paiement de 400 000 \$.

Discutez des facteurs, considérations, options et questions qui devraient être portées à l'attention des inspecteurs avant d'intenter l'action.

Question 18 [2 points]

La banque vous nomme séquestre-gérant d'une société qui fabrique des bijoux de valeur. Vous arrivez sur les lieux et le propriétaire vous refuse l'accès.

Pendant que vous êtes sur les lieux, vous notez que les stocks sont en train d'être chargés sur un camion.

Décrivez les options qui s'offrent à vous dans l'immédiat.

Question 16 [10 Marks]

You are consulted by the principal shareholders and directors of XYZ Ltd., who inform you that the company's bankers are unhappy with the current loan position and the negative trend in the operating results for the company's business operation during the past year. The bank has taken no action but has requested an immediate meeting with the directors for the purpose of discussing the bank's concerns, and the company's plans for addressing them.

What information do you need and what advice would you give to the shareholders regarding the bank's ability to appoint a receiver?

Question 17 [14 Marks]

The inspectors have asked you, as trustee, to investigate and report upon a payment of \$400,000 made by the bankrupt to his wife prior to the bankruptcy. The solicitor to the estate examines your report and indicates to the trustee and inspectors that although the outcome cannot be predicted with certainty, the chances of success in an action to impeach the transaction are good.

The solicitor estimates his costs at \$10,000 and agrees to "cap" his fees at that amount even if his taxed costs, including appeal costs, if any, exceed this sum. You estimate the time and expenses of your involvement (affidavits, examinations, trial time, etc.) at approximately \$5,000.

After covering all other outlays, including secured and trust claims already paid, the estate has \$13,000 available, which is sufficient to cover the balance of costs to wind up the estate and pay preferred creditors. If you were to recover the \$400,000 paid to the bankrupt's wife, unsecured creditors may receive as much as 50 cents on the dollar.

The inspectors would like you to instruct the solicitor to commence proceedings to recover the \$400,000 payment.

Discuss the factors, considerations, alternatives and issues that should be brought to the attention of the inspectors prior to commencing an action.

Question 18 [2 Marks]

The bank has appointed you Receiver and Manager of a corporation that manufactured expensive jewellery. You arrive at the premises and the owner denies you access.

While there, you observe that the inventory is being loaded onto a truck.

Describe the options immediately available to you.

Question 19 [5 points]

Décrivez ce que l'on veut dire par « biens acquis postérieurement » et expliquez les droits, s'il en est, qu'un syndic de faillite a sur ces biens.

Question 20 [29 points]

NOTE :

Répondre aux questions 20 à 23 (Faillite) ou à la question 24 (Mise sous séquestre et autres)

Prix Sacrifice Ltée (« Sacrifice ») a débuté ses activités en 1965, exploitant jusqu'à 12 magasins à travers la région métropolitaine de Montréal. Pendant 25 ans, soit jusqu'au début de l'exercice financier de la compagnie terminé le 30 septembre 1991, le rendement global a généralement atteint les objectifs et les estimations de la direction, basé sur les magasins ouverts et la conjoncture. Pendant cette année, toutefois, la compagnie a subi une perte d'exploitation de 1 200 000 \$ et d'autres pertes d'environ 700 000 \$ au cours des 3 mois suivants. La direction attribue les pertes à : a) la prolifération rapide de points de vente à rabais concurrents, b) des pertes d'exploitation dans 4 des 12 magasins, c) la situation économique en général et d) des problèmes syndicaux.

La compagnie a tenté sans succès de vendre quelques-uns de ses magasins, et a connu des résultats médiocres durant la saison pré-Noël. Les comptes fournisseurs se sont accumulés et, enfin, en janvier 1992, Fournisseurs de produits Inc. (« Fournisseurs ») a déposé une requête de mise en faillite vous nommant syndic. La direction de Sacrifice a constaté que la compagnie ne pouvait plus fonctionner et a consenti à une ordonnance de séquestre.

Vous établissez immédiatement qu'un pourcentage important des stocks de Sacrifice, qui ne sont pas grevés d'une charge, et constitués de marchandises d'hiver, sont tous sujets à une baisse de valeur saisonnière rapide. En tant que syndic, vous avez décidé d'exploiter l'entreprise jusqu'à la première assemblée des créanciers.

- a) **Discutez des mesures que vous prendriez pour maximiser la réalisation des stocks et identifiez les principales mesures et procédures que vous vous attendriez à adopter.** (11 points)
- b) **À l'aide des renseignements suivants, préparez un état des recettes et des débours et un bordereau de dividende du syndic à l'intention des créanciers privilégiés, donnant également le montant total disponible aux créanciers non garantis; incluez les annotations qui conviennent.** (18 points)
 - Les recettes totales de l'actif se sont élevées à 1 204 948 \$, excluant d'un montant versé par les actionnaires.
 - Les frais du syndic, y compris les dépenses d'exploitation, de vente et autres frais de l'actif (excluant les honoraires juridiques et du syndic) se sont élevés à 215 517 \$.

Question 19 [5 Marks]

Describe what is meant by “after-acquired property”, and explain what rights, if any, a trustee in bankruptcy has to such property.

Question 20 [29 Marks]

NOTE:

Complete either Questions 20 to 23 (Bankruptcy) *or* Question 24 (Receivership and other)

Sacrifice Prices Ltd. (“Sacrifice”) commenced business in 1965, operating as many as 12 stores throughout the Metropolitan Toronto area. For 25 years, until the start of the company’s fiscal year ended September 30, 1991, the overall performance of the company was generally consistent with management’s goals and estimates, based on the stores in operation and economic conditions in general. During that year, however, the company sustained an operating loss of \$1,200,000, with further losses of approximately \$700,000 in the ensuing three months. Management attributed the losses to: (a) a rapid surge in growth of competing discount store outlets (b) operating losses at four of the twelve locations (c) general economic conditions and (d) labour complications.

Efforts to sell one or more of the stores failed, and the company experienced poor results during the pre-Christmas season. Trade accounts piled up and finally, on January 1992, Products Suppliers Inc. (“Products”) filed a bankruptcy petition naming you as trustee. Sacrifice’s management saw that the company could no longer operate and so it consented to a Receiving Order.

You immediately determine that a large percentage of Sacrifice’s inventory, which is unencumbered, consists of winter goods, all subject to rapid seasonal deterioration in value. As trustee, you have decided to operate the business until the first meeting of creditors.

- a) **Discuss the measures you would take to maximize the inventory realization and identify the major steps and procedures you would expect to adopt. (11 Marks)**
- b) **Using the following information, prepare the trustee’s Statement of Receipts and Disbursements including a dividend list for preferred creditors, also showing the total amount available to unsecured creditors; include suitable footnotes. (18 Marks)**
- Total receipts in the estate amounted to \$1,204,948, excluding an amount received from shareholders.
 - Trustee’s expenses, including operating expenses, selling and estate expenses (excluding legal and trustee fees) amounted to \$215,517.

- Les recettes totales comprennent la taxe de vente au détail perçue mais non versée s'élevant à 39 450 \$.
- L'avocat de la pétition a également été nommé par les inspecteurs pour représenter l'actif; les frais taxés étaient de 625 \$ pour la requête plus 2 995 \$ pour les conseils prodigués au syndic.
- L'avocat détient un autre mémoire de frais de 300 \$ provenant de l'unique exécution déposée contre la compagnie débitrice avant la faillite.
- Bien que les déclarations d'impôts de la société n'aient pas été déposées pour le dernier exercice, il y a des indications que la déclaration définitive refléterait une perte qui donnera lieu à un remboursement d'impôt ; les inspecteurs ont autorisé une dépense de 3 500 \$ pour engager les services de votre firme (Parent & Parent, comptables agréés) pour préparer les états nécessaires et déposer les déclarations d'impôt qui conviennent.
- Revenu Canada fait valoir des réclamations de l'ordre de 30 421 \$; de ce montant, la somme de 23 321 \$ représente des déductions au titre de l'impôt sur le revenu, le RPC (ou RRQ si applicable) et l'assurance chômage retenues sur le salaire des employés et non encore versées; le reliquat représente la partie de l'employeur.
- Les réclamations des propriétaires pour les 12 magasins totalisent 72,500 \$. Les détails de ces réclamations et autres informations pertinentes sont comme suit :

# Magasin	Loyer d'occupation \$	Réalisations \$	Réclamations \$	Commentaires
1	néant	néant	6 000	voir note 1
2	2 000	3 000	6 000	voir note 2
3-12	22 000	1 000 000	60 500	voir note 3

NOTES :

- 1) Le propriétaire a résilié le bail le 31 décembre 1991.
- 2) La réclamation porte sur 3 mois de loyer payés par anticipation. Le loyer d'occupation vise le mois de février 1992.
- 3) Les réclamations portent sur un maximum de 3 mois de loyer payés par anticipation à chaque magasin, selon les dispositions de chaque bail. Les réalisations de chaque magasin excèdent 70 000 \$. Aucun magasin n'a été occupé pendant plus de 3 mois.

- La rémunération réclamée par le syndic s'élève à 150 000 \$.

- Total receipts include retail sales tax collected but not remitted amounting to \$39,450.
- The solicitor on the petition was also appointed by the inspectors to act as solicitor to the estate; taxed costs were \$625 for the petition plus \$2,995 for advice to the trustee.
- The solicitor had a further bill of costs of \$300 relating to the only execution filed against the debtor company prior to bankruptcy.
- Although the tax returns for the corporation were not filed for the last fiscal period, indications were that a final return would reflect a loss and result in a tax refund; the inspectors authorized an expenditure of \$3,500 to engage your firm (Jones & Jones, Chartered Accountants) to prepare the necessary statements and file appropriate tax returns.
- Revenue Canada asserted claims totalling \$30,421; of this amount the sum of \$23,321 represented income taxes, CPP (or QPP if applicable) and UI deductions withheld from the employees but not remitted; the remainder represented the employer's portion.
- Landlords claims for 12 stores totalled \$72,500. Details of the claims and other relevant information is as follows:

Store #	Occupation Rent Paid \$	Realizations \$	Claims \$	Comments
1	nil	nil	6,000	see note 1
2	2,000	3,000	6,000	see note 2
3 – 12	22,000	1 million	60,500	see note 3

NOTES:

- 1) Landlord terminated lease on December 31, 1991.
- 2) Claim is for 3 months accelerated rent. Occupation rent is for February 1992.
- 3) Claims are for accelerated rent to a maximum of 3 months at each store, as provided in each lease. Realizations at each store exceeded \$70,000. No store was occupied for more than 3 months.

- Remuneration claimed by the trustee amounted to \$150,000.

Question 21 [3 points]

Au lendemain de votre nomination à titre de syndic de l'actif de X Ltée, les dirigeants de la compagnie font des soumissions pour acquérir les véhicules de la compagnie. Ces soumissions sont accompagnées d'évaluations et d'un dépôt adéquat. Dans chaque cas, l'offre dépasse l'évaluation. Chaque soumission porte sur les véhicules « tels quels » et les acheteurs s'engagent à obtenir eux-mêmes des certificats de bon état de marche pour les véhicules.

Comment devriez-vous, en votre qualité de syndic, traiter ces offres ?

Question 22 [4 points]

À titre de syndic de la faillite de X Ltée, vous recevez de l'un des concurrents de la compagnie faillie ce qui semble être une excellente soumission à l'égard d'un ensemble de matériel et logiciel (hardware/software package) mis au point par X Ltée pour contrôler et gérer les informations portant sur les stocks, la clientèle, la distribution et les commandes. Avec l'approbation des inspecteurs, vous communiquez votre acceptation de l'offre. L'avocat de l'actif est également chargé de contacter l'avocat du soumissionnaire afin de boucler la vente.

L'un des plus importants créanciers de la compagnie faillie, qui n'est pas un inspecteur, apprend l'intention du syndic de vendre. Il insiste que le syndic peut faire mieux en vendant les biens en question soit par encan ou par soumission, car il connaît au moins un autre concurrent qui serait disposé à payer davantage pour le matériel et le logiciel.

Il est convaincu que le potentiel de réalisation est considérablement plus élevé et que son dividende serait fortement réduit si le syndic acceptait de vendre.

Le créancier contestataire peut-il faire quoi que ce soit pour empêcher la vente, étant donné qu'elle a reçu l'approbation des inspecteurs ?

Question 23 [4 points]

Le docteur Leduc fait une cession de ses biens et vous êtes nommé syndic de l'actif. Les dettes du médecin proviennent principalement d'une variété d'entreprises qui ont échoué, se soldant par des obligations de quelques 2 millions de \$ qu'il n'est pas en mesure de respecter. Vous prenez possession des biens du failli et êtes en train d'administrer l'actif failli, lorsque vous et les inspecteurs calculez que le docteur Leduc, un chirurgien esthétique de renommée, a une facturation considérable qui lui procure un revenu net d'environ 350 000 \$ par année.

Le docteur Leduc ne vous a pas proposé des paiements volontaires, prétendant qu'il avait besoin de son revenu pour maintenir son style de vie habituel. Les inspecteurs vous chargent de demander au tribunal de rendre une ordonnance de paiement au syndic d'une partie du revenu du docteur Leduc.

Discutez des probabilités de succès d'une telle requête, et examinez toute option que vous pourriez recommander.

Question 21 [3 Marks]

Immediately after your appointment as trustee of the estate of X Ltd., the company's principals submit bids to acquire the company's vehicles. The bids are accompanied by appraisals and an adequate deposit. In each case, the offers exceed the appraisals. Each bid is submitted on an "as is, where is" basis, and the purchasers undertake to assume responsibility for obtaining certificates of roadworthiness.

How should you as trustee deal with these offers?

Question 22 [4 Marks]

As trustee in bankruptcy of X Ltd., you have received from one of the bankrupt company's competitors what appears to be an excellent bid for a hardware and software package developed over time by X Ltd. to control and manage information relating to inventories, customers, distribution and ordering. With the approval of the inspectors, you communicate acceptance of the offer. The solicitor to the estate is accordingly instructed to contact the bidder's solicitor to complete the sale.

One of the bankrupt company's largest creditors, who is not an inspector, learns of the trustee's intention to sell. He insists that the trustee can do better by disposing of the assets in question either by auction or by tender, as he is aware of at least one other competitor willing to pay more for the hardware and software package.

He is convinced that the potential for realization is substantially higher and that his dividend will suffer appreciably if the trustee proceeds with the sale.

Can anything be done by the objecting creditor to interfere with the sale, now that it has received inspector approval?

Question 23 [4 Marks]

Dr. Jones files an assignment in bankruptcy and you are appointed trustee of the estate. The doctor's debts relate mainly to a variety of business ventures that failed, leaving him with liabilities of some \$2 million which he was unable to satisfy. You take possession of the bankrupt's property and are in the process of administering the bankrupt estate, when you and the inspectors ascertain that Dr. Jones, a prominent plastic surgeon, has substantial billings that provide him with a net income of approximately \$350,000 per annum.

Dr. Jones has not volunteered any payments, claiming that he needs his income to maintain his customary lifestyle. The inspectors instruct you to apply to the court for an order directing payment to the trustee of part of Dr. Jones' income.

Discuss the likely success of such an application, and review any alternative approaches you might recommend.

NOTA :

Répondre aux questions 20 à 23 (faillite) *ou* à la question 24 (mise sous séquestre et autre)

Question 24 [40 points]

Le 25 juin 1991, la banque vous demande d'accepter le mandat de séquestre-gérant des biens de Global par suite d'un défaut commis par cette dernière aux termes de diverses sûretés détenues par la banque, dont une débenture à charge fixe et flottante, une sûreté sur les stocks et une cession générale de créances. Global doit à la banque 1 million de \$.

La banque vous confirme par écrit que son avocat a vérifié ses garanties et a rendu une opinion selon laquelle la banque détient une charge valide sur tous les biens de Global. On vous informe par ailleurs que Jean Brière, président de Global, consentira à votre nomination et, étant donné qu'il est une caution de la dette envers la banque, il s'est engagé à collaborer avec la banque et le séquestre-gérant.

La compagnie compte deux divisions : a) une usine de fabrication de circuits imprimés et b) une usine de placage électrolytique à contrat pour diverses sociétés canadiennes et internationales. La compagnie compte environ 100 employés, y compris le personnel de bureau et de gestion. L'entreprise fonctionnait normalement jusqu'à ce jour, en dépit de certaines contraintes financières.

On vous informe que les deux divisions de Global produisent des déchets toxiques, mais M. Brière vous assure verbalement que Global n'a enfreint aucun règlement provincial ou fédéral en matière d'environnement.

- a) **Énumérez, en style télégraphique, les mesures initiales à prendre et les questions à étudier avant d'accepter cette nomination.** (6 points)
- b) Vous acceptez la nomination.

Discutez en détail des facteurs à considérer dans le cas de la poursuite des opérations par opposition à la liquidation de l'entreprise. Les éléments suivants doivent être pris en compte dans votre réponse. (17 points)

- Un encanteur informe M. Brière que les stocks réaliseraient tout au plus 250 000 \$ s'ils étaient vendus dans le cadre d'une liquidation forcée.
- Les marchandises en consignation détenues par Global.
- Les travaux en cours.
- Les dossiers de Global démontrent que les comptes clients s'élèvent à 1,5 million de \$.

NOTE:

Complete either Questions 20 to 23 (Bankruptcy) or Question 24 (Receivership and other)

Question 24 [40 Marks]

On June 25, 1991, the Bank approached you to act as Receiver and Manager of the assets of Global pursuant to default by Global under the provisions of various securities held by the Bank comprising a fixed and floating debenture, an assignment of inventory and a general assignment of book debts. The Bank is owed \$1 million.

The Bank confirms to you in writing that its solicitor has checked the security and rendered an opinion that the Bank holds a valid charge against all of the assets of Global. You are further informed that John Smith, president of Global, will consent to your appointment and, because he is a guarantor of the indebtedness to the Bank, has undertaken to cooperate with the Bank and with the Receiver and Manager.

The company has two divisions: (a) manufacturer of printed circuit boards and (b) electroplating contract work for various domestic and international corporations. There are approximately 100 employees, including office and management staff. The business has been operating normally to date, albeit subject to financial constraints.

You are informed that Global generates toxic wastes in both divisions, but Mr. Smith has given oral assurances that Global is not in breach of any provincial or federal environmental regulations.

- a) **List in point form the initial steps to be taken and matters to be considered before accepting this appointment. (6 Marks)**
- b) You accept the appointment.

Discuss in detail the considerations relevant to the issue of continuing to operate, as opposed to liquidation. The following factors should be considered and included in your answer. (17 marks)

- An auctioneer has informed Mr. Smith that the inventory would realize no more than \$250,000 if sold on a distress basis.
- Consignment goods held by Global.
- Work in progress.
- Global's records show that accounts receivable are \$1.5 million.

-
- c) Au premier stade de la mise sous séquestre, vous obtenez des renseignements supplémentaires.

Commentez les mesures que vous prendriez ou que vous recommanderiez, s'il y a lieu, à l'égard des éléments suivants.

- 1) Global doit à Revenu Canada (Impôt) 90 000 \$ au titre des retenues d'impôt à la source, du RPC et de l'assurance-chômage, desquels 55 000 \$ est déduit des employés. Global n'a pas encore réclamé un remboursement d'impôt sur le revenu de 30 000 \$ découlant des pertes subies durant l'année. (4 points)
 - 2) Global a subi des dommages à l'une de ses machines à ôter les gaines de plomb environ 2 semaines avant la mise sous séquestre; la valeur de remplacement estimative de la machine est d'environ 20 000 \$ et Global a engagé des frais de 10 000 \$ en conséquence des dommages. (3 points)
 - 3) En mai 1991, Global a entrepris une action pour recouvrer environ 650 000 \$ d'assurance-vie payée au tribunal, dans le cas du décès d'Henri Baudot, un ancien propriétaire de Global (4 points)
- d) En vertu de cette nomination, avez-vous un devoir fiduciaire envers la banque ou envers Jean Brière à titre de caution ou envers d'autres créanciers ?

Commentez brièvement. (2 points)

- e) Après votre nomination, l'un des créanciers non garanti dépose une requête de mise en faillite contre Global. La requête n'est pas contestée et une ordonnance de séquestre est rendue.

Après la faillite, le syndic reçoit un compte rendu de la réalisation. Le syndic conteste alors votre rémunération, prétendant que les honoraires sont excessifs.

Commentez brièvement. (2 points)

- f) Durant l'administration de la mise sous séquestre de Global, vous établissez que l'équipement sur les lieux comprend un système de mise à l'épreuve dont Équipement Maxwell revendique la propriété. Votre avocat vous recommande de contester la réclamation Maxwell.

Commentez brièvement. (2 points)

-
- c) During the initial stages of the receivership, you obtain additional facts and information.

Comment on the measures you would take or recommend, if any, addressing each of the following items.

- 1) Revenue Canada Taxation is owed \$90,000 for income tax deductions, CPP (or QPP if applicable) and UI, of which \$55,000 is the amount deducted from the employees. Global has not yet claimed a \$30,000 income tax refund resulting from losses sustained during the year. (4 Marks)
 - 2) Global suffered damage to a lead stripping machine approximately two weeks prior to the receivership; the estimated replacement value for the machine is approximately \$20,000, and Global has sustained costs of \$10,000 as a result of the damage. (3 Marks)
 - 3) In May of 1991 Global commenced an action to recover approximately \$650,000 of life insurance paid into court, relating to the death of Henry Carson, one of the previous owners of Global. (4 Marks)
- d) Under this appointment, do you have a fiduciary duty to the Bank or to John Smith as a guarantor or to other creditors?

Comment briefly. (2 Marks)

- e) Subsequent to your appointment, one of the unsecured creditors files a petition in bankruptcy against Global. The petition is uncontested and a Receiving Order is granted.

After the bankruptcy, the trustee receives an accounting of the realization. The trustee then disputes your remuneration, claiming that the fees are excessive.

Comment briefly. (2 Marks)

- f) During the course of the administration of the Global receivership, you determine that the equipment at the premises includes a test system, title to which is claimed by Maxwell Equipment. Your counsel has advised you to dispute the Maxwell claim.

Comment briefly. (2 Marks)

Examen écrit de 1992 pour les candidats à une licence de syndic — réponses suggérées

Question 1

- a) Vrai.
- L'alinéa 158*p*) prévoit que le failli doit tenir le syndic constamment informé de son adresse ou de son lieu de résidence jusqu'à ce qu'il ait été disposé de sa demande de libération et jusqu'à ce que l'administration de son actif ait été complétée.
- b) Vrai.
- L'alinéa 158*j*) prévoit que le failli doit exécuter les procurations, transports, actes et instruments qu'il peut être requis d'exécuter.
- c) Faux.
- Le paragraphe 136(2) de la *Loi sur la faillite* prévoit que, sauf la retenue des sommes qui peuvent être nécessaires pour les frais d'administration ou autrement, le paiement des frais de funérailles et dépenses testamentaires, des frais d'administration, du prélèvement et des réclamations privilégiées doit se faire dès qu'on dispose des fonds nécessaires.
 - Le paragraphe 148(1) de la *Loi sur la faillite* prévoit que, sous réserve de la retenue des sommes qui peuvent être nécessaires pour les frais d'administration ou autrement, le syndic doit, selon que l'exigent les inspecteurs, déclarer et distribuer les dividendes entre les créanciers non garantis qui y ont droit (dividendes provisoires).
- d) Faux.
- Une réclamation pour pension alimentaire ne constitue pas une réclamation prouvable en matière de faillite et, par conséquent, n'est pas visée par la suspension de procédures prévue au paragraphe 69(1) de la *Loi sur la faillite*; **Simon c. Simon** (1984), 50 C.B.R. (N.S.) 161.
- e) Vrai.
- Le syndic donne avis conformément au paragraphe 81(4).
- f) Faux.
- Article 155 de la *Loi sur la faillite* — seulement dans les cas d'administration sommaire.
 - L'approbation du surintendant des faillites est nécessaire.
 - L'article 25 a trait aux exigences générales relatives aux opérations bancaires.

1992 Written Examination for Applicants to Trustee Licences — Suggested Answers

Question 1

- a) True.
- Section 158(p) provides that a bankrupt shall keep the trustee advised at all times of his place of residence or address until his application for discharge has been disposed of and the administration of the estate completed.
- b) True.
- Section 158(l) provides that a bankrupt shall execute such powers of attorney, conveyances, deeds and other documents as may be required.
- c) False.
- Section 136(2) of the Bankruptcy Act provides that, subject to the retention of such sums as may be necessary for the costs of the administration or otherwise, payment of funeral and testamentary expenses, costs of administration, levy, and preferred claims shall be made as soon as funds are available for the purpose.
 - Section 148(1) of the Bankruptcy Act provides that, subject to the retention of such sums as may be necessary for the costs of administration or otherwise, the trustee shall, from time to time as required by the inspectors, declare and distribute dividends among the unsecured creditors entitled thereto (interim dividends).
- d) False.
- A claim for payment of maintenance or alimony is not a claim provable in bankruptcy and, accordingly, is not stayed by Section 69(1) of the Bankruptcy Act; **Simon v. Simon** (1984), 50 C.B.R. (N.S.) 161.
- e) True.
- The trustee gives notice under Section 81(4).
- f) False.
- Section 155 of the Bankruptcy Act — only summary administrations.
 - Superintendent of Bankruptcy approval is required.
 - Section 25 deals with general banking requirements.

-
- g) Faux.
- Lorsque, à une assemblée des inspecteurs, les opinions sont également partagées, l'avis d'un inspecteur absent peut être demandé afin de résoudre le différend.
 - Au cas où le différend ne pourrait être résolu, il le sera par le syndic. [Paragraphe 117(2) de la *Loi sur la faillite*].
- h) Vrai.
- Paragraphe 34(2) de la *Loi sur la faillite*.
- i) Faux.
- Consulter la Directive 2-R du surintendant des faillites.
 - Il doit s'adresser au séquestre officiel.
- j) Faux.
- Le paragraphe 54(3) prévoit qu'un créancier qui est lié au débiteur peut voter contre, mais non pour l'acceptation de la proposition.
- k) Vrai.
- Le paragraphe 50(3) prévoit qu'une proposition faite par un failli doit être approuvée par les inspecteurs avant que toute autre mesure soit prise à son égard.
- l) Faux.
- Le paragraphe 62(2) prévoit qu'une proposition acceptée par les créanciers et approuvée par le tribunal lie tous les créanciers qui ont des réclamations prouvables en vertu de la présente loi et qui sont visés par les termes de la proposition, mais ne libère pas le débiteur des dettes et engagements mentionnés à l'article 178.
 - À moins que le créancier n'y consente.
- m) Faux.
- Re : **In-cinq Communications Inc.** (1988), 70 C.B.R. (N.S.) 80.
- n) Vrai.
- Les paragraphes 152(3) et 152(4) prévoient que le syndic doit adresser une copie de l'état et du bordereau de dividende au surintendant aux fins de commentaires, que le syndic soumet au fonctionnaire taxateur lors de la taxation des comptes du syndic.

Question 2

- L'article 14 de la *Loi sur la faillite* prévoit qu'un créancier peut, par résolution spéciale à toute assemblée, substituer un autre syndic au lieu du syndic désigné dans une cession, une ordonnance de séquestre ou une proposition. [**Mulvey c. Gen. Accident Assurance Co.**, 11 C.B.R. 273]

-
- g) False.
- In the event of an equal division of opinion at a meeting of inspectors, the opinion of any absent inspector shall be sought in order to resolve the difference.
 - In the case of a difference that cannot be so resolved, it shall be resolved by the trustee. [Section 117(2) of the Bankruptcy Act]
- h) True.
- Section 34(2) of the Bankruptcy Act
- i) False.
- Refer to Superintendent of Bankruptcy Directive 2-R.
 - Must apply to Official Receiver.
- j) False.
- Section 54(3) provides that a creditor who is related to the debtor may vote against not for the acceptance of a proposal.
- k) True.
- Section 50(3) provides that a proposal made by a bankrupt shall be approved by the inspectors before any further action is taken thereon.
- l) False.
- Section 62(2) provides that a proposal accepted by the creditors and approved by the court is binding on all creditors with claims provable under this Act and affected by the terms of the proposal, but does not release the debtor from debts and liabilities referred to in Section 178
 - unless the creditor assents thereto.
- m) False.
- Re: **In-cinq Communications Inc.** (1988), 70 C.B.R. (N.S.) 80.
- n) True.
- Section 152(3) and 152(4) provide that the trustee shall forward a copy of his statement and dividend sheet to the Superintendent for comment, after inspector approval, and these shall be placed before the taxing officer on the taxation of the trustee's account.

Question 2

- Section 14(1) of the Bankruptcy Act provides that a creditor at any meeting may, by special resolution, substitute another licensed trustee for the trustee named in an assignment, receiving order or proposal. [**Mulvey v. Gen. Accident Assurance Co.**, 11 C.B.R. 273]

-
- Le syndic peut convoquer une assemblée des créanciers. Une telle assemblée viserait la substitution du syndic ou des inspecteurs, ou les deux. [Paragraphe 103(1) de la *Loi sur la faillite*.]
 - Vous devez convoquer une assemblée des créanciers si vous en êtes requis par le tribunal ou par une majorité des inspecteurs ou par 25 % en nombre des créanciers détenant 25 % en valeur des réclamations prouvées. [Paragraphe 103(1).]
 - Le syndic peut demander les instructions du tribunal.
 - Si le syndic est une société — désigner un autre syndic (particulier) pour administrer l'actif.

Question 3

- La date de la faillite est le 13 juillet 1992. Re : **Lingen Trailer & Mfg. Co.** (1969), 13 C.B.R. (N.S.) 197.
- Le fait de la fixer à la date la plus récente pourrait empêcher le syndic d'exercer son pouvoir de contester certaines transactions (par exemple, les préférences frauduleuses) qui auraient pu être annulées ou révisées si la pétition déposée le 13 juillet 1992 avait entraîné une ordonnance de séquestre — paragraphe 71(1).
- La date de la faillite est importante lorsqu'il s'agit de déterminer le rang des salariés et des locateurs selon l'ordre de priorité. Si la date de la faillite est fixée au 13 juillet, les salaires des mois d'août et de septembre ne constituent pas des arriérés exigibles avant la faillite, mais des dettes contractées avant la date établie par l'ordonnance émise dans l'affaire Lingen Trailer.
- L'article 97 traite des transactions effectuées de bonne foi avec le failli entre le 13 juillet et le 9 septembre.

Question 4

Voici une liste non exhaustive des lois pertinentes :

- *La Loi sur l'examen de l'endettement agricole*
 - prévoit des mécanismes permettant aux fermiers éprouvant des difficultés financières de conclure librement des ententes avec leurs créanciers. [Weinczok, *la Loi sur l'examen de l'endettement agricole* (1991), 18 *Revue canadienne du droit de commerce* 44]
- *La Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*
 - facilite les transactions et arrangements entre les compagnies et leurs créanciers
 - s'applique ordinairement aux grandes compagnies ayant un ou plusieurs créanciers garantis importants

-
- The trustee may convene a meeting of creditors. The purpose of this meeting would be for substitution of either the trustee or inspectors or both. [Sec. 103(1) of the Bankruptcy Act]
 - A meeting of creditors must be called if you are directed by the court, or requested in writing by a majority of the inspectors or by twenty-five per cent in number of the creditors holding twenty-five per cent in value of the proved claims. [Section 103(1)]
 - The trustee may seek the direction of the Court.
 - If a corporate trustee — assign another (individual) trustee to administer the estate.

Question 3

- The date of bankruptcy is July 13, 1992, Re: **Lingen Trailer & Mfg. Co.** (1969), 13 C.B.R. (N.S.) 197.
- Applying the later date, would frustrate the trustee's ability to attack transactions (e.g. fraudulent preferences) that might have been impeached if the petition filed on July 13, 1992 had resulted in a receiving order — Section 71(1).
- The date of bankruptcy is significant for determining the priority status of wage earners and the landlord. If the date of bankruptcy is July 13, wages for August and September are not arrears owing prior to bankruptcy but debts that were accumulated after the date established by a Lingen Trailer order.
- Section 97 addresses bona fide transactions with the bankrupt between July 13 and September 9.

Question 4

The following is a non-exhaustive list of relevant statutes

- **Farm Debt Review Act**
 - provides farmers in financial difficulty with a mechanism to permit them to reach voluntary arrangements with their creditors. [Weinczok, **The Farm Debt Review Act** (1991), 18 Canada Business Law Journal 44]
- **Companies' Creditors Arrangement Act**
 - facilitates compromises and arrangements between companies and their creditors
 - ordinarily applies to large companies with one or more substantial secured creditor(s)

-
- la compagnie doit avoir émis un acte de fiducie relatif à des débetures non payés (ou des obligations)
 - *La Loi de l'impôt sur le revenu*
 - traite de la fiducie statutaire présumée de la Couronne
 - définit et quantifie le montant des impôts payables à la Couronne ou remboursables à l'actif d'un failli.
 - *La Loi sur la location immobilière*
 - l'article 38 confère au syndic d'une faillite le droit de choisir de retenir des locaux loués et de les céder à certaines conditions, nonobstant toute clause du contrat de location allant dans le sens contraire
 - une proposition ne confère pas au syndic le droit de retenir et de céder.
 - *La Loi sur les transferts frauduleux de biens*
 - détermine des façons possibles, pour le syndic, de faire annuler certaines transactions, en plus des mesures auxquelles il peut avoir recours en vertu de la *Loi sur la faillite*.
 - *La Loi sur les cessions et préférences*
 - détermine des façons possibles, pour le syndic, de faire annuler certaines transactions, en plus des mesures auxquelles il peut avoir recours en vertu de la *Loi sur la faillite*.
 - *La Loi portant réforme du droit de la famille*
 - traite des droits patrimoniaux et des responsabilités des créanciers en ce qui concerne un débiteur en faillite et son conjoint
 - définit les droits du syndic dans le cadre de la répartition des biens
 - traite des questions de la pension alimentaire et de l'attribution de parenté, ainsi que des questions connexes [consulter l'article 178 portant sur les dettes non visées par une libération].
 - *La Loi sur les sûretés mobilières*
 - détermine entre autres les exigences relatives au nantissement des sûretés en ce qui a trait aux biens engagés
 - expose les étapes de l'aliénation des biens grevés d'une charge
 - définit l'ordre de priorité en ce qui concerne les diverses sûretés en cause.
 - *La Loi sur les privilèges dans l'industrie de la construction*
 - définit les droits de privilèges valables
 - explique les dispositions relatives aux fonds en fiducie en ce qui concerne les fournisseurs de services et de matériaux dans le cadre de contrats dans l'industrie de la construction
 - traite des droits de priorité entre les fournisseurs commerciaux et les créanciers hypothécaires non remboursés.
 - Les lois sur les compagnies (fédérale et provinciales)
 - prévoient la nomination de liquidateurs
 - prévoient la nomination d'un ou de plusieurs inspecteurs
 - régissent les activités des séquestres nommés à la suite d'un différend entre actionnaires
-

-
- company must have issued a trust deed with outstanding debentures (or bonds).

 - The Income Tax Act
 - deals with the Crown's statutory deemed trusts
 - defines and quantifies taxes payable to Crown or refundable to bankrupt estate.

 - The Landlord and Tenant Act
 - Section 38 affords a trustee in bankruptcy the right to elect to retain leased premises, and to assign them under certain conditions, notwithstanding any term or condition in the lease to the contrary
 - right to retain and assign not available to a trustee under a proposal.

 - The Fraudulent Conveyances Act
 - provides avenue for trustee to impeach certain transactions, in addition to measures that may be available under the Bankruptcy Act.

 - The Assignments and Preferences Act
 - provides avenue for trustee to impeach certain transactions, in addition to measures that may be available under the Bankruptcy Act.

 - Family Law Reform Act
 - deals with property rights and creditor responsibilities as between a bankrupt debtor and his/her spouse
 - defines trustee rights under equalization
 - addresses maintenance, affiliation and related issues [refer to Section 178 and debts not discharged].

 - The Personal Property Securities Act
 - establishes inter alia requirements for perfecting security interests in encumbered assets
 - outlines steps to dispose of encumbered assets
 - defines order of priority as between competing security interests.

 - The Construction Lien Act
 - defines valid lien rights
 - explains trust fund provisions relating to suppliers of services and/or materials under construction contracts
 - addresses priority rights between unpaid trade suppliers and mortgagees.

 - Companies Acts (federal and provincial)
 - provides for appointment of liquidators
 - provides for appointment of inspector(s)
 - governs activity of receivers appointed as a result of shareholder disputes
-

-
- régissent les procédures intentées par les liquidateurs ainsi que les activités de ces derniers
 - La *Loi sur l'exécution forcée*
 - détermine les biens qui sont exempts d'exécution ou de saisie [alinéa 67(1)b) de la *Loi sur la faillite*]
 - outils nécessaires au travail
 - effets du ménage et personnels
 - La *Loi sur les régimes de retraite*
 - détermine les prestations de retraite qu'on ne peut céder ni aliéner et sur lesquelles, par conséquent, le syndic n'a aucun pouvoir.
 - La *Loi sur les assurances*
 - détermine les bénéficiaires privilégiés (ou désignés) en ce qui concerne des polices qui peuvent être exemptes de saisie et qui échappent aux pouvoirs des syndics
 - application semblable à certains régimes enregistrés d'épargne-retraite.
 - La *Loi sur le privilège de l'entrepreneur*
 - traite des privilèges de l'entrepreneur et, dans une certaine mesure, les quantifie en ce qui concerne les biens du failli qui sont en possession de dépositaires au moment de la faillite.
 - La loi concernant les fraudes
 - détermine les contrats verbaux (par opposition aux contrats écrits) dont le syndic peut demander l'annulation
 - Le Code civil de la province de Québec
 - touche aux droits de résiliation des fournisseurs de la province de Québec [article 1543]
 - traite des droits de revendication des fournisseurs de la province de Québec [article 1998].
 - La *Loi sur la vente en bloc*
 - bien que peu souvent utilisée, elle prévoit la nomination d'un syndic pour l'aliénation des biens qui sont considérés comme représentant l'ensemble de l'actif d'une société.

Question 5

- a) 3) — Paragraphe 42(1) de la *Loi sur la faillite*.
- b) 3) — Articles 116 à 120 de la *Loi sur la faillite*.
- c) 1) — Article 147
- d) 4) — Alinéas 198a), e), g) et h)
- e) 1) — Article 2 — Définitions

-
- governs procedures and activity of liquidators.
 - The Executions Act
 - defines property exempt from execution or seizure [Section 67(1)(b) of the Bankruptcy Act]
 - “tools of the trade”
 - household and personal effects.
 - The Pensions Benefits Act
 - defines pension benefits that are incapable of assignment or alienation, and therefore outside the trustee’s reach.
 - The Insurance Act
 - defines preferred (or designated) beneficiaries for policies that may be exempt and outside the reach of trustees
 - similar applicability to certain Registered Retirement Savings Plans. Mark)
 - Warehouseman’s Lien Act
 - deals with and, to some extent, quantifies warehousemen’s liens against property of the bankrupt in the possession of bailees at the date of bankruptcy.
 - Statute of Frauds
 - defines oral (as opposed to written) contracts which may be impeachable by a trustee.
 - The Quebec Civil Code
 - addresses rights of a Quebec supplier to resiliation [Article 1543]
 - addresses rights of a Quebec supplier to revendication [Article 1998].
 - Bulk Sales Act
 - although used infrequently, provides for appointment of a trustee to dispose of assets considered to represent the bulk of a company’s assets.

Question 5

- a) 3) — Section 42(1) of the Bankruptcy Act.
- b) 3) — Sections 116–120 of the Bankruptcy Act.
- c) 1) — Section 147
- d) 4) — Sections 198(a), (e), (g) and (h)
- e) 1) — Section 2 — Definitions

-
- f) 4) — Paragraphe 113(2) de la *Loi sur la faillite*
 - g) 2) — Alinéa 91(3)b de la *Loi sur la faillite*
 - h) 3) — Paragraphe 3(1) de la *Loi sur la faillite*
 - i) 2) — Article 144 de la *Loi sur la faillite*

Question 6

Les instructions des créanciers auront préséance.

Les articles 116 à 120 (inclusivement) de la *Loi sur la faillite* touchent aux inspecteurs. Le paragraphe 119(1) prévoit que les instructions données par résolution des créanciers à une assemblée générale annulent, en cas de conflit, toute instruction donnée par les inspecteurs.

Question 7

- a) • payer les déductions statutaires
 - payer les déductions non statutaires
 - ne pas payer les contributions de l'employeur se rattachant aux arriérés
 - **Dauphin Plains C.U. c. Xyloid Industries Ltd. (1980) 33 C.B.R. (N.S.) 107 (C.S.C.)**
- b) • payer les déductions statutaires et les contributions;
 - négocier les obligations non statutaires relatives aux salaires;
 - s'il existe une convention collective, veiller à ce qu'un représentant syndical participe à toutes les négociations.

Question 8

- a) • Le séquestre doit s'assurer que l'acte de fiducie contient des dispositions qui l'autorisent à gérer les affaires de la compagnie débitrice.
 - Le séquestre devrait maintenir l'assurance-responsabilité sur les produits, tant durant la mise sous séquestre que durant la période qui conviendra après la fin de l'exploitation du commerce.
 - Le séquestre devrait documenter à fond les décisions administratives, les registres relatifs aux opérations, les détails des séances de consultation (avec l'avocat, le prêteur et les employés clés) et donner les raisons qui motivent les politiques adoptées et les décisions prises.

-
- f) 4) — Section 113(2) of the Bankruptcy Act
 - g) 2) — Section 91(3)(b) of the Bankruptcy Act
 - h) 3) — Section 3(1) of the Bankruptcy Act
 - i) 2) — Section 144 of the Bankruptcy Act

Question 6

The direction of the creditors will prevail.

Sections 116 to 120 (inclusive) of the Bankruptcy Act deal with inspectors. Section 119(1) provides that any directions given by resolution of the creditors at any general meeting shall in the case of conflict between creditors and inspectors override any directions given by the inspectors.

Question 7

- a) • pay statutory deductions
 - pay non-statutory deductions
 - do not pay employer contributions for arrears
 - **Dauphin Plains C.U. v. Xyloid Industries Ltd.** (1980) 33 CBR (N.S.) 107 (S.C.C.)
- b) • pay statutory deductions and contributions
 - negotiate the non-statutory wage obligations
 - if there are union contracts, ensure that any negotiations include participation by union representative.

Question 8

- a) • The Receiver must ascertain that the debenture has enabling provisions that authorize him to manage the business of the debtor.
 - The Receiver should maintain product liability insurance, both during the receivership and for a suitable period of time after the operations have been terminated.
 - The Receiver should fully document policy decisions, transaction records, details of consultation meetings (with counsel, the lender, key employees) and include the reasons for such policies and decisions.

-
- Le séquestre doit être conscient du titre auquel il prend certaines mesures. En ce qui concerne le fait de continuer le commerce, il agira probablement à titre d'agent pour le compte de la compagnie débitrice. Cependant, la qualité en laquelle il agit peut dépendre de la formulation de l'acte de fiducie. On peut soutenir, par exemple, que le séquestre réalise des avoirs dans le cours ordinaire des affaires de la compagnie débitrice et que, par conséquent, il agit à titre d'agent du détenteur de débenture.
 - Les débours et les obligations doivent être soigneusement examinés et surveillés : on s'assurera ainsi qu'ils sont appropriés et sujets à une contestation raisonnable de la part de la société prêteuse ou d'autres intéressés.
 - Le séquestre doit accorder une attention raisonnable à l'exploitation du commerce et en assurer une supervision et un contrôle également raisonnables. Il doit s'acquitter de ses fonctions en faisant preuve d'une compétence raisonnable; la perfection n'est pas la norme. Les mesures prises doivent être raisonnables sur le plan commercial.
 - Le séquestre doit honorer toutes les obligations prévues par la loi en ce qui concerne les règlements relatifs à la prévention des incendies, à l'environnement et aux normes sanitaires, entre autres.
 - Le séquestre n'a aucune responsabilité personnelle en ce qui concerne les achats.
- b) • Le devoir de diligence du séquestre s'étend aux garants.
- Ceux-ci sont en droit de s'attendre à ce que le séquestre fasse preuve d'une prudence raisonnable et qu'il obtienne les meilleurs prix dans les circonstances. S'il manque de l'argent, la responsabilité du garant dépendra de la réalisation.
- c) • Les réclamations prioritaires, en particulier les fiducies présumées et les réclamations d'autres créanciers garantis qui sont en concurrence doivent être examinées et payées, s'il y a lieu.
- Rapport habituel du séquestre au créancier qui l'a nommé.
- d) • Il importe de prendre en considération les réclamations prioritaires des créanciers en vertu de la loi (par exemple, les déductions des employés).
- Aucune obligation fiduciaire.
 - Les droits contractuels revendiqués par les créanciers doivent être vérifiés avant que le paiement ne soit effectué.
 - Les mesures prises doivent être raisonnables sur le plan commercial.
 - Le séquestre a un devoir de diligence envers les créanciers non garantis (**Latchford c. Beirne**). Cependant, si un surplus est réalisé, les sommes recouvrées qui sont en excès (le surplus) doivent être versées à la compagnie débitrice. La loi n'impose au séquestre aucune obligation de fournir un compte rendu comptable aux autres créanciers (privilegiés ou non garantis), bien qu'il soit parfois prudent, par courtoisie, de donner avis, car, ainsi,

-
- The Receiver must be mindful of the capacity in which actions are taken. In respect to carrying on the business, the Receiver will likely do so as agent for the debtor company. This may depend, however, on the wording of the debenture security agreement. It may be argued, for example, that the Receiver is realizing assets during the course of the business operation, and in that respect is therefore an agent of the debenture holder.
 - Disbursements and obligations must be carefully examined and monitored so as to ensure they are proper and subject to any reasonable challenge by the corporation or others.
 - The Receiver must provide reasonable care, supervision, and control of the business operations. Duties must be carried out with reasonable competence; perfection is not the standard. Actions must be commercially reasonable.
 - The Receiver must comply with all statutory obligations regarding fire regulations, environmental concerns, health standards, etc.
 - No personal liability of Receiver for purchases.
- b) • The Receiver's duty of care extends to the guarantors.
- They are entitled to expect the Receiver to apply reasonable care and to obtain the best price in the circumstances. If there is a shortfall, the liability of the guarantor will depend upon the realization.
- c) • Priority claims, and in particular deemed trusts and/or competing claims from other secured creditors, must be addressed and paid, if appropriate.
- Usual reporting to the appointing creditor.
- d) • Consideration must be given to priority claims of statutory creditors (e.g., employee deductions).
- No fiduciary duty
 - Contractual rights claimed by creditors must be verified before payment is made.
 - Actions must be commercially reasonable.
 - The Receiver has a duty of care to unsecured creditors (**Latchford v. Beirne**). If there is a surplus of realization, however, the excess recovery (the surplus) must be repaid to the debtor company. There is no statutory obligation to furnish an accounting to other creditors (preferred or unsecured), although an initial courtesy notice may be prudent, as that may
-

on évite les communications constantes visant à répondre aux demandes de renseignements par téléphone et par écrit faites par d'autres parties qui traitent avec la compagnie débitrice.

- Il peut arriver qu'un devoir de diligence découle des normes professionnelles.
- e) • Un séquestre nommé à titre privé a un devoir secondaire envers les actionnaires. Par conséquent, tout surplus doit être versé à la compagnie.
- Dans la poursuite de l'exploitation du commerce, le séquestre agit en tant qu'agent pour le compte de la société prêteuse.

Référence :

Matériel utilisé dans le cadre du cours de l'Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité : notes de cours, lectures obligatoires et solutions proposées — 3^e année, leçon 4.

Question 9

- La nomination d'un séquestre intérimaire constitue une mesure qu'un tribunal prendra s'il est persuadé qu'une ordonnance en ce sens est nécessaire à la sauvegarde des avoirs. En général, le séquestre intérimaire est nommé pour prendre immédiatement possession de l'actif (ou d'une partie de l'actif) et pour exercer un contrôle sur les recettes et les débours, mais il ne peut intervenir autrement dans la poursuite de l'exploitation du commerce, au sens habituel du terme, jusqu'à l'audition de la pétition d'ordonnance de séquestre qui accompagne invariablement une demande d'ordonnance de nomination d'un séquestre intérimaire.

Par conséquent, le rôle du séquestre intérimaire s'apparente beaucoup à celui d'un surveillant. Le séquestre intérimaire assure une présence et, à titre d'agent du tribunal, il doit s'acquitter de ses fonctions libre de toute influence et remplir le devoir de diligence qui lui incombe en ce qui concerne la protection des avoirs. Un défaut à cet égard est susceptible de rendre le séquestre intérimaire personnellement responsable. Selon la pratique courante, le créancier qui présente une demande visant la nomination d'un séquestre intérimaire doit fournir une garantie d'indemnisation contre tout tort pouvant être subi par le débiteur en raison de la nomination du séquestre intérimaire.

Question 10

Questions :

- Est-il justifié d'effectuer des débours pour payer l'acompte à l'avocat et les salaires?

Mesures :

- Payer, si cela est justifié.

avoid continuous communications in response to telephone and written inquiries by other parties who are dealing with the debtor corporation.

- Professional standards may require a duty of care.
- e) • A private Receiver has a secondary duty to the shareholders. Hence, any surplus must be repaid to the company.
- In carrying on the business, the Receiver acts as agent for the corporation.

Reference:

Canadian Insolvency Practitioners Association course lesson material; lesson notes, assigned readings, and proposed solutions — Year 3, Lesson 4.

Question 9

- The appointment of an Interim Receiver is a measure that a Court will make when the Court is persuaded that such an order is required to safeguard the assets. The Interim Receiver will generally be appointed to take immediate possession of the property (or part of the property) and to control receipts and disbursements, but not to otherwise interfere with the carrying on of the business of the debtor in the ordinary manner of trade until the hearing of the petition for a Receiving Order that invariably accompanies an application for an Interim Receiving Order.

The role of the Interim Receiver, therefore, is much like the role of a monitor. The Interim Receiver establishes a presence and, as an officer of the court, must perform independent of any influence, meeting the appropriate duty of care with respect to the safeguarding of the assets. Failure in this respect might render the Interim Receiver personally liable. The usual practice is for the creditor applying for the appointment of an Interim Receiver to furnish an indemnity against any damages to the debtor that may result from the appointment of the Interim Receiver.

Question 10

Issues:

- Is payment of retainer and wages a legitimate expense?

Actions:

- Payment if legitimate

-
- Obtenir une opinion juridique impartiale (c'est-à-dire distincte de celle du requérant).
 - Demander les instructions du tribunal.

(Voir Re : **King Petroleum** (1973) 18 C.B.R. (N.S.) 270 (Reg. Ont.).)

Question 11

- Le syndic doit obtenir l'autorisation appropriée sous forme d'une résolution adoptée par une assemblée dûment constituée de créanciers ou d'une majorité d'inspecteurs, ou présenter auprès du tribunal une demande visant l'émission d'une ordonnance approuvant le paiement de l'avance.
- Le syndic doit veiller à ce qu'il y ait dans le compte en fiducie les fonds suffisants pour couvrir les frais et les débours nécessaires pour terminer l'administration de l'actif.
- Le syndic devrait, dans sa demande d'avance, stipuler les sommes précises nécessaires et celles-ci devraient aussi figurer dans le procès-verbal de l'assemblée des créanciers ou des inspecteurs et dans l'ordonnance du tribunal.

Référence :

Surintendant des faillites, Directive n 24, articles 25 et 39 et Règle 63.

Question 12

- Le paragraphe 39(4) prévoit que si plusieurs syndics agissent les uns en succession des autres, la rémunération est répartie entre les syndics selon les services que chacun d'eux a rendus.
- *En l'absence d'une entente entre les syndics, le tribunal détermine le montant payable que chacun d'eux a rendus.*
- Si les fonds sont insuffisants pour couvrir la rémunération des deux syndics, le tribunal décidera de la répartition des fonds disponibles. Re : **Bourassa** (1923), 4 C.B.R. 136, et Re : **Jenny Lind Candy Shops Ltd.** (1942), 23 C.B.R. 339.
- Les honoraires et les débours d'un séquestre intérimaire doivent être payés à même les avoirs et ont priorité sur ceux d'un syndic. Re : **Gump** (1921) 2 C.B.R. 56, et Re : **Jenny Lind Candy Shops Ltd.** (1941), 22 C.B.R. 424.

-
- Obtain independent (i.e. separate from petitioner) legal advice.
 - Seek directions from the court.

(See Re: **King Petroleum** (1973) 18 C.B.R. (N.S.) 270 (Ont. Reg.)

Question 11

- The trustee must obtain proper authorization in the form of a resolution of a duly constituted meeting of creditors or of a majority of the inspectors, or make application to the Court for an Order approving payment of the advance.
- The trustee must ensure that sufficient funds remain in the trust account to cover the fees and disbursements necessary to complete the administration of the estate.
- Any request by the trustee for an advance should stipulate the specific dollar amount which should also be reflected in the minutes of the meeting of creditors or inspectors and/or in the Court Order.

Reference:

Superintendent of Bankruptcy Directive No. 24, sec. 25, 39 and Rule 63

Question 12

- Section 39(4) provides that in the case of two or more trustees acting in succession, the remuneration shall be paid to the trustees in accordance with the services rendered by each.
- *In the absence of agreement between the trustees, the court shall determine the amount payable to each.*
- If there are insufficient funds to cover both trustees, the court will decide the apportionment of the funds available; Re: **Bourassa** (1923), 4 C.B.R. 136, and Re: **Jenny Lind Candy Shops Ltd.** (1942), 23 C.B.R. 339.
- The fees and expenses of an Interim Receiver are payable out of assets in priority to those of a trustee; Re: **Gump** (1921) 2 C.B.R. 56; and Re: **Jenny Lind Candy Shops Ltd.** (1941), 22 C.B.R. 424.

Question 13

- Effectuer des recherches dans les bureaux d'enregistrement appropriés afin d'établir le rang des réclamations concurrentielles.
- Ne pas restituer la marchandise.
- Examiner les copies des documents relatifs aux commandes et aux contrats.
- Examiner les livres et les registres de la compagnie débitrice.
- Déterminer si la marchandise réclamée a été payée par la compagnie débitrice.
- Faire enquête au sujet de la marchandise livrée depuis moins de 30 jours provenant de la province de Québec (revendication et résiliation).
- Obtenir toute l'information pertinente des dirigeants de la compagnie.
- Déterminer les liens commerciaux antérieurs (par exemple, les comptes débiteurs et les dispositions relatives à la consignation, entre autres).
- Expliquer au(x) fournisseur(s) que vous avez besoin d'un avis juridique au sujet des réclamations visant la restitution de la marchandise.
- Séparer et identifier les articles en litige (marchandise dont la propriété n'a pas été établie).
- Il est important de prendre en considération la valeur des biens en litige, étant donné qu'une solution pratique peut être possible.
- Examiner les lieux physiques où se trouve la marchandise dans laquelle les créanciers prétendent avoir un intérêt.
- Prendre les mesures adéquates pour assurer la sécurité des biens et veiller à ce qu'ils demeurent sous votre garde pendant la détermination des droits qui s'y rattachent.

Question 14

- a) • La compagnie débitrice doit être constituée en société ou faire des affaires au Canada.
- La compagnie débitrice doit être insolvable.
- La compagnie débitrice doit avoir un acte de fiducie en défaut, ainsi que des obligations impayées.
- b) • En général, on procédera à une suspension des procédures afin d'empêcher les créanciers garantis d'exercer le droit de recours à la saisie ou de nommer un séquestre, mesures qui peuvent interférer avec le plan de restructuration proposée par la compagnie.

Question 13

- Conduct a search of appropriate registry offices for competing claims.
- Do not return the merchandise.
- Review copies of the purchase order/contract documentation.
- Examine books and records of the debtor company.
- Determine whether or not the goods demanded have been paid for by the debtor.
- Investigate 30-day goods from the Province of Quebec (revindication and resiliation).
- Obtain all relevant information from the principals of the company.
- Determine previous business relationship (e.g. accounts receivable, consignment arrangements, etc.).
- *Explain to the supplier(s) that you will require a legal opinion regarding the claims to the return of the merchandise.*
- Segregate and identify disputed items (unascertained goods).
- It is important to take into consideration the value of the assets under dispute, as a practical solution may be available.
- Review physical location of the goods in which the creditors are claiming an interest.
- Take suitable measures to secure the assets to ensure they remain in your custody pending determination of entitlement.

Question 14

- a) • The debtor must be incorporated or carrying on business in Canada.
- The debtor company must be insolvent.
- The debtor must have a trust deed outstanding, together with outstanding bonds.
- b) • The stay will generally be intended to stop secured creditors from exercising seizure remedies or appointing a Receiver, measures which might interfere with the company's proposed reorganization plan.

-
- La suspension des procédures peut aussi toucher les locataires, les employés et tout autre créancier, selon la requête et la décision du tribunal concernant la demande de suspension de la débitrice.
 - La suspension ne peut empêcher le dépôt d'une pétition en faillite, étant donné que le simple dépôt fixe la date de la faillite lorsque le plan de restructuration de la compagnie échoue. Cependant, le tribunal peut, et il le fait habituellement, surseoir à toute procédure subséquente au dépôt de la pétition jusqu'à ce que la débitrice ait la possibilité de compléter et de présenter le plan envisagé en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC).
 - Les créanciers peuvent déposer une demande afin de lever la suspension des procédures à laquelle ils font face, en présentant au tribunal l'information pouvant convaincre ce dernier d'exercer son pouvoir de discrétion en leur faveur.
 - La suspension peut s'appliquer à des organismes gouvernementaux (par exemple, le ministère de l'Environnement).
- c) • Lorsque les affaires de la compagnie sont suffisamment complexes pour justifier le dépôt d'un plan en vertu de la LACC (exercice généralement coûteux) et que la collaboration d'un ou de plusieurs créanciers garantis est requise avant que la compagnie ne puisse mettre en œuvre un plan de restructuration, celle-ci devrait examiner la possibilité de déposer un plan en vertu de la LACC.
- La compagnie devrait avoir des dettes et des biens importants, y compris des dettes garanties, étant donné que les procédures prévues par la LACC sont généralement coûteuses et non pratiques en ce qui touche les petites compagnies.
 - Lorsqu'une compagnie, pour quelque raison que ce soit, est incapable d'élaborer un plan adéquat pour le déposer en vertu de la Loi sur la faillite, elle peut examiner la possibilité d'avoir recours aux dispositions de la LACC. Par exemple, lorsque des créanciers garantis ont un intérêt important, le tribunal pourra songer à suspendre les procédures intentées par ces derniers, dans certaines circonstances, lorsqu'un plan est élaboré ou envisagé en vertu de la LACC.

Références :

- **Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies**
- Frank Newbould : **Developments and Trends in Companies' Creditors Arrangement Act Restructuring**, Institut d'insolvabilité du Canada, le 4 juin 1991.
- Alec Zimmerman et Douglas Knowles : **Developments and Trends in Companies' Creditors Arrangement Act**, Institut d'insolvabilité du Canada, octobre 1991.
- Geoffrey Morawetz : **Emerging Trends in the CCAA Restructuring**, Institut d'insolvabilité du Canada, le 14 octobre 1990.

-
- A stay may also affect landlords, employees, and any other creditors, depending upon the application and the Court's decision regarding the debtor's request for a stay.
 - The stay may not block the filing of a bankruptcy petition, as the mere filing will fix the date of bankruptcy in the event that the company's plan for reorganization fails. The Court can and usually will, however, stay action on the petition until an opportunity is given for the debtor to complete and submit the plan contemplated under the CCAA.
 - Creditors may apply to remove the stay of proceedings against them, and may do so by submitting to the Court information that will persuade the Court to exercise its discretion in favour of the applicant.
 - The stay may apply to government agencies (e.g. the Ministry of the Environment).
- c) • Where a company's affairs are sufficiently complex to warrant the filing of a plan under the CCAA (usually a costly exercise), and there are one or more secured creditors whose cooperation is required in order to enable the company to implement a reorganization plan, that company should consider filing a plan under the CCAA.
- A company should be dealing with substantial assets and substantial debts, including secured debt, as CCAA proceedings are usually costly and unwarranted in the case of small companies.
 - Where a company, for any reason, is unable to develop a suitable proposal to be filed under the Bankruptcy Act, it may consider availing itself of the provisions of the CCAA. For example, where secured creditors have a substantial stake, the Court will consider staying action by those secured creditors in certain circumstances where there is a plan developed or contemplated under the CCAA.

References:

- **Companies' Creditors Arrangement Act**
- Frank Newbould: **Developments and Trends in Companies' Creditors Arrangement Act Restructuring**, Insolvency Institute of Canada, June 4, 1991
- Alec Zimmerman and Douglas Knowles: **Developments and Trends in Companies' Creditors Arrangement Act**, Insolvency Institute of Canada, October 1991
- Geoffrey Morawetz: **Emerging Trends in the CCAA Restructuring**, Insolvency Institute of Canada, October 14, 1990

-
- Michael Rotzstein : **Emerging Use of the Companies' Creditors Arrangement Act, 1991**, Institut d'éducation permanente juridique, janvier 1991.
 - Geoffrey Morawetz et Craig Hill : **This Week in the CCAA** (document présenté à l'Association du Barreau canadien — Ontario, «Insolvency Law for Business Lawyers — 1^{er} juin 1992»)

Question 15

- Le rapport devrait traiter de la situation financière actuelle de la compagnie, et inclure une évaluation et un examen du contexte commercial et de la situation économique en général qui prévalent sur le marché en ce qui a trait à la compagnie en cause.
- Les prévisions relatives aux liquidités sont importantes. Elles sont en général fournies par la compagnie à des fins d'examen par l'expert, à défaut de quoi ce dernier doit tenter d'établir les prévisions à partir des renseignements financiers les plus récents dont il dispose.
- Le rapport devrait tenter de déterminer les mesures de remplacement qui s'offrent à la compagnie pour réaliser des profits.
- Le rapport devrait traiter des capacités d'emprunt, des marges et d'autres limites ou restrictions relatives aux prêts.
- Lorsque cela est pertinent, le rapport devrait contenir des commentaires au sujet de la valeur de la garantie déposée afin de soutenir les avances du prêteur. Il est courant de produire cette évaluation dans le cadre d'une liquidation comme dans celui d'une continuation du commerce.
- Lorsque l'expert-conseil a pu déterminer les secteurs particulièrement préoccupants, ceux-ci devraient faire l'objet d'une évaluation et d'un examen soigneux, et le rapport devrait mettre l'accent sur eux.
- Il faut prendre en considération et évaluer le rendement du commerce et les tendances générales relatives aux profits pour la période ayant précédé l'examen.
- Le rapport peut contenir des commentaires au sujet de la qualité des systèmes et des registres comptables et d'information relative à la gestion.
- Un examen des activités commerciales ne constitue pas une vérification comptable; le rapport devrait le mentionner.
- Le rapport peut se pencher sur la question de savoir si le commerce peut être exploité de façon rentable, ainsi que sur la viabilité à court et à long termes de ce dernier.
- Les recommandations ainsi que le rapport dans son ensemble reposent habituellement sur certaines hypothèses; celles-ci devraient être déterminées dans le rapport.

-
- Michael Rotzstein: **Emerging Use of the Companies' Creditors Arrangement Act, 1991**, Institute of Continuing Legal Education, January 1991
 - Geoffrey Morawetz and Craig Hill: **This Week in the CCAA** (paper presented at the Canadian Bar Association — Ontario "Insolvency Law for Business Lawyers — June 1, 1992")

Question 15

- The report should address the current financial condition of the company, and include an assessment and review of the business background and general economic condition of the marketplace as they relate to the subject company.
- Cash flow forecasts are significant. These are usually provided by the company for review by the practitioner, failing which the practitioner should attempt to develop them from the most current financial information available.
- The report should attempt to identify alternative courses of action available to the company in order to enable it to achieve profitability.
- The report should address borrowing capability, margins and other loan limits or restrictions.
- Where relevant, the report should comment on the value of the security pledged to support the lender's advances. It is usual to provide this assessment on a liquidation basis as well as on a going-concern basis.
- Where the consultant has been able to identify areas of critical concern, these should be the subject of careful scrutiny and evaluation, and should be emphasized in the report.
- The performance of the business, and the general profitability trends for the period leading up to the review, must be considered and evaluated.
- The report may comment on the quality of accounting and management information systems and records.
- A business review is not an audit; there should be a reference to this in the report.
- The report may address whether the business can operate profitably, and its short term and long term viability.
- The recommendations and the report in general will usually rest upon certain assumptions; the report must identify those assumptions.

-
- Autres éléments : l'inclusion d'un résumé, des commentaires au sujet d'importants changements sur le plan de la gestion, des commentaires touchant d'importants changements sur le plan du personnel responsable de la commercialisation (par exemple, départ d'employés clés affectés aux ventes), des commentaires au sujet des répercussions de l'invalidité ou du décès d'un des dirigeants de la compagnie, des commentaires sur l'obsolescence du matériel et une analyse de rentabilité; le rapport devrait inclure des pièces pertinentes, telles que les mouvements de l'encaisse et les évaluations, notamment.

Question 16

- La banque peut demander la nomination d'un séquestre. Elle doit donner à la compagnie une période de temps raisonnable pour satisfaire à sa demande de paiement des dettes contractées envers elle.
- Le créancier doit accorder une période de temps raisonnable, que la débitrice en ait fait ou non la demande. En outre, une demande formelle de paiement doit précéder l'exécution de la garantie. Après la demande, le créancier doit accorder à la débitrice une période de temps raisonnable pour s'acquitter de ses dettes, le «caractère raisonnable» étant déterminé d'après des critères objectifs.
 - **Lister (Ronald Elwin) Ltd. c. Dunlop Can Ltd** (1982) 41 CBR (NS) 272 (C.S.C.)
 - **Mister Broadloam (1968) Ltd. c. Banque de Montréal** (1984) 49 C.B.R. (NS) 1 (C.A.Ont.) *Autorisation d'appeler refusée*, 50 C.B.R. (NS) xxix (C.S.C.)
 - **Kavcar Investments Ltd. c. Aetna Financial Services** (1989) 77 C.B.R. (NS) 1 (C.A.Ont.)
- En plus de devoir donner un «avis raisonnable», la banque doit être en mesure de faire la preuve que la compagnie emprunteuse ne s'est pas conformée aux dispositions du contrat (qui sont généralement énoncées dans les documents relatifs à la garantie ou au prêt).
- La débenture doit permettre la nomination d'un séquestre. Quels sont les avoirs garantis? Sont-ils essentiels?

Question 17

- En examinant la question des coûts du syndic et des frais juridiques, on ne saurait faire abstraction de la possibilité que des frais soient adjugés à l'épouse si l'action échoue. Le syndic qui intente une action pouvant faire en sorte que des frais soient octroyés à même l'actif devrait s'assurer que ce dernier comporte les fonds suffisants ou qu'il existe une indemnité suffisante pour couvrir ces frais.

-
- Other points: the inclusion of an executive summary; comments on significant management changes; comments on significant marketing staff changes (for example, the departure of key sales staff); comments on the effect of incapacity or death of a principal of the company; comments on equipment obsolescence; break-even analysis; report should include relevant exhibits such as cash flows, appraisals, etc.

Question 16

- The bank may be considering the appointment of a Receiver. The Bank must give the company reasonable time to satisfy its demand for payment of the indebtedness to it.
- A reasonable amount of time must be given by the creditor whether or not asked for by the debtor. In addition, the enforcement of security must be preceded by a formal demand for payment. That demand must be followed by affording the debtor a reasonable time within which to pay the indebtedness, with the issue of “reasonableness” determined on the basis of objective criteria.
 - **Lister (Ronald Elwin) Ltd. vs Dunlop Can Ltd (1982) 41 CBR (NS) 272 (SCC)**
 - **Mister Broadloom (1968) Ltd. vs Bank of Montreal (1984) 49 CBR (NS) 1 (ONT C.A.) Leave refused 50 CBR (NS) xxix (SCC)**
 - **Kavcar Investments Ltd. vs Aetna Financial Services (1989) 77 CBR (NS) 1 (ONT C.A.)**
- In addition to the “reasonable notice” requirement, the bank must be in a position to demonstrate that the borrower has committed an act of default under the loan arrangements (usually set out in the security or loan documents).
- The debenture must allow the appointment of a receiver. What assets are secured, and are they essential?

Question 17

- The issue of the trustee and legal costs should not ignore the potential of costs which may be awarded to the wife if the action fails. A trustee embarking upon an action that may result in costs awarded against the estate should ensure that the estate has sufficient funds or a suitable indemnity to cover those costs.

Le paragraphe 197(3) prévoit que lorsqu'une action est intentée par un syndic ou contre un syndic, il n'est pas personnellement responsable des frais, à moins que le tribunal n'en décide autrement. La tendance récente, dans les décisions des tribunaux, consiste à rendre le syndic personnellement responsable. Il est donc important que le syndic obtienne une entente d'indemnité des créanciers, étant donné qu'il peut arriver que le syndic ne puisse pas invoquer le fait qu'il n'a plus d'argent. Re : **Thorne c. Can. Steering Wheel Co.** (1923) 2 C.B.R. 455; Re : **Ellsey Dress Co.** (1922), 3 C.B.R. 47; Re : **Feldstein** (1926), 7 C.B.R. 617; Re : **Primary Distributors** (1956), 36 C.B.R. 62; Re : **Touche Ross Ltd. c. Wellwood of Can. Sales Ltd.** (1983), 49 C.B.R. (N.S.) 284 — voir **The Annotated Bankruptcy Act, 1991**, Houlden et Morawetz 281.

- Le recouvrement dépend non seulement de la réussite, mais aussi du fait que l'épouse a ou non la capacité de se conformer au jugement émis à son égard. On peut avoir recours à des procédures d'appel, ce qui retarderait l'issue finale. Dans l'intervalle, il se peut très bien que l'épouse devienne incapable de payer le montant du jugement.
- Lorsqu'un créancier demande au syndic d'intenter des procédures qui, à son avis, seraient à l'avantage de l'actif du failli, et que le syndic néglige ou refuse d'intenter ces procédures, le créancier peut obtenir du tribunal une ordonnance l'autorisant à intenter des procédures en son propre nom et à ses propres frais et risques, en donnant aux autres créanciers avis des procédures projetées, et selon les autres modalités que peut ordonner le tribunal — paragraphe 38(1).
- Si certains créanciers décident de prendre part à l'action intentée et que celle-ci réussit, tout profit provenant des procédures intentées, jusqu'à concurrence de leur réclamation et des frais, appartient exclusivement aux créanciers intentant ces procédures, et l'excédent, s'il en est, appartient à l'actif — paragraphe 38(3).

Autres facteurs et considérations :

- Le syndic peut, par prudence, distribuer aux créanciers un rapport exposant les faits et les invitant à participer financièrement. Si des fonds suffisants sont reçus, ainsi qu'une indemnité adéquate pour les frais éventuels, le syndic peut, sans courir de risques ou en courant peu de risques, intenter l'action.
- Il est important de déterminer si l'épouse a une réclamation prouvable par rapport à la faillite. Si l'épouse est un créancier important de l'actif, elle a le droit de participer à toute procédure intentée aux termes de l'article 38. Le cas échéant, tout en étant responsable d'une part correspondante des frais, elle a par ailleurs le droit de bénéficier de tout dividende résultant des procédures, si celles-ci réussissent, ce qui réduirait les dividendes disponibles pour les autres créanciers. On doit expliquer ce fait aux autres participants éventuels. Le syndic ne devrait pas négliger l'importance de l'aspect pratique d'une entente possible avec l'épouse, ainsi que les coûts-avantages d'une telle entente pour l'actif.

Section 197(3) provides that where an action is brought by or against the trustee, he is not personally liable for costs unless the court otherwise directs. The recent trend of decisions has been to render the trustee personally liable. It is therefore important that the trustee obtain an indemnity agreement from the creditors, as he may not be permitted to seek the comfort of an empty purse. Re: **Thorne v. Can. Steering Wheel Co.** (1923) 2 C.B.R. 455; Re: **Ellsey Dress Co.** (1922), 3 C.B.R. 47; Re: **Feldstein** (1926), 7 C.B.R. 617; Re: **Primary Distributors** (1956), 36 C.B.R. 62; Re: **Touche Ross Ltd. v. Wellwood of Can. Sales Ltd.** (1983), 49 C.B.R. (N.S.) 284 — see **The Annotated Bankruptcy Act, 1991**, Houlden & Morawetz 281.

- The recovery will depend not only on success, but on whether the wife has the ability to satisfy any judgment awarded against her. There may be appeal proceedings which would delay the final outcome. During the interval, the wife might very well become “judgment proof”.
- Where a creditor requests the trustee to take any proceeding that in his opinion would be for the benefit of the estate of the bankrupt and the trustee refuses or neglects to take the proceeding, the creditor may obtain from the court an order authorizing him to take the proceeding in his own name and at his own expense and risk, on notice being given to the other creditors of the contemplated proceeding, and on such other terms and conditions as the court may direct — Section 38(1).
- If certain creditors decide to participate in this action and are successful, any benefit derived from that proceeding, to the extent of their claims and any costs incurred, belong to the participating creditors, and the surplus, if any, belongs to the estate — Section 38(3).

Other factors and considerations:

- The trustee may, as a matter of prudent practice, circulate a report to the creditors, setting out the circumstances and inviting the creditors’ financial participation. If adequate funds are received, together with a suitable indemnity for all potential costs, the action may be taken by the trustee with little or no risk.
- It is important to determine whether the wife has a claim provable in bankruptcy. In the event that the wife is a substantial creditor in the estate, she has a right to participate in any proceedings commenced pursuant to Section 38. In that event, while she would be responsible for her share of costs, she would also be entitled to participate in any dividend that results from success in the action, diminishing the dividend available to other creditors. *This should be explained to other potential participants. The trustee should not disregard the practicality of a possible settlement with the wife and the cost/benefit to the estate.*

Question 18

- Déployer des efforts afin de persuader le dirigeant de la compagnie que le fait de déplacer la marchandise n'est pas indiqué dans les circonstances.
- Dans la mesure du possible, parler au chauffeur du camion et tenter de déterminer sa destination, lui montrer votre lettre de nomination et lui exposer, sans le menacer, les conséquences de ses actes et les répercussions de sa complicité.
- Communiquer avec votre bureau pour obtenir de l'aide.
- Demander la présence de la police.
- Communiquer avec la banque pour obtenir des instructions.

Question 19

- Les biens acquis par un failli après la date de la faillite, mais avant sa libération, constituent des biens «acquis postérieurement».
- L'article 67 de la Loi sur la faillite décrit les biens constituant le patrimoine attribué aux créanciers comme comprenant les biens que le failli peut acquérir ou qui peuvent lui être dévolus avant sa libération.
- Les biens acquis postérieurement sont différents en ce sens que le syndic doit prendre des mesures afin d'entrer en possession de ces biens.
- Les transactions d'un failli avec une personne qui traite avec lui de bonne foi et pour valeur, relativement aux biens acquis par le failli après la faillite, si elles sont complétées avant toute intervention de la part du syndic, sont valides. Article 99; **Firestone Tire & Rubber Co. c. Douglas** (1940), 21 C.B.R. 343.

Question 20

REMARQUE :

Les candidats doivent répondre aux questions 20 à 23 (Faillite) *ou* à la question 24 (Mise sous séquestre et autres).

- a) • Les ventes devraient être surveillées de près jusqu'à la première assemblée afin de faire en sorte que, à mesure que les stocks baissent, la marchandise soit transférée et regroupée pour qu'on continue à la vendre au public à des endroits de grande affluence.
- On devrait accorder une attention particulière à la fermeture des magasins qui ont subi des pertes, à moins que la compagnie ne les ait déjà fermés.

Question 18

- Make an effort to persuade the principal of the company that moving the merchandise is not appropriate in the circumstances.
- If possible, speak with the truck driver and attempt to determine his destination; show him your appointment letter and indicate, without threatening him, the consequences of his actions and the implications of complicity.
- Contact your office for assistance.
- Request police attendance.
- Contact the bank for instructions

Question 19

- Property acquired by a bankrupt after the date of bankruptcy but before his discharge is "after-acquired" property.
- Section 67 of the Bankruptcy Act describes property divisible among creditors as comprising property that may be acquired by or devolve on the bankrupt before his discharge.
- After-acquired property differs in that the trustee must intervene in order to obtain possession of the property.
- Transactions involving a bankrupt and any person dealing with him in good faith and for valuable consideration in respect to after-acquired property are valid if the transactions are completed before the intervention of a trustee: Section 99; **Firestone Tire & Rubber Co. v. Douglas** (1940), 21 C.B.R. 343

Question 20

NOTE:

Candidate to complete either Questions 20 to 23 (Bankruptcy) or Question 24 (Receivership and other)

- a) • The sales operations should be monitored closely until the first meeting to ensure that, as store inventories are depleted, goods can be transferred and consolidated for continued sales to the public at the best traffic locations .
- Particular consideration should be given to the closing of stores that have sustained losses unless the company has already done so.

Si le syndic choisit de ne pas occuper les lieux, il n'est pas responsable du loyer d'occupation, même s'il n'y a pas d'annulation formelle du bail.

Re : **Toyerama Ltd.** (1981), 37 C.B.R. (N.S.) 275 et Re : **Century 21 Brenmore Real Estate Ltd. (No.2)** (1983), 46 C.B.R. (N.S.) 72.

Le syndic devrait mettre en place des mécanismes de contrôle utiles et adéquats en ce qui concerne l'encaisse et les frais, en raison de son devoir de diligence.

- La vente des marchandises doit être annoncée.
- On doit agir rapidement.

b)

Dans l'affaire de la faillite
de Prix Sacrifice Ltée,
de Montréal (Québec)

Relevé des recettes et des débours du syndic

Recettes

Recettes totales	1 204 948 \$
Paiement réclamations de fiducie présumée payées :	
déductions des employés	<u>23 321 \$</u>
Recettes totales nettes	1 181 627 \$

Débours

Dépenses reliées à la faillite	215 517 \$
Taxe de vente au détail perçue	39 450 \$
Rémunération du syndic	153 500 \$
Honoraires juridiques (taxés) :	
a) Avocat de la pétition	625 \$
B) Avocat de l'actif	<u>2 995 \$</u>
	3 620 \$
Total des débours	<u>412 087 \$</u>
	769 540 \$
Sommes pouvant être réparties	<u>769 540 \$</u>

If the trustee chooses not to occupy these premises, there is no liability for occupation rent even if there is no formal disclaimer of the lease:

Re: **Toyerama Ltd.** (1981), 37 C.B.R. (N.S.) 275 and Re: **Century 21 Brenmore Real Estate Ltd. (No. 2)** (1983), 46 C.B.R. (N.S.) 72

As part of the trustee's duty of care, suitable and appropriate cash and cost controls should be implemented.

- Advertise sale.
- Must act quickly.

b)

In the Matter of the Bankruptcy of
Sacrifice Prices Ltd., of the
City of Toronto, Province of Ontario

Trustee's Statement of Receipts and Disbursements

Receipts

Total receipts	\$1,204,948
Deemed trust claim paid: employee deductions	<u>23,321</u>
Total net receipts	1,181,627

Disbursements

Bankruptcy expenses	\$215,517
Retail sales taxes collected	39,450
Trustee's remuneration	153,500
Legal fees (taxed):	
(a) solicitor on petition	\$625
(b) solicitor to estate	<u>2,995</u>
	3,620
Total disbursements	<u>412,087</u>
	769,540
Amount available for distribution	<u>\$ 769,540</u>

Prélèvement sur les dividendes
en vertu de l'article 147 38 477 \$

		Prélèvement	Somme nette
Créanciers privilégiés — 100 %			
a) Propriétaires — 11 magasins — note (c)	39 500	1 975	37 525
b) Frais d'exécution assumés par les créanciers	300	S/O	300
c) Revenu Canada — déductions	<u>7 100</u>	<u>355</u>	<u>6 745</u>
	46 600	2 330	44 270

	Dividende brut		
Solde destiné aux créanciers non garantis	722 940	<u>36 147</u>	<u>686 793</u>
		38 477	
			<u>769 540 \$</u>

FAIT à _____ en ce jour du mois de _____ 1992.

Syndic

Remarque :

Le total des réclamations privilégiées déposées par les propriétaires s'élève à 72 500,00 \$. Le syndic a payé 24 000,00 \$ en loyer et a approuvé la réclamation de 6 000,00 \$ pour le magasin numéro 1 comme réclamation non garantie, étant donné qu'aucun bien ne se trouvait sur les lieux à la date de la faillite. La réclamation privilégiée pour le magasin numéro 2 a été limitée à 3 000,00 \$.

Question 21

- Le syndic ne dispose d'aucun pouvoir lui permettant d'acquiescer à ces offres avant la tenue de la première assemblée (alinéa 30(1)a)).
- Une recherche d'enregistrement de garantie est nécessaire (LSM)
- Le syndic doit faire une évaluation impartiale.
- L'offre doit être portée à l'attention des créanciers à l'occasion de la première assemblée.

Levy payable pursuant to Section 147

\$ 38,477

Preferred creditors — 100%		Levy	Net
(a) Landlords — 11 stores — note (c)	39,500	1,975	37,525
(b) Execution creditor costs	300	N/A	300
(c) Revenue Canada — deductions	<u>7,100</u>	<u>355</u>	<u>6,745</u>
	46,600	2,330	44,270

Gross Dividend

Balance for unsecured creditors	722,940	<u>36,147</u>	<u>686,793</u>
		38,477	
			<u>\$769,540</u>

DATED at this day of 1992.

Trustee

Note:

Total landlord claims filed as preferred amounted to \$72,500. The trustee paid \$24,000 in occupation rent, and allowed the claim at store number 1 in the amount of \$6,000 as unsecured, as there were no assets at those premises at the date of bankruptcy. The preferred claim at store number 2 was restricted \$3,000.00.

Question 21

- The trustee has no capacity to complete the offers until the first meeting (Section 30(1)(a)).
- Security search required (PPSA)
- Independent appraisal by trustee
- Offer to be brought to the attention of creditors at first meeting.

Question 22

Le paragraphe 119(2) de la *Loi sur la faillite* prévoit que les décisions et actes des inspecteurs sont sujets à révision par le tribunal à la requête de toute personne intéressée et que le tribunal peut révoquer ou modifier un acte ou une décision des inspecteurs, et qu'il peut donner les instructions, les permissions ou l'autorisation qu'il estime utile de substituer à celles des inspecteurs, ou il peut renvoyer une affaire aux inspecteurs pour qu'ils la reprennent en considération. Par conséquent, le tribunal n'est pas lié par la décision des inspecteurs concernant la vente des biens et peut, s'il l'estime approprié, modifier cette décision.

[Re : **Alasco Supply Co.; Kesber c. Friefeld and Goren** (1965), 8 C.B.R. (N.S) 188 (Qué.) C.S.]

De plus, l'article 37 de la *Loi sur la faillite* prévoit que, lorsqu'un acte ou une décision du syndic lèse une personne, l'intéressé peut s'adresser au tribunal, et ce dernier peut confirmer, infirmer ou modifier l'acte ou la décision qui fait l'objet de la plainte. C'est au créancier qui a soulevé l'objection de faire la preuve devant le tribunal qu'il a été lésé.

Une assemblée des créanciers doit être convoquée (article 103).

Question 23

- Le paragraphe 68(1) de la *Loi sur la faillite* prévoit que lorsqu'un failli reçoit ou a droit de recevoir un traitement, un salaire ou une rémunération sous une autre forme d'une personne qui emploie le failli ou utilise ses services, le syndic, s'il en est requis par les inspecteurs ou les créanciers, demande au tribunal de rendre une ordonnance portant que soit payée au syndic la partie du traitement, du salaire ou de la rémunération que peut déterminer le tribunal.

Dans le cas présent, toutefois, le Docteur Jones ne reçoit pas un traitement, un salaire ou une autre forme de rémunération d'un employeur. Il n'existe aucun lien de préposition qui pourrait donner au syndic le droit de demander au tribunal de rendre un jugement ordonnant que soit saisi le revenu du docteur Jones. Par conséquent, le paragraphe 68(1) de la *Loi sur la faillite* n'accorde ici aucun droit au syndic.

- Il est tout à fait indiqué pour le syndic d'inviter le docteur Jones à faire des paiements volontaires, d'après ses revenus nets, en fonction de ses responsabilités familiales et de sa situation personnelle.
- Dans la mesure où le docteur Jones reçoit un traitement à titre de chirurgien membre du personnel d'un hôpital ou d'une clinique, cette partie de ses revenus peut être visée par les dispositions du paragraphe 68(1) de la *Loi sur la faillite*.

(Des points seront accordés aux candidats qui font référence à **Nelems c. Lloyds Bank of Canada** (1987) 70 C.B.R. (N.S.) 160 (CSCB).

- Faire en sorte qu'on dépose rapidement une demande de libération visant à obtenir une libération assujettie à certaines conditions.

Question 22

Section 119(2) of the Bankruptcy Act provides that decisions and actions of the inspectors are subject to review by the court at the instance of any interested person, and the court may revoke or vary any act or decision of the inspector and may give such directions, permission or authority as it deems proper or substitution thereof or may refer the matter back to the inspectors for reconsideration. Accordingly, the court is not bound by the decision of inspectors on the sale of assets and can, if it sees fit, alter such a decision.

[Re: **Alasco Supply Co.; Kesber v. Friefeld and Goren** (1965), 8 C.B.R. (N.S.) 188 (Que.) S.C.]

In addition, Section 37 of the Bankruptcy Act provides that, where a person is aggrieved by any act or decision of the trustee, he may apply to the court and the court may confirm, reverse or modify the act or decision complained of. The onus is on the objecting creditor to satisfy the court that he is an aggrieved party.

Requirement for a meeting of creditors to be called (Section 103)

Question 23

- Section 68(1) of the Bankruptcy Act provides that where a bankrupt is in receipt of, or entitled to receive, any salary, wages or other remuneration from any person employing or using the bankrupt's services, the trustee, if directed by the inspectors or creditors, shall apply to the court for an order directing the payment to the trustee of such part of his salary, wages or other remuneration as the court may determine.

In this instance, however, Dr. Jones is not in receipt of salary, wages or other remuneration from an employer. Absent is any master-and-servant relationship that would entitle the trustee to apply to the court for an order to attach Dr. Jones' income. Accordingly, the trustee has no rights pursuant to Section 68(1) of the Bankruptcy Act.

- It is entirely appropriate for the trustee to invite Dr. Jones to make voluntary payments, based on his take-home earnings measured against his family responsibilities and personal situation.
- To the extent that Dr. Jones receives any salary as a staff surgeon for a hospital or clinic, that portion of his earnings may be subject to provisions of Section 68(1) of the Bankruptcy Act.

(Credit will be given to a candidate who refers to **Nelems v. Lloyds Bank of Canada** (1987) 70 C.B.R. (N.S.) 160 (BCSC).

- Bring on early application for discharge, seeking conditional discharge.

Question 24

- a) • Évaluation du conflit
- Évaluation environnementale
 - Communiquer avec le ministère de l'Environnement et vérifier si des ordonnances de conformité ont été émises
 - Enquêter au sujet de la conduite de Global sur le plan de l'environnement
 - Prendre des dispositions relatives aux acomptes à l'avocat ou à la rémunération
 - Indemnité
 - Examiner la capacité de Global à se faire assurer
 - Obtenir un consentement écrit de Jean Brière
 - Obtenir un consentement écrit de Global
 - Rencontrer Jean Brière
 - Rencontrer les représentants de la banque et les avocats de cette dernière
 - Visiter les lieux
 - Vérifier le dernier examen
 - S'informer de la nature du défaut de payer
 - Vérifier s'il y a eu «avis raisonnable»

- b) (i) En dépit de l'information fournie par M. Brière au sujet de l'estimation des stocks faite par l'encanteur, le séquestre-gérant devrait obtenir des évaluations impartiales (au moins deux) en ce qui concerne les stocks, si ceux-ci sont liquidés dans un contexte de dernier recours.
- (ii) Les marchandises en consignation doivent être clairement identifiées et mises de côté. Le séquestre-gérant devrait présenter tous les documents relatifs à la consignation à son avocat afin d'obtenir des conseils quant à l'ordre de priorité des réclamations visant les marchandises en consignation. Si les conséquences juridiques soulevaient le moindre doute, on devrait envisager d'entreprendre auprès des tribunaux une démarche appropriée.

Dans sa décision, le séquestre-gérant doit tenir compte des considérations d'ordre pratique. Les négociations avec la partie réclamant des droits sur la marchandise en consignation peuvent déboucher sur la meilleure solution de rechange pour toutes les parties en cause relativement à la réalisation, en particulier si les marchandises sont nécessaires à la continuation des activités de l'entreprise.

- (iii) On devrait procéder à une analyse approfondie des travaux en cours avant de prendre une décision en ce qui concerne une liquidation ou une poursuite des activités. Par exemple, si les stocks se composent en grande partie de travaux en cours n'ayant pas de valeur sur le marché, ou ayant une valeur limitée, à moins qu'ils ne soient achevés, on doit prendre une décision concernant les coûts de l'achèvement, en tenant compte des risques entraînés, ainsi que des répercussions sur l'environnement de tous déchets pouvant être générés par l'achèvement des travaux en cours.
- (iv) La valeur réalisable des comptes débiteurs peut dépendre de la capacité d'une entreprise fonctionnant dans le cadre d'une mise sous séquestre de poursuivre ses activités et de donner suite aux commandes des clients qui doivent ces comptes débiteurs, en particulier lorsque la valeur de l'actif est importante (en l'occurrence, 1,5

Question 24

- a) • Conflict check
• Environmental audit
• Contact the Ministry of the Environment and check for compliance orders
• Enquire into Global environmental performance record
• Retainer/remuneration arrangements
• Indemnity
• Insurability review
• Written consent from John Smith
• Written consent from Global
• Meeting with John Smith
• Meeting with bank and its solicitors
• Attend at premises for "walk-through"
• Audit last review
• Enquire into nature of default
• Enquire into "reasonable notice"
- b) (i) Notwithstanding the information supplied by Mr. Smith regarding the auctioneer's inventory estimate, the Receiver and Manager should obtain independent evaluations (at least two) for the inventory, if liquidated on a distress basis.
- (ii) Consignment goods must be clearly identified and set aside. The Receiver and Manager should refer all consignment documents to its counsel for advice regarding the priority position of the consignment claims. To the extent that there is any doubt regarding entitlement, a suitable application to the court should be considered.

Practical considerations must be factored into the Receiver and Manager's decision. Negotiations with the party claiming consignment rights may produce an outcome that will generate the best alternate realization for all interested parties, especially if the goods are needed for continued operations.

- (iii) A thorough analysis of the work in progress should be completed before a decision is made regarding liquidation or continued operations. For example, if the inventory consists substantially of work in progress which is of little or no market value unless it is worked through to completion, a determination must be made regarding the cost of completion, balanced against the risks of working through the product, having regard for the environmental implications of any waste that may be generated by completing the work in progress.
- (iv) The realizable value of book debts may be affected by the ability of a company operating in receivership to continue and complete orders for customers represented by those book debts, particularly when the asset value is material (in this instance, \$ 1.5 million). Continued operations, at least for a period of time, might enable the Receiver

million). La poursuite des activités, à tout le moins pour un certain temps, peut permettre au séquestre d'utiliser le personnel, les ressources et les installations en vue de trouver une solution aux plaintes éventuelles des clients visés par les comptes débiteurs non payés.

- (v) La question de l'environnement revêt une importance particulière. La plupart des ordres de gouvernement établissent des exigences minimales visant à ce que les substances toxiques soient identifiées, inventoriées et isolées immédiatement après que le séquestre-gérant (ou toute autre partie) a pris possession des avoirs ou en a pris le contrôle.

Le séquestre-gérant devrait élaborer une liste de contrôle exhaustive incluant des dispositions à l'égard des mesures suivantes :

- prendre des dispositions afin que soient identifiés, inventoriés et contrôlés les déchets toxiques existants;
- déterminer s'il est possible que d'autres déchets toxiques soient générés et s'il existe des modes d'élimination contrôlés;
- établir une liaison avec le ministère de l'Environnement;
- établir un calendrier relatif aux communications constantes avec le Ministère visant à ce que les normes relatives à l'environnement soient respectées et à ce qu'on n'enfreigne aucun règlement concernant la conformité pendant que le séquestre est en fonction;
- établir un calendrier pour les examens périodiques avec le conseiller juridique concernant toutes les questions reliées à des préoccupations environnementales, notamment le fait de demander les conseils et les instructions du tribunal, tout en faisant parvenir un avis approprié au ministère de l'Environnement et aux autres parties intéressées;
- se pencher sur les considérations reliées à une stratégie concernant l'élimination des déchets toxiques (les divers types de déchets nécessitent des méthodes distinctes de contrôle et d'élimination; le ministère de l'Environnement est en mesure de fournir des listes d'entreprises compétentes dans ce domaine);
- prendre des dispositions pour consulter des spécialistes des questions liées à l'environnement, afin de s'assurer que le devoir de diligence est rempli dans les cas où des déchets toxiques sont générés;
- mettre sur pied et tenir à jour une documentation exhaustive sur les questions environnementales afin qu'elle soit disponible, au besoin; par exemple, on pourra la joindre à toute demande déposée auprès du tribunal pour obtenir l'autorisation de procéder ou obtenir des conseils ou des instructions, ainsi qu'aux avis donnés aux parties intéressées. Parmi ces dernières, on peut retrouver les entreprises situées à proximité des installations de Global, étant donné qu'il n'est pas rare qu'un suintement et qu'un déplacement souterrain se produisent lorsque des déchets toxiques sont générés, ce qui constitue un problème important si l'endroit où Global mène ses activités est situé sur un sol humide, près d'un tel sol ou d'un cours d'eau.

to employ the staff, resources and facilities to remedy potential complaints from customers represented by the receivables uncollected.

- (v) The environmental issue is of particular significance. Most jurisdictions establish minimum requirements for toxic substances to be identified, inventoried, and isolated, immediately upon the Receiver and Manager (or any party) taking possession or control of the assets.

The Receiver and Manager should develop a comprehensive checklist that would include provisions for the following measures:

- arrange identification, inventory, and control of existing toxic wastes;
- identify potential for generation of new toxic waste, and its controlled disposition;
- establish liaison with the Ministry of the Environment;
- establish timetable for continuing communications with the Ministry for the purpose of ensuring that environmental standards are met and that there are no compliance breaches under the Receiver;
- establish timetable for periodic review with counsel of any matters relating to environmental concerns, including, but not limited to, seeking advice and directions from the Court with appropriate notice to the Ministry of the Environment and other interested parties;
- address toxic waste disposition strategy considerations (different types of waste require different methods of control and disposition; the Ministry of Environment can supply lists of qualified firms);
- establish consultation arrangement with environmental specialists, to ensure duty of care compliance in situations where toxic wastes are generated;
- develop and maintain comprehensive environmental documentation to be available, as required; for example, to accompany any Court application for authorization to proceed and/or for advice and direction, with notice to interested parties; such parties might include firms operating adjacent to Global, since it is not uncommon for seepage and underground migration to occur where toxic waste is generated, a significant problem if Global's operation is located at or near a moist soil site or a stream

-
- (vi) On doit décider s'il faut effectuer une liquidation ou poursuivre l'exploitation de l'entreprise dans l'optique du rapport coûts-avantages et dans l'optique du rapport risques-avantages. L'ordonnance devrait traiter de la question des honoraires et des coûts, et les détails concernant ceux-ci devraient tous être inscrits dans les registres et, s'il y a lieu, être disponibles en cas de requête provisoire présentée au tribunal.
- (vii) En dépit des «pouvoirs discrétionnaires étendus» du séquestre-gérant, il est important que toute tournure imprévue que prendrait la situation soit signalée au tribunal et qu'un avis adéquat soit donné à toutes les parties intéressées pouvant être touchées.
- c) • Du point de vue de la banque, il serait préférable que Revenu Canada applique le remboursement à la partie de sa réclamation qui touche la fiducie, étant donné que la fiducie réputée a priorité sur les créanciers garantis. S'il manque des fonds et que Jean Brière est incapable de pallier l'insuffisance des fonds, le découvert de la banque serait réduit de 30 000,00 \$.

Superficiellement, il semble que Jean Brière pourrait aussi en bénéficier en tant que garant. Cependant, il convient de noter que, si Jean Brière est l'un des directeurs, Revenu Canada peut avoir le droit de le poursuivre pour toute insuffisance de fonds, que le remboursement s'applique ou non à la fiducie ou à la partie privilégiée de la réclamation. **[Paragraphe 224(1) de la Loi de l'impôt sur le revenu]**

- Le séquestre doit faire enquête pour déterminer si la machine à ôter les gaines de plomb est couverte par l'assurance de Global. Un rapport complet portant sur les dommages et les circonstances qui s'y rattachent doit être préparé avec l'aide des employés de Global qui sont au courant de la situation. Si la compagnie d'assurance de Global n'a pas encore été avisée, le séquestre devrait l'informer sur-le-champ de la situation. La police et le rapport concernant les dommages devraient être fournis à l'avocat du séquestre afin d'obtenir de lui une opinion et des conseils et, si on vous le recommande, vous devriez préparer une réclamation et la présenter immédiatement.
- La question de l'action entreprise pour recouvrer l'assurance payée lors du décès d'Henri Baudot devra être soumise à l'avocat du séquestre : ce dernier formulera des commentaires et des recommandations. La poursuite de l'action soulève plusieurs questions : la complexité des procédures judiciaires, les discussions antérieures, y compris celles pouvant avoir eu trait à des ententes négociées, les coûts d'une telle poursuite, la question de savoir si les sommes dues font partie, en fait, de la garantie de la banque, la possibilité d'un refus de Jean Brière de compenser tout découvert si la banque refuse d'agir, les droits que les créanciers de Global pourraient avoir si l'action intentée était couronnée de succès et faisait en sorte que des fonds soient versés à Global pour payer d'autres créanciers.

Vous voudrez peut-être recommander que la banque négocie avec Jean Brière pour l'amener à pallier l'insuffisance de fonds, en contrepartie de quoi elle céderait sa garantie à Jean Brière (ou à Global), sous réserve du dépôt d'une demande en bonne et due forme auprès du tribunal afin que soit approuvée cette façon de procéder.

La responsabilité de Global demeure entière, étant donné que l'obligation de Jean Brière de rendre compte de tout surplus ne peut être inférieure à celle qui incombe au séquestre, à la banque ou à tout autre prêteur réalisant sa garantie.

-
- (vi) A decision about whether or not to liquidate or operate must be measured from both a *cost/benefit and risk/benefit perspective*. The issue of fees and costs should be addressed in the Order and details of fees and costs should be fully recorded and, where applicable, available in any interim applications to the Court.
- (vii) Despite the Receiver and Manager's "broad discretionary powers", it is important that major unforeseen developments be reported to the Court, with suitable notice to all interested parties who may be affected by any such developments.
- c) • From the standpoint of the bank, it would be preferable if Revenue Canada would apply the refund to the trust portion of its claim, since the deemed trust has priority over secured creditors. In the event that there is a shortfall, and John Smith is incapable of satisfying the deficiency, the bank's exposure would be reduced by that \$30,000.

On the surface, it appears that John Smith would also benefit as guarantor. It should be noted, however, that if John Smith is a director, Revenue Canada may have a right to pursue him for any deficiency whether or not the refund is applied to the trust or preferred portion of the claim. **[Section 224(1) of the Income Tax Act]**

- The Receiver must investigate into whether or not the lead stripping machine is insured under Global's insurance coverage. A full report of the damages and related circumstances should be prepared with assistance from Global employees who have knowledge of the situation. If Global's insurance company has not yet been put on notice, the Receiver should do so forthwith. The policy and the report regarding damages should be supplied to the Receiver's solicitor for his opinion and advice, and if advised to do so, a claim should be prepared and submitted forthwith.
- The action to recover the insurance proceeds paid upon the death of Henry Carson should be referred to the Receiver's solicitor for comments and recommendations. Continuing with the action raises several considerations: the complexity of the legal proceedings; background discussions including any that may have addressed negotiated settlements; the costs of a continuation; the issue of whether or not the proceeds due, in fact, fall under the bank's security; the potential of a refusal by John Smith to make up any shortfall if the bank fails to proceed; the potential rights of Global's creditors in the event that a successful action results in funds payable to Global to satisfy other creditors.

An alternative you may wish to recommend is that the bank enter negotiations with John Smith with a view to having him cover the shortfall, against an assignment from the bank of its security to John Smith (or Global), subject to an appropriate application to the court for approval of this course of action.

Accountability to Global remains intact, as John Smith's obligation to account for any excess would be no less than the obligation imposed on the Receiver, the bank, or any other lender realizing on its security.

-
- d) Le séquestre doit montrer qu'il a agi de bonne foi, de façon raisonnable et équitable. Cependant, sa seule obligation fiduciaire est envers le tribunal. [Référence : **Arctic Co-operatives Ltd. c. Sigyamiut Ltd.**, 5 C.B.R. (3rd) 271].
- e) Il est courant qu'une ordonnance de tribunal nommant un séquestre stipule que la rémunération du séquestre-gérant constitue une charge imputable à l'actif qui doit être ajoutée à la réclamation du créancier garanti qui demande la nomination. Une telle ordonnance crée un intérêt équitable et ne constitue pas une «procédure» aux termes du paragraphe 70(1) de la *Loi sur la faillite*.

Par conséquent, la rémunération du séquestre a priorité sur celle du syndic dans le contexte d'une faillite. [**Birch (In Trust) et al. c. Lacasse Enterprises Inc. et al.**, 4 C.B.R. (3rd) 256.]

- f) Des efforts devraient être déployés afin de conclure une entente avec l'entreprise Maxwell, ce qui permettrait la vente du système de mise à l'épreuve, soit par encan, soit par soumission, les produits de la vente devant être détenus à la place du matériel, en attendant l'issue de tout litige ou de toute négociation ultérieure à la vente concernant les produits de cette dernière.

-
- d) The Receiver must demonstrate that he has acted in good faith, reasonably and fairly. His only fiduciary duty, however, is to the Court. [Reference: **Arctic Co-operatives Ltd. v. Sigyamiut Ltd.** 5 C.B.R. (3rd) 271]
 - e) It is usual for a court order appointing a Receiver to provide for the remuneration of the Receiver and Manager as a charge against the assets, to be added to the claim of the encumbrancer initiating the appointment. That order will create an equitable interest and will not be a "proceeding" as defined under Section 70(1) of the Bankruptcy Act.

Accordingly, the Receiver's remuneration has priority over the trustee in bankruptcy. [Birch (In Trust) et al v. Lacasse Enterprises Inc. et al, 4 C.B.R. (3rd) 256]

- f) An effort should be made to reach an agreement with Maxwell, the result of which will permit the test system to be sold either by auction or by tender, with the proceeds to be held in lieu of the equipment, pending the outcome of any litigation or subsequent negotiations regarding the proceeds.

Instructions

Directives

Le 23 juillet 1993

À : Tous les syndicis

Vous trouverez ci-joint une copie des Instructions générales de transition.

Ces instructions clarifient le statut des instructions émises avant le 30 novembre 1992, date où les amendements à la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (L.F.I.) sont entrés en vigueur. L'annexe I énumère les Instructions qui sont émises de nouveau, conformément à l'autorité conférée en vertu de l'alinéa 5(4)c) de la L.F.I.. L'annexe II énumère les Instructions qui sont par la présente révoquées ou qui ont déjà été remplacées par des Circulaires sur l'insolvabilité.

Les Instructions de l'Annexe I seront émises de nouveau en temps opportun pour refléter les changements à la L.F.I. et aux politiques. L'Annexe I inclut aussi des instructions qui seront émises comme Circulaire d'insolvabilité. Au fur et à mesure que ces Circulaires seront émises, les Directives correspondantes seront révoquées.

Nous vous rappelons que tout syndic doit se conformer aux Instructions émises par le surintendant conformément au paragraphe 5(5) de la L.F.I..

July 23, 1993

To: All trustees

You will find attached a copy of the General Transitional Directive.

This Directive clarifies the status of Directives issued before November 30, 1992, when amendments to the Bankruptcy and Insolvency Act (BIA) came into force. Schedule I lists Directives which are hereby being reissued pursuant to the authority of paragraph 5(4)(c) of the BIA. Schedule II lists the Directives which are hereby revoked or have already been replaced by Insolvency Circulars.

The Directives in Schedule I will be reissued in due course to reflect changes to the BIA and in policies. Schedule I also includes Directives which will be reissued as Insolvency Circulars. As the Insolvency Circulars are issued, the corresponding Directives will be revoked.

Trustees are reminded that they are required to comply with the Superintendent's Directives pursuant to subsection 5(5) of the BIA.

George F. Redling
Surintendant des faillites/Superintendent of Bankruptcy

Instructions générales de transition

Émise : le 23 juillet 1993

Interprétation

1. La définition qui suit s'applique aux présentes instructions.

«Loi» *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

Politique

2. Le surintendant, conformément à l'autorité qui lui est conférée en vertu de l'alinéa 5(4)c) de la Loi, par la présente, émet de nouveau les instructions émises avant l'entrée en vigueur de la *Loi modifiant la Loi sur la faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu en conséquence* L.C. 1992, c.27, qui sont énumérées à l'annexe I.

3. Le mot «syndic» dans les instructions énumérées à l'annexe I est présumé inclure un syndic licencié selon le paragraphe 13(1) de la Loi, et un administrateur de proposition de consommateur tel que défini à l'article 66.11 de la Loi.

4. Les instructions à l'annexe II sont révoquées par le présent document.

General Transitional Directive

Issued: July 23, 1993

Interpretation

1. In this Directive,

"Act" *Bankruptcy and Insolvency Act*

Policy

2. The Superintendent, pursuant to the authority of paragraph 5(4)(c) of the Act, hereby reissues the directives issued prior to the coming into force of the *Act to amend the Bankruptcy Act and to amend the Income Tax Act in consequence thereof*, S.C. 1992, c.27, which are listed in Schedule I.

3. References to "trustee" contained in the directives listed in Schedule I shall be deemed to include a trustee licensed under subsection 13(1) of the Act, and an administrator of consumer proposals as defined in section 66.11 of the Act.

4. The Directives set out in Schedule II are hereby revoked.

George F. Redling
Surintendant des faillites/Superintendent of Bankruptcy

ANNEXE I
(Article 2)

Numéro d'instructions	Titre	Date émise/ Émise de nouveau
1R	Fonds de l'actif et procédures bancaires	déc. 15, 1988 / jan. 10, 1991
3R	Emploi de personnes liées pour effectuer du travail pour le compte de l'actif et frais imputables à l'actif	déc. 15, 1988 / jan. 10, 1991
4	Honoraires de consultation du syndic dans les faillites non-commerciales	jan. 23, 1986 / jan. 10, 1991
5R	Dépôts et garanties de tierces personnes	déc. 15, 1988 / jan. 10, 1991
6	Enquêtes criminelles	fév. 17, 1986 / jan. 10, 1991
7	Rétention de documents par le syndic	juin 19, 1986 / jan. 10, 1991
8	Dividendes non récamés et fonds non distribués	juin 19, 1986 / jan. 10, 1991
10	Déclaration des recettes résultant de la réalisation des biens en cas d'administration sommaire	juin 19, 1989 / jan. 10, 1991
11	Programme d'accès à la faillite	oct. 23, 1986 / jan. 10, 1991
12R	Ententes Administratives avec les Syndics et Séquestres	août 12, 1991
13	Cautionnement de l'actif	oct. 23, 1986 / jan. 10, 1991
14R	Preuves de réclamation procurations et quorum a la première assemblée	déc. 15, 1988 / jan. 10, 1991
15R	Coûts et divulgation relatifs à la réalisation d'actifs pour le compte d'un créancier garanti	juil.10, 1990 / jan. 10, 1991

SCHEDULE I
(Section 2)

Directive Number	Title	Date of Issue/ Reissue
1R	Estate Funds and Banking	Dec. 15, 1988 / Jan. 10, 1991
3R	Use of Related Persons to Perform Services for Bankruptcy Estates and Costs Chargeable to the Estate	Dec. 15, 1988 / Jan. 10, 1991
4	Trustee Consultation Fees in Non-Business Bankruptcies	Jan. 23, 1986 / Jan. 10, 1991
5R	Third Party Deposits and Guarantees	Dec. 15, 1988 / Jan. 10, 1991
6	Criminal Investigations	Feb. 17, 1986 / Jan. 10, 1991
7	Retention of Documents by the Trustee	June 19, 1986 / Jan. 10, 1991
8	Unclaimed Dividends and Undistributed Funds	June 19, 1986 / Jan. 10, 1991
10	Reporting of Receipts Resulting from the Realization of Assets in Summary Administration	June 19, 1989 / Jan. 10, 1991
11	Bankruptcy Assistance Program	Oct. 23, 1986 / Jan. 10, 1991
12R	Administrative Agreements with Trustees and Receivers	Aug. 12, 1991
13	Estate Bonding	Oct. 23, 1986 / Jan. 10, 1991
14R	Proofs of Claim, Proxies and Quorums at the First Meeting of Creditors	Dec. 15, 1988 / Jan. 10, 1991
15R	Costs and Disclosure Associated with the Realization by the Trustee and Secured Creditors' Assets	July 10, 1990 / Jan. 10, 1991

ANNEXE I
page 2 de 2

Numéro d'instructions	Titre	Date émise/ Émise de nouveau
16R	Préparation du bilan statutaire	déc. 15, 1988 / jan. 10, 1991
18	Renseigner les créanciers du résultat de la demande de libération du failli	juin 15, 1987 / jan. 10, 1991
19R	Publication dans un journal local	jan. 4, 1991
20	Renseignements à être fournis aux créanciers dans les propositions commerciales	juin 15, 1987 / jan. 10, 1991
22	Réalisation des biens de l'actif	déc. 22, 1988 / jan. 10, 1991
23	Avis aux faillis et officiers d'une corporation en faillite relativement à leurs devoirs et obligations	mars 16, 1989 / jan. 10, 1991
24	Retrait d'avances de rémunération de syndic dans les administrations de faillites ordinaires	mars 22, 1989 / jan 10, 1991
25	Utilisation du bélinographe	avril 12, 1989 / jan. 10, 1991
26R	Délégation des pouvoirs	jan. 4, 1991
28R	Syndics inactifs	jan. 4, 1991
29	Les bureaux secondaires de syndics	juil. 1, 1989 / jan. 10, 1991
30R	Publicité par les syndics	jan. 4, 1991
31	La prise d'inventaire des biens du failli	août 18, 1989/ jan. 10, 1991
32	Rapport du syndic aux créanciers sur l'administration préliminaire	avril 1, 1990 / jan. 10, 1991

SCHEDULE I
page 2 of 2

Directive Number	Title	Date of Issue/ Reissue
16R	Preparation of the Statement of Affairs	Dec. 15, 1988 / Jan. 10, 1991
18	Informing Creditors of the Result of the Bankrupt's Application for Discharge	June 15, 1987 / Jan. 10, 1991
19R	Publication in Local Newspaper	Jan. 4, 1991
20	Information to be provided to creditors in commercial proposals	June 15, 1987 / Jan. 10, 1991
22	Realization of Estate Assets	Dec. 22, 1988 / Jan. 10, 1991
23	Notice to Bankrupts and Officers of a Bankrupt Corporation with Regard to their Duties and Status	Mar. 16, 1989 / Jan. 10, 1991
24	Withdrawal of Advances on Trustee Remuneration in Ordinary Bankruptcy Administrations	Mar. 22, 1989 / Jan. 10, 1991
25	Fax Utilization	April 12, 1989 / Jan. 10, 1991
26R	Delegation of Authority	Jan. 4, 1991
28R	Inactive Trustees	Jan. 4, 1991
29	Non-resident Offices	July 1, 1989 / Jan. 10, 1991
30R	Advertising by Trustees	Jan. 4, 1991
31	Taking Inventory of the Bankrupt's Property	Aug. 18, 1989 / Jan. 10, 1991
32	Trustee's Report to the Creditors on Preliminary Administration	April 1, 1990 / Jan. 10, 1991

ANNEXE II
(Article 4)

Numéro d'instructions	Titre	Date émise/ Émise de nouveau
2R	Définition d'administration sommaire et ordinaire — modification du statut d'administration sommaire à ordinaire	oct. 2, 1986 / jan. 10, 1991
9R2	Declaration d'impôt (Remplacé par Circulaire sur l'insolvabilité #1, janvier 21, 1993)	avril 15, 1988/ jan. 4, 1991
17R2	Revenu Excédentaire (Remplacé par Circulaire sur l'insolvabilité #2, avril 2, 1993)	avril 18, 1990/ jan. 10, 1991
21	Documents à être envoyés par le syndic au surintendant des faillites	août 3, 1987 / jan. 10, 1991
27	Cautionnement général du syndic	juil. 1, 1989 / jan. 1, 1991

SCHEDULE II
(Section 4)

Directive Number	Title	Date of Issue/ Reissue
2R	Definition of Summary and Ordinary Administrations	Oct. 2, 1986/ Jan 10, 1991
9R2	Income Tax Returns (Replaced by Insolvency Circular #1, January 21, 1993).	April 15, 1988/ Jan. 4, 1991
17R2	Surplus Income (Replaced by Insolvency Circular #2, April 2, 1993)	April 18, 1990/ Jan. 10, 1991
21	Documents to be Filed by the Trustee with the Superintendent of Bankruptcy	Aug. 3, 1987 / Jan. 10, 1991
27	Trustee General Bond	July 1, 1989 / Jan. 1, 1991

Insolvabilité : retrait, restructuration et réadaptation

Encore une fois, l'Association des professionnels de l'insolvabilité (Canadian Insolvency Practitioners Association) présente sa série de colloques annuels axés sur la formation continue au cours desquels des spécialistes chevronnés commentent ensemble l'évolution de l'administration des dossiers d'insolvabilité. Ce programme d'une journée complète portera cette année sur des sujets aussi variés que les «récents méga-échecs» et la «réadaptation du failli» et vous permettra de rencontrer des chefs de file dans le domaine de la pratique liée à l'insolvabilité, qu'ils agissent à titre de conférenciers ou de membres de comités.

Si vous êtes syndic, séquestre, administrateur d'un établissement de crédit, avocat spécialisé en droit bancaire ou en insolvabilité ou encore spécialiste des arrangements ou du redressement d'entreprises, vous ne pouvez vous permettre de manquer ce colloque.

Présenté dans six villes, le colloque porte sur des sujets d'intérêt tant national que local.

Points Saillants

- Récents méga-échecs
- Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies et réorganisations commerciales en vertu de la nouvelle *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*
- Les propositions de consommateurs
- Bilan jurisprudentiel
- Rapport du syndic sur l'état de l'évolution de l'encaisse

Insolvency: Retreat Restructure Rehabilitate

Once again, the Canadian Insolvency Practitioners Association / Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité annual continuing education seminar series brings together leading experts to examine and discuss the changing face of insolvency. From the "Mega Failures" to the rehabilitation of the bankrupt, this full day program will showcase leading practitioners as speakers and panelists.

If you are a trustee in bankruptcy, receiver, lending or credit grantor, banking or insolvency lawyer, turn-around or workout specialist, then you can not afford to miss this seminar.

Presented in six cities, topics may vary to include matters which are of both national and local interest.

Highlights

- The Mega Failures
- Companies Creditor's Arrangement Act vs the *Bankruptcy and Insolvency Act*
- Consumer Proposals
- Technical Update
- Trustee's Report on Cash-flow Statement

Dates et lieux de présentation :

7 octobre Winnipeg — Hôtel Westin
13 octobre Edmonton — Hôtel Westin
15 octobre Vancouver — Hôtel Renaissance
20 octobre Montréal — Radisson
Gouverneurs
27 octobre Halifax — World Trade and
Convention Centre
29 octobre Toronto — Metro Toronto
Convention Centre

Frais d'inscription :

Les frais d'inscription sont les suivants :
Membres de l'ACPI/la CIPA 325 \$
Non-membres 375 \$

Information et enregistrement :

Association canadienne des professionnels
de l'insolvabilité
277 rue Wellington O.,
Toronto (Ontario)
M5V 3H2
Téléphone : (416) 204-3242
Télécopieur : (416) 997-8585

Presentation Dates and Sites:

October 7 Winnipeg — Westin Hotel
October 13 Edmonton — Westin Hotel
October 15 Vancouver — Renaissance Hotel
October 20 Montreal — Radisson
Gouverneurs
October 27 Halifax — World Trade and
Convention Centre
October 29 Toronto — Metro Toronto
Convention Centre

The registration fee is:

CIPA members \$325.00
Non members \$375.00

**For more information and to register
contact the CIPA**

277 Wellington St. W.,
Toronto, ON
M5V 3H2
Phone: (416) 204-3242
FAX: (416) 977-8585

Séances d'information sur la consultation

Information Sessions on Counselling

Comme par les années passées, le Bureau du Surintendant des faillites tiendra des séances d'information à l'intention des syndics, des créanciers et du public en général. Ces sessions portent cette année sur la consultation aux faillites et aux débiteurs conformément aux Instructions No. 1R. Elles se tiendront dans les centres suivants :

Winnipeg — mercredi le 6 octobre 1993.

Edmonton — mardi le 12 octobre 1993.

Vancouver — jeudi le 14 octobre 1993.

Québec — lundi le 18 octobre 1993. (français)

Montréal — mardi le 19 octobre 1993. (français)
— mardi le 19 octobre 1993. (anglais)

Halifax — mardi le 26 octobre 1993.

Toronto — jeudi le 28 octobre 1993.

London — lundi le 8 novembre 1993.

Le Surintendant adjoint de district de chaque région se fera un plaisir de fournir toute information pertinente au sujet de ces sessions.

As in previous years, the Office of the Superintendent of Bankruptcy will be conducting information sessions for trustees, creditors and the general public. This year, the sessions will relate to the counselling of bankrupts and in accordance with Directive No. 1R. The sessions will be held in the following centres:

Winnipeg — Wednesday, October 6, 1993.

Edmonton — Tuesday, October 12, 1993.

Vancouver — Thursday, October 14, 1993.

Quebec — Monday, October 18, 1993. (French)

Montreal — Tuesday, October 19, 1993. (French)
— Tuesday, October 19, 1993. (English)

Halifax — Tuesday, October 26, 1993.

Toronto — Thursday, October 28, 1993.

London — Monday, November 8, 1993.

For more information, you may contact the District Assistant Superintendent in your area.

Avis aux syndicis selon l'alinéa 14.01(3)a de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité

Attendu que, par décret du Gouverneur en conseil (C.P. 1992-1655 du 16 juillet 1992), l'article 14.01 de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité (la Loi), édicté par l'article 9 de la Loi modifiant la Loi sur la faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu en conséquence, chapitre 27 des Lois du Canada de 1992, est entré en vigueur le 1^{er} août 1992;

Attendu qu'à la suite de cette modification à la Loi, le surintendant des faillites est responsable des décisions relatives à la conduite des syndicis;

Attendu que le surintendant des faillites a délégué certaines des mesures et des attributions que lui confèrent les paragraphes 14.02(1) et 14.03(1) de la Loi le 14 octobre 1992 et que le surintendant des faillites a publié un avis à cet effet aux syndicis selon l'alinéa 14.01(3)(a) de la Loi dans le Bulletin sur l'insolvabilité du 1^{er} trimestre 1993.

Attendu que le surintendant des faillites a abrogé le 28 mai 1993 les délégations des mesures et des attributions faites à l'endroit du surintendant associé (opérations) le 14 octobre 1992 pour déléguer les mêmes mesures et attributions au surintendant associé (politiques, programmes et normes) le 28 mai 1993 et joint à la présente une copie de ces délégations;

À CES CAUSES

je, George Redling, le surintendant des faillites, avise les syndicis de ces délégations afin de satisfaire aux exigences de l'alinéa 14.01(3)(a) de la Loi.

Signé à Hull (Québec) le 16 août 1993.

George F. Redling
Surintendant des faillites/Superintendent of Bankruptcy

Notification to Trustee Pursuant to Paragraph 14.01(3)(a) of the Bankruptcy and Insolvency Act

WHEREAS, by order of the Governor in Council (P.C. 1992-1655, July 16, 1992), Section 14.01 of the Bankruptcy and Insolvency Act, as enacted by section 9 of An Act to amend the Bankruptcy Act and to amend the Income Tax Act in consequence thereof (the Act), being Chapter 27 of the Statutes of Canada, 1992, came into force on August 1, 1992;

WHEREAS, as a result of this amendment to the Act, the Superintendent of Bankruptcy has the responsibility to make decisions affecting the conduct of trustees;

WHEREAS, the Superintendent of Bankruptcy has delegated some of his powers, duties and functions of subsections 14.02(1) and 14.03(1) of the Act, and that the Superintendent of Bankruptcy has notified trustees of such delegations to comply with paragraph 14.01(3)(a) of the Act by publishing a notice to trustees in the Insolvency Bulletin of the 1st trimester 1993;

WHEREAS, the Superintendent of Bankruptcy has revoked on May 28, 1993 the delegations of October 14, 1993 to the Deputy superintendent (operations) of the powers, duties and functions referred to in these delegations to delegate the same powers, duties and functions to the Deputy superintendent (policy, programs and standards) on the same date and attached to the present notice copy of such delegations;

NOW THEREFORE

I, George Redling, Superintendent of Bankruptcy, notify trustees of such delegations to comply with paragraph 14.01(3)(a) of the Act.

Signed in Hull (Québec) on August 16, 1993.

Délégation des attributions du Surintendant énoncées au paragraphe 14.02(1) de la Loi sur la faillite et l'insolvabilité

ATTENDU QUE, par décret du gouverneur en conseil (C.P. 1992-1655 du 16 juillet 1992), l'article 14.01 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (LFI), édicté par l'article 9 de la *Loi modifiant la Loi sur la faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu en conséquence* (la loi), chapitre 27 des Lois du Canada de 1992, est entré en vigueur le 1^{er} août 1992;

ATTENDU QUE le paragraphe 14.01(2) de la LFI permet au surintendant des faillites de déléguer par écrit l'une ou l'autre ou l'ensemble des mesures et des attributions que lui confèrent respectivement le paragraphe 14.01(1) et les articles 14.02 et 14.03 de la LFI;

ATTENDU QUE George F. Redling, d'Orléans (Ontario), a été nommé par décret du gouverneur en conseil (C.P. 1992-1459 du 30 juin 1992) le surintendant des faillites en vertu du paragraphe 5(1) de la LFI;

ATTENDU QUE le surintendant des faillites a délégué par écrit au surintendant associé (Opérations) le 14 octobre 1992 certaines des mesures et des attributions que lui confèrent, selon le cas, le paragraphe 14.01(1) et les articles 14.02 et 14.03 de la LFI;

ATTENDU QU'au 15 avril 1993, le surintendant des faillites a restructuré le Bureau du surintendant des faillites de manière à procéder à un nouveau partage des tâches entre le surintendant associé (Opérations) et le surintendant associé (Politiques, Programmes et Normes);

ET ATTENDU QU'il est par conséquent opportun d'abroger la délégation du 14 octobre 1992 faite à l'endroit du surintendant associé (Opérations) et de déléguer les mêmes mesures et attributions contenues dans cette délégation au surintendant associé (Politiques, Programmes et Normes);

Delegation of the Superintendent Powers, Duties and Functions Set Out in Subsection 14.02(1) of the Bankruptcy and Insolvency Act

WHEREAS, by order of the Governor in Council (P.C. 1992-1655, July 16, 1992), section 14.01 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* (BIA), as enacted by section 9 of *An Act to amend the Bankruptcy Act and to amend the Income Tax Act in consequence thereof* (Act), being Chapter 27 of the Statutes of Canada, 1992, came into force on August 1, 1992;

AND WHEREAS subsection 14.01(2) of the BIA authorizes the Superintendent of Bankruptcy to delegate by written instrument any or all of the Superintendent's powers, duties and functions under paragraphs 14.01(1)(a) to (c) or section 14.02 or 14.03 of the BIA;

AND WHEREAS George F. Redling of Orleans, Ontario was appointed, pursuant to subsection 5(1) of the BIA, Superintendent of Bankruptcy, effective July 3, 1992, by order of the Governor in Council (P.C. 1992-1459, 30 June 1992);

AND WHEREAS by written instrument dated 14 October 1992 the Superintendent delegated certain of the powers, duties and functions granted or imposed, as the case may be, under paragraphs 14.01(1)(a) to (c) or section 14.02 or 14.03 of the BIA to the Deputy Superintendent (Operations);

AND WHEREAS, effective 15 April 1993, the Superintendent reorganized the Office of the Superintendent so as to reassign certain responsibilities between the Deputy Superintendent (Operations) and the Deputy Superintendent (Policy, Programs and Standards);

AND WHEREAS it is therefore expedient to revoke the delegation of 14 October 1992 to the Deputy Superintendent (Operations) and to delegate the same powers, duties and functions that are to be revoked to the Deputy Superintendent (Policy, Programs and Standards);

À ces causes,

Je, George F. Redling, le surintendant des faillites, en vertu de l'autorité du paragraphe 14.01(2) de la LFI et du paragraphe 31(4) de la *Loi d'interprétation*, par la présente :

(a) abroge la délégation des mesures et des attributions faite en date du 14 octobre 1992 à l'endroit du surintendant associé (Opérations);

(b) délègue au surintendant associé (Politiques, Programmes et Normes) les mesures et les attributions du surintendant des faillites mentionnées au paragraphe 14.02(1) de la LFI à l'exception des mots «et lui donne la possibilité de se faire entendre».

Signé à Hull (Québec)
le 28 mai 1993.

NOW THEREFORE,

I, George F. Redling, Superintendent of Bankruptcy, pursuant to the authority of subsection 14.01(2) of the BIA and of subsection 31(4) of the *Interpretation Act*, hereby

(a) revoke the delegation, dated 14 October 1992, to the Deputy Superintendent (Operations) of the powers, duties and functions referred to in that instrument, and

(b) delegate to the Deputy Superintendent (Policy, Programs and Standards) the powers, duties and functions of the Superintendent set out in subsection 14.02(1) of the BIA except for the duty to "afford the trustee a reasonable opportunity for a hearing".

Signed in Hull (Québec) on
May 28, 1993

George F. Redling
Surintendant des faillites/Superintendent of Bankruptcy

**Délégation des attributions du
Surintendant énoncées au paragraphe
14.03(1) de la Loi sur la faillite et
l'insolvabilité**

ATTENDU QUE, par décret du gouverneur en conseil (C.P. 1992-1655 du 16 juillet 1992), l'article 14.01 de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (LFI), édicté par l'article 9 de la *Loi modifiant la Loi sur la faillite et la Loi de l'impôt sur le revenu en conséquence* (la loi), chapitre 27 des Lois du Canada de 1992, est entré en vigueur le 1^{er} août 1992;

ATTENDU QUE le paragraphe 14.01(2) de la LFI permet au surintendant des faillites de déléguer par écrit l'une ou l'autre ou l'ensemble des mesures et des attributions que lui confèrent respectivement le paragraphe 14.01(1) et les articles 14.02 et 14.03 de la LFI;

ATTENDU QUE George F. Redling, d'Orléans (Ontario), a été nommé par décret du gouverneur en conseil (C.P. 1992-1459 du 30 juin 1992) le surintendant des faillites en vertu du paragraphe 5(1) de la LFI;

ATTENDU QUE le surintendant des faillites a délégué par écrit au surintendant associé (Opérations) le 14 octobre 1992 certaines des mesures et des attributions que lui confèrent, selon le cas, le paragraphe 14.01(1) et les articles 14.02 et 14.03 de la LFI;

ATTENDU QU'au 15 avril 1993, le surintendant des faillites a restructuré le Bureau du surintendant des faillites de manière à procéder à un nouveau partage des tâches entre le surintendant associé (Opérations) et le surintendant associé (Politiques, Programmes et Normes);

ET ATTENDU QU'il est par conséquent opportun d'abroger la délégation du 14 octobre 1992 faite à l'endroit du surintendant associé (Opérations) et de déléguer les mêmes mesures et attributions contenues dans cette délégation au surintendant associé (Politiques, Programmes et Normes);

**Delegation of the Superintendent
Powers, Duties and Functions Set Out
in Subsection 14.03(1) of the
Bankruptcy and Insolvency Act**

WHEREAS, by order of the Governor in Council (P.C. 1992-1655, July 16, 1992), section 14.01 of the *Bankruptcy and Insolvency Act* (BIA), as enacted by section 9 of *An Act to amend the Bankruptcy Act and to amend the Income Tax Act in consequence thereof* (Act), being Chapter 27 of the Statutes of Canada, 1992, came into force on August 1, 1992;

AND WHEREAS subsection 14.01(2) of the BIA authorizes the Superintendent of Bankruptcy to delegate by written instrument any or all of the Superintendent's powers, duties and functions under paragraphs 14.01(1)(a) to (c) or section 14.02 or 14.03 of the BIA;

AND WHEREAS George F. Redling of Orleans, Ontario was appointed, pursuant to subsection 5(1) of the BIA, Superintendent of Bankruptcy, effective July 3, 1992, by order of the Governor in Council (P.C. 1992-1459, 30 June 1992);

AND WHEREAS by written instrument dated 14 October 1992 the Superintendent delegated certain of the powers, duties and functions granted or imposed, as the case may be, under paragraphs 14.01(1)(a) to (c) or section 14.02 or 14.03 of the BIA to the Deputy Superintendent (Operations);

AND WHEREAS, effective 15 April 1993, the Superintendent reorganized the Office of the Superintendent so as to reassign certain responsibilities between the Deputy Superintendent (Operations) and the Deputy Superintendent (Policy, Programs and Standards);

AND WHEREAS it is therefore expedient to revoke the delegation of 14 October 1992 to the Deputy Superintendent (Operations) and to delegate the same powers, duties and functions that are to be revoked to the Deputy Superintendent (Policy, Programs and Standards);

À ces causes,

Je, George F. Redling, le surintendant des faillites, en vertu de l'autorité du paragraphe 14.01(2) de la LFI et du paragraphe 31(4) de la *Loi d'interprétation*, par la présente :

(a) abroge la délégation des mesures et des attributions faite en date du 14 octobre 1992 à l'endroit du surintendant associé (Opérations);

(b) délègue au surintendant associé (Politiques, Programmes et Normes) seulement dans les circonstances mentionnées aux alinéas 14.03(2)(a), (b) et (d), à l'exclusion des circonstances de l'alinéa 14.03(2)(c), les attributions du surintendant au paragraphe 14.03(1) de la LFI.

Signé à Hull (Québec) le
28 mai 1993.

NOW THEREFORE,

I, George F. Redling, Superintendent of Bankruptcy, pursuant to the authority of subsection 14.01(2) of the BIA and of subsection 31(4) of the Interpretation Act, hereby

(a) revoke the delegation, dated 14 October 1992, to the Deputy Superintendent (Operations) of the powers, duties and functions referred to in that instrument, and

(b) delegate to the Deputy Superintendent (Policy, Programs and Standards) the powers, duties and functions of the Superintendent set out in subsection 14.03(1) of the BIA in respect only of the circumstances in paragraphs 14.03(2)(a), (b) and (d), and excluding those in paragraph 14.03(2)(c).

Signed in Hull (Québec) on
May 28, 1993

George F. Redling
Surintendant des faillites/Superintendent of Bankruptcy

État de la jurisprudence sur les modifications à la Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

Report on Case Law Relating to the Bankruptcy and Insolvency Act Amendments*

La majorité des jugements que nous avons répertoriés traitent des réorganisations commerciales (partie III, section I). Deux jugements portent sur les droits des fournisseurs impayés, les créanciers garantis et les séquestres (Partie XI), et un autre sur les priorités de la Couronne. Dans d'autres cas, la Cour a interprété un concept spécifique, comme la définition de «disposition», le droit d'action à l'encontre du séquestre, le droit à la compensation, etc.

Most of the cases that have come to our attention so far relate to Division I commercial proposals. Two cases touch upon unpaid suppliers' rights, two on Part XI: secured creditors and receivers, and one on Crown priorities. In a few instances, the Court had to interpret a specific concept, such as the definition of a settlement, the right of action against a receiver, the right of set-off, etc.

I. Jugements sur la réorganisation commerciale

A. Procédures ayant débuté avant l'entrée en vigueur des amendements

Les dispositions transitoires prévoient que les propositions de réorganisation déposées avant le 30 novembre 1992, date à laquelle le projet de loi C-22 est entré en vigueur, restent assujetties aux anciennes dispositions traitant des propositions concordataires, de la suspension des procédures et du séquestre intérimaire. Néanmoins, trois jugements ont soulevé des questions transitoires; les deux premières décisions traitent de la mise sous séquestre et la troisième d'une proposition de réorganisation.

I. Commercial Proposal Cases

A. Cases respecting the application of the amendments to proceedings started before they came into force

The amending legislation provided that proposals started before November 30, 1992, when the Bill C-22 amendments came into force, would be governed by the old Part III proposal, stay and interim receivership provisions. Nevertheless, three cases have come to our attention raising issues about the application of the new commercial proposal provisions to pre-November 30 proceedings, two involving pre-November 30 receivership proceedings and one a pre-November 30 proposal.

* Cette compilation couvre les jugements reçus au 1^{er} septembre 1993. Elle est publiée à titre d'information seulement; pour de plus amples renseignements, on devra se référer au texte même de chaque jugement. Le Bulletin remercie les personnes suivantes qui ont participé à cette compilation : Lyne Tassé, Ginette Tétreault, Claude Morissette et Jim Buchanan.

* This report covers cases received up until September 1, 1993. It is being published for information purposes only; for more details on a particular case, readers are referred to the original text of each judgment. The Bulletin wishes to thank the following persons for their participation in drafting this text: Jim Buchanan, Lyne Tassé, Ginette Tétreault and Claude Morissette.

Dans *Plastic & Allied Building Products Ltd*¹, la banque de la débitrice avait présenté une requête, le 27 novembre 1992, demandant la nomination d'un séquestre. Le 30 novembre, *Plastic & Allied* dépose un avis d'intention de faire une proposition. La banque demande alors l'émission d'une ordonnance afin que les procédures de mise sous séquestre, débutées avant le 30 novembre 1992, ne soient pas touchées par les nouvelles dispositions. Le tribunal souligne que le projet de loi C-22 ne contenait pas de dispositions transitoires concernant l'application de la nouvelle section 1 aux procédures de mise sous séquestre ayant débuté avant son entrée en vigueur. Le tribunal affirme qu'à moins d'une intention claire à l'effet contraire, une loi ne s'applique que pour l'avenir, particulièrement si cela affecte des droits acquis. Le tribunal note que la banque avait un droit acquis de nommer un séquestre et conclut que les nouvelles dispositions n'avaient aucun effet rétroactif affectant les droits de la banque.

L'affaire *Winston's Restaurants Ltd*² implique également des procédures de mise sous séquestre débutées avant le 30 novembre 1992. Aucun séquestre n'avait été nommé en date du 30 novembre lorsque la débitrice a déposé un avis d'intention. Le tribunal souligne que la suspension des procédures ne se limitait pas seulement aux procédures de mise sous séquestre ayant débuté après l'entrée en vigueur des amendements. Le tribunal constate que le but de la nouvelle législation est d'accorder un moment de répit au débiteur, en suspendant les procédures, lui permettant ainsi de faire une proposition à ses créanciers. Selon le tribunal, l'article 69, concernant la suspension des procédures, doit être interprété de façon libérale afin d'atteindre le but recherché. La requête en suspension des procédures est accueillie.

(En relation avec *Plastic & Allied Building Products Ltd*³ et *Winston's Restaurants Ltd*⁴, il est intéressant de noter que selon les paragraphes 69(2) et 69.1(2), un créancier garanti voulant mettre à exécution sa garantie sans envoyer l'avis prévu à l'article 244 (ce

1 *Bank of Nova Scotia c. Plastic & Allied Building Products Ltd*, 15 C.B.R. (3d) 161.

2 Dans l'affaire de la proposition de *Winston's Restaurants Ltd*, C. Ont. (Gén. Div.) Toronto, no. 92-CQ-25833, 18 décembre 1992.

3 *Bank of Nova Scotia*, précité, note 1.

4 *Winston's Restaurants Ltd*, précité, note 2.

In *Plastic & Allied Building Products Ltd*¹, the debtor's bank had begun an action for the appointment of a receiver on November 27 1992. On November 30, *Plastic & Allied* filed a notice of intention to make a proposal. The bank applied for an order that the amendments did not affect the receivership proceedings, which had begun before the amendments were in place. The court noted that Bill C-22 contained no transitional provisions governing the applicability of the new Division I provisions in a case involving pre-November 30 receivership proceedings. It held that unless there is a clear intention that new legislation is to operate retrospectively, it should operate prospectively only, particularly where retroactive application would interfere with crystallized rights. In this case, the court found that the bank had an important vested right to appoint a receiver and ruled that the new provisions do not operate retrospectively to stay the bank's right.

*Winston's Restaurants Ltd*² also involved receivership proceedings commenced before November 30. No receiver had been appointed by November 30 and soon thereafter the debtor filed a notice of intention. In this case, the court noted that the amendments do not limit the operation of the stay to post coming-into-force receivership proceedings. The court determined that the purpose of the new legislation was to give a debtor a breathing space, enabling him to make a proposal, by staying proceedings, and expressed the view that the s. 69 stay provisions should be interpreted in a liberal way to help achieve that purpose. It allowed the stay to stand.

(In connection with *Plastic & Allied Building Products Ltd*³ and *Winston's Restaurants Ltd*⁴, it is of interest to note what subs. 69(2) and 69.1(2) provide in the case of receiverships and other secured creditor enforcement proceedings which occur after Novem-

1 *Bank of Nova Scotia v. Plastic & Allied Building Products Ltd*. 15 C.B.R. (3d) 161.

2 In the matter of the proposal of *Winston's Restaurants Ltd*, Ont. Ct. (Gen. Div.), Toronto, no. 92-CQ-25833, December 18, 1992.

3 *Bank of Nova Scotia*, see note 1.

4 *Winston's Restaurants Ltd*, see note 2.

qui impliquerait de ne pas vouloir saisir la totalité du stock, des comptes recevables ou des autres biens du débiteur) verrait probablement l'exécution de sa garantie suspendue par le dépôt d'un avis d'intention ou d'une proposition, à moins d'être déjà en possession des biens. Par contre, en utilisant l'article 244 pour mettre à exécution sa garantie, le créancier garanti ne risque pas de voir son exécution suspendue si le débiteur n'a pas agi à l'intérieur de ce délai.)

Dans l'affaire *Malenfant*⁵, le débiteur avait déjà fait une proposition (aux termes de laquelle il était d'ailleurs en défaut) en vertu de l'ancienne loi, lorsque le 30 novembre 1992, il dépose un avis d'intention de faire une nouvelle proposition. Le tribunal a déclaré que les dispositions transitoires prévoient que la version antérieure de la Loi continue de s'appliquer à la proposition faite avant le 30 novembre et déclare que la nouvelle loi ne s'applique pas aux propositions déposées avant cette date.

B. Requêtes pour la nomination d'un séquestre intérimaire en vertu de l'article 47

Depuis les amendements à la Loi, le tribunal peut nommer un séquestre intérimaire afin de protéger les actifs du débiteur durant le préavis de 10 jours exigé par l'article 244. Nous avons pris connaissance de cinq jugements où une demande de nomination d'un séquestre intérimaire a été faite : *Lodge Pole Realty*⁶, *Everex Systems (Canada)*⁷, *Willows Golf Corp.*⁸, *Barsoum Drugs Ltd.*⁹ et *Zutphen Brothers Construction*¹⁰. La requête a été accordée dans les trois premiers cas. Nous n'avons aucun détail sur les deux premières causes mais tout nous porte à croire que les requêtes n'ont pas été contestées. En ce qui

ber 30 1992. Under those provisions, a secured creditor wanting to enforce a security which would not trigger a s. 244 notice requirement (i.e. would not involve seizing all the inventory, accounts receivable or other property of the debtor) would presumably be stayed by the filing of a notice of intention or a proposal unless he was actually in possession of the property at the time. A secured creditor seeking to enforce a security within the scope of s. 244 would not be stayed if he had given the required 10 days notice and the debtor had not acted on it within the 10 days.)

In *Malenfant*⁵, the debtor had already made a proposal under the old Act before November 30 1992 (which had apparently failed). On November 30, he filed a notice of intention under the new Act. The court, in the ensuing proceedings, ruled that transitional provisions in the amending legislation, which provide that the old, pre-November 30 proposal and stay provisions continue to apply to pre-November 30 proposals prevented the new provisions from applying in the case at hand.

B. Cases respecting an application for the appointment of an interim receiver under s. 47

The amendments empower the court to appoint an interim receiver to protect the estate of the creditor's interests during the 10-day notice period of s. 244. We know of five cases where such interim receiverships were applied for: *Lodge Pole Realty*⁶, *Everex Systems (Canada)*⁷, *Willows Golf Corp.*⁸, *Barsoum Drugs Ltd.*⁹ and *Zutphen Brothers Construction*¹⁰. They were granted in the first three cases. We have no knowledge of the particulars of the first two cases, in that there is no indication that either application was opposed. In the *Willows Golf* case, the presence of an interim receiver was considered important to the

5 Dans l'affaire de la proposition de *Raymond Malenfant et al.*, C.S. Québec, no. 200-11-001360-919, 22 décembre 1992, j. Letarte.

6 *Canada Trustco Mortgage Co. c. Lodge Pole Realty Corp.*, C. Ont. (Div. Gén.) Toronto, no. 31-204765-T, 28 janvier 1993.

7 *The CIT Group/Credit Finance Inc. c. Everex Systems (Canada) Inc.*, C. Ont. (Div. Gén.) Toronto, no. 31-204753-T, 7 janvier 1993.

8 *International Capital Corp. c. Willows Golf Corp.*, Saskatchewan Court of Queen's Bench, May 13, 1993, Q.B. No. 130 of 1993

9 *156190 Canada Ltd. c. Barsoum Drugs Ltd.*, Northwest Territories Supreme Court, March 22, 1993, No. CV 14496

10 *Royal Bank c. Zutphen Brothers Construction Ltd.*, N.S. Supreme Court, February 25, 1993, 17 C.B.R. (3d) 314

5 In the matter of the proposal of *Raymond Malenfant et al.*, S.C. Québec, no. 200-11-001360-919, December 22, 1992, Letarte J.

6 *Canada Trustco Mortgage v. Lodge Pole Realty Corporation*, Ont. Ct. (Gen. Div.) Toronto, no. 31-204765-T, January 28, 1993.

7 *The CIT Group/Credit Finance Inc. v. Everex Systems (Canada) Inc.*, Ont. Ct. (Gen. Div.) Toronto, no. 31-204753-T, January 7, 1993.

8 *International Capital Corp. v. Willows Golf Corp.*, Saskatchewan Court of Queen's Bench, May 13, 1993, Q.B. No. 130 of 1993

9 *156190 Canada Ltd. v. Barsoum Drugs Ltd.*, Northwest Territories Supreme Court, March 22, 1993, No. CV 04496

10 *Royal Bank v. Zutphen Brothers Construction Ltd.*, N.S. Supreme Court, February 25, 1993, 17 C.B.R. (3d) 314

a trait à *Willows Golf*, le tribunal a considéré que la présence d'un séquestre intérimaire au dossier était importante pour la préservation des biens, puisque le syndic en place n'avait comme tâche que de percevoir les revenus et vendre certaines propriétés. D'autre part, la requête a été rejetée dans *Barsoum Drugs* pour le motif que le syndic, une personne d'expérience, avait déjà pris les mesures nécessaires pour protéger les biens; le cas échéant, il était prêt à demander la nomination d'un séquestre intérimaire. Le tribunal a considéré qu'il n'y avait pour l'instant aucune urgence. Les mêmes critères ont été retenus dans la décision *Zutphen Brothers*. La Cour a rejeté la requête pour les motifs que la preuve ne démontrait nullement un danger pour les biens, que le syndic était une personne d'expérience et qu'il procédait à la rédaction d'une proposition.

C. Requêtes pour prolonger le délai du dépôt de l'état de l'évolution de l'encaisse

Le paragraphe 50.4(2) exige qu'un état des projections sur l'encaisse soit déposé dans les 10 jours suivant le dépôt d'un avis d'intention. Le paragraphe 50.4(8) prévoit la faillite automatique du débiteur si «l'état» n'est pas déposé dans le délai. Deux jugements nous sont parvenus impliquant des requêtes en prorogation de délai en vertu du paragraphe 187(11).

Dans *IDG Environmental Solutions Inc.*¹¹, «l'état» n'avait toujours pas été déposé 15 jours après le dépôt de l'avis d'intention. Le registraire souligne que, contrairement au paragraphe 50.4(9) qui régit les prorogations de la période de suspension, l'article 50.4(2) ne prévoit pas de façon expresse la prorogation du délai pour le dépôt de «l'état». Le registraire souligne également que le paragraphe 187(11) permet au tribunal de proroger, avant ou après son expiration, le délai pour déposer un document. Mais le registraire décide que l'article 187(11) s'applique dans le seul cas où aucun événement, prévu par la loi, ne survenait à la suite du défaut. Il a constaté que dans la présente cause, s'il y a défaut de déposer «l'état» est sanctionné par la faillite automatique, rendant l'article 187(11) inapplicable. Finalement, le registraire conclut que le

preservation of the assets. The interim receiver had authority to manage the golf course, which was necessary to conserve the assets, while the trustee's authority was limited to collecting income and selling some property. On the other hand, the motion was dismissed in *Barsoum Drugs* because the trustee in place, a man of experience, had already put in place a series of measures that would protect the assets and, failing these, was prepared to ask for the appointment of an interim receiver. The Court found that the situation was under control for the time being. Similar reasoning was applied in *Zutphen Brothers*, where a lack of serious evidence of the danger to the assets and the experience of the Trustee, as well as the fact that he was on site and working on a proposal led the Court to refuse the application.

C. Cases involving an application for an extension of the time to file the cash flow statement required under subs. 50.4(2)

Subs. 50.4(2) requires that a cash flow statement be filed within 10 days after a notice of intention is filed. Subs. 50.4(8) provides for automatic bankruptcy of the debtor if the statement is not filed on time. We know of two cases involving applications for an extension of time, pursuant to subs. 187(11).

In *IDG Environmental Solutions Inc.*¹¹, the cash flow statement was not filed until some 15 days after the notice of intention had been filed. The registrar noted that subs. 50.4(2), unlike subs.(9) which governs applications to extend a stay of proceedings, makes no provision for an extension of time to file. He noted also that subs. 187(11) enables the court to extend time to file before or after the time has elapsed, but held that it only applies in cases where no intervening statutory event is triggered by default. He found that such a significant event, namely bankruptcy, occurs upon default to file a cash flow statement on time, making subs. 187(11) inapplicable. The registrar went on to say that the rights of creditors are impaired by the filing of a notice of intention and that undue delay

¹¹ Dans l'affaire de la proposition de *IDG Environmental Solutions Inc.*, C. Ont. (Div. Gén.) Toronto, 20 janvier 1993, registraire Ferron.

¹¹ In the matter of the proposal of *IDG Environmental Solutions Inc.*, Ont. Ct. (Gen. Div.) Toronto, January 20, 1993, Ferron Registrar.

dépôt d'un avis d'intention et les délais excessifs dus aux prorogations peuvent avoir des conséquences commerciales considérables, en plus de porter atteinte aux droits des créanciers. La requête en prorogation de délai est rejetée.

Une ordonnance en prorogation de délai afin de déposer un «état» a également été demandée dans *Nolisair*¹² (Nationair). L'ordonnance de prorogation a été demandée avant l'expiration du délai initial et a été accordée. Nous ne savons pas si la requête a été contestée. (Dans cette affaire, une proposition provisoire a été déposée le 22 avril, prévoyant le dépôt de la proposition finale en juillet.)

D. Requêtes de non-communication de l'état de l'évolution de l'encaisse en vertu du paragraphe 50.4(4)

En vertu du paragraphe 50.4(4), le tribunal peut ordonner la non-communication de «l'état» s'il est convaincu que cette communication causerait un tort indu au débiteur ou que sa non-communication ne causerait pas de tort indu aux créanciers. Nous avons appris que le tribunal a accueilli l'ordonnance de non-communication dans les cas de *Nolisair*¹³ et de *Aviation Technair*¹⁴ (une filiale de Nolisair). Mais nous ne pouvons déterminer s'il y a eu contestation ou si la notion de «tort indu» a été examinée.

E. Requêtes en prorogation de la période de suspension en vertu du paragraphe 50.4(9)

Le dépôt d'un avis d'intention a pour effet de suspendre les recours de tous les créanciers pour une période initiale de 30 jours. L'article 50.4(9) permet au tribunal de prolonger cette période de suspension. Afin d'obtenir la prorogation, le débiteur doit démontrer qu'il a agi de bonne foi et avec diligence, qu'il sera en mesure de faire une proposition viable si la prorogation demandée est accordée

through extensions could have significant commercial consequences. On those grounds, he dismissed the application for an extension of time to file.

*Nolisair*¹² (Nationair) is another case involving an application to extend time to file a cash flow. The application was made before the original time period elapsed and was granted. We do not know if it was opposed. (In that case a holding proposal was filed on April 22, providing for the filing of a final proposal in July).

D. Cases involving an application under subs. 50.4(4) for non-release of the cash flow statement

Subs. 50.4(4) authorizes the court to order non-release where release would unduly prejudice the debtor and it would not unduly prejudice creditors. We know that the court granted non-release orders in the cases of *Nolisair*¹³ and *Aviation Technair*¹⁴ (a *Nolisair* subsidiary). We do not know if they were opposed or whether the question as to what was considered "unduly prejudice" was raised.

E. Cases involving an application for extension of a stay under subs. 50.4(9)

Under subs. 50.4(9), a debtor can ask the court to extend the initial 30-day stay which the Act grants him automatically upon filing a notice of intention. To obtain a stay, he must show that he has acted in good faith and with diligence, that he could make a viable proposal if the extension were granted and that no creditor would be materially prejudiced. We have

12 Dans l'affaire de la proposition de *Nolisair International Inc.*, C.S. St-Jérôme. (Notre information provient d'un article de journal; SOQUIJ suit ce dossier de près. A ce jour, aucun jugement n'est disponible.)

13 *Nolisair International Inc.*, précité, note 12.

14 Dans l'affaire de la proposition de *Aviation Technair Ltée*, C.S. St-Jérôme.

12 In the matter of the proposal of *Nolisair International Inc.*, Que. S.C. St-Jérôme. (In this case our knowledge of the proceedings is based on a newspaper article; SOQUIJ is closely monitoring this case; to date, no judgment is available.)

13 *Nolisair International Inc.*, see note 12. (information based on a newspaper article)

14 In the matter of the proposal of *Aviation Technair Ltée*, Que. S.C. St-Jérôme.

et qu'aucun préjudice sérieux ne sera causé aux créanciers. Plusieurs ordonnances ont été rendues sur ce sujet.

Dans *Auberge Jacques Cartier*¹⁵, la requête de la débitrice en prorogation de la période de suspension est contestée par un créancier garanti. Le registraire souligne que le créancier n'était pas intéressé à la survie de l'entreprise. Toutefois, il n'a pas tenu compte de ce fait comme risquant d'affecter l'aptitude de la débitrice à faire une proposition viable. En accordant une prorogation de 45 jours, le registraire souligne que la débitrice avait fait des efforts pour mener à bien sa réorganisation et que le créancier garanti ne subirait aucun préjudice puisqu'un séquestre intérimaire a été nommé pour protéger ses intérêts.

Dans *Brycedon International Inc.*¹⁶, le tribunal refuse de proroger la période de suspension au motif que la débitrice ne pouvait pas démontrer qu'elle est en mesure de faire une proposition viable.

Dans *High Street Construction Ltd*¹⁷, la banque de la débitrice conteste la requête en prorogation de la période de suspension. La requête a été accueillie. Le tribunal a affirmé que le fait que les impôts fonciers et les arrérages d'intérêts continuaient à s'accumuler pendant la période de suspension n'était pas une preuve suffisante de préjudice à l'égard de la banque. Le tribunal a souligné que tous les gestes de la débitrice avaient été posés de bonne foi et que la prorogation demandée lui permettrait de faire une proposition viable.

Dans *Aviation Technair*¹⁸, une requête en prorogation de 45 jours a été accueillie. Puisque nous n'avons pu obtenir une copie de l'ordonnance, nous ne pouvons déterminer s'il y a eu contestation.

several cases involving applications to extend the stay.

In *Auberge Jacques Cartier*¹⁵, the debtor's application for an extension of the post-notice of intention stay was opposed by a secured creditor. The registrar noted that the creditor was not interested in the survival of the debtor company. However, he apparently did not see this as affecting the debtor's ability to make a viable proposal. In granting a 45-day extension, the registrar noted that the debtor was making efforts to work out a reorganization, and expressed the view that the creditor would not be prejudiced, as an interim receiver had been appointed to protect his interests.

In *Brycedon International Inc.*¹⁶, the court refused to extend the stay, on grounds that the debtor could not show that he could make a viable proposal.

In *High Street Construction Ltd.*¹⁷, the debtor's banker opposed his application for a stay extension. The extension was granted. The court held that the fact that property tax and interest arrears would continue to accrue during the extension period was not sufficient evidence of prejudice to the bank. The court found that the debtor had been making good faith efforts, and that the requested extension would enable it to make a viable proposal.

In *Aviation Technair*¹⁸, the court granted a 45 day extension. We do not have a copy of the order and do not know if it was opposed.

15 Dans l'affaire de la proposition de *Société en commandite Auberge Jacques-Cartier Enr.*, C.S. Québec, no. 200-11-000162-936, 2 avril 1993, registraire Lessard.

16 Dans l'affaire de la proposition de *Brycedon International Inc. c.o.b. Romatt Custom Woodworking*, C. Ont. (Div. Gén.) Toronto, no. 31-268000, 11 février 1993.

17 Dans l'affaire de la proposition de *High Street Construction Ltd.*, C. Ont. (Div. Gén.) London, no. 35-045487, 2 février 1993, j. Leitch.

18 *Aviation Technair Ltée*, précité, note 14.

15 In the matter of the proposal of *Société en commandite Auberge Jacques-Cartier Enr.*, Que. S.C. Québec, no. 200-11-000162-036, April 2, 1993, Lessard Registrar.

16 In the matter of the proposal of *Brycedon International Inc. c.o.g. Romatt Custom Woodworking*, Ont. Ct. (Gen. Div.) Toronto, no. 31-268000, February 11, 1993.

17 In the matter of the proposal of *High Street Construction Ltd.*, Ont. Ct. (Gen. Div.) London, no. 35-045487, February 2, 1993, Leitch J.

18 *Aviation Technair Ltée*, see note 14.

F. Requêtes visant à mettre fin à une réorganisation en vertu du paragraphe 50.4(11)

L'article 50.4(11) prévoit qu'un créancier peut demander, suite du dépôt d'un avis d'intention, de mettre fin à la réorganisation en cours (le débiteur serait alors en faillite). Le créancier doit prouver au tribunal que le débiteur n'a pas agi de bonne foi ou avec diligence, qu'il ne sera pas en mesure de faire une proposition viable ou acceptée par les créanciers ou que l'ensemble des créanciers subir un préjudice sérieux. Nous avons quatre jugements impliquant de telles requêtes.

Dans l'affaire *N.T.W. Management Group*¹⁹, la débitrice dépose un avis d'intention et la créancière, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, présente une requête selon l'article 50.4(11) pour mettre fin aux procédures. La banque a indiqué qu'elle n'appuierait aucune proposition mise de l'avant par la débitrice. Le tribunal rejete la requête. Il souligne que les dispositions concernant les propositions ont pour objectif de donner à la débitrice la chance de mettre de l'avant un plan de réorganisation et de favoriser la réhabilitation du débiteur plutôt que sa liquidation. Il constate qu'il n'y a aucune preuve que la débitrice agit de bonne foi. Il ajoute que la banque n'a pas démontré que la débitrice ne serait pas en mesure de faire une proposition viable avant l'expiration de la période de suspension. Puisque la débitrice n'av pas encore eu l'occasion de présenter une proposition, il est alors prématuré d'exprimer une opinion sur la viabilité de la proposition.

Dans *Malenfant*²⁰, le tribunal juge que les nouvelles dispositions concernant les propositions ne s'appliquent pas au cas en l'espèce. Le tribunal ajoute que les créanciers sont en droit de mettre fin au processus puisqu'il y a lieu de s'interroger sur le degré de bonne foi et de diligence du débiteur et sur la probabilité qu'une proposition viable puisse être faite.

F. Cases involving an application to abort the reorganization process under subs. 50.4(11)

Under subs. 50.4(11) of the Act, a creditor can apply after a notice of intention has been filed to have the whole process terminated (and the debtor put into bankruptcy). He must satisfy the court that the debtor has not acted in good faith or with diligence, that the debtor will not be able to make a viable proposal or a proposal acceptable to creditors or that creditors as a whole will be materially prejudiced. We have four cases involving such applications.

In *N.T.W. Management Group*¹⁹, the debtor filed a notice of intention and a creditor, the Canadian Imperial Bank of Commerce, brought an application under subs. 50.4(11) to terminate the proceedings. The bank indicated that it would not support any proposal put forward by the debtor. The court dismissed the application. It noted that the proposal provisions are intended to give a debtor the chance to put forward a plan, that the intent of the legislation is rehabilitation, not liquidation. In the case at hand, the court found that there was no evidence that the debtor was not acting in good faith. It found also that the applicant had not shown that the debtor could not make a viable proposal before the stay period expired. As the debtor had not yet had the opportunity to put forward a proposal, it was too early, in the court's view, to make such a determination.

In *Malenfant*²⁰, as indicated above, the court ruled that the new proposal provisions did not apply. The court went on to say that the creditors would have been entitled to abort the process in any case, in light of a lack of good faith and diligence on the part of the debtor, and also on the grounds that a viable proposal could not have been made.

¹⁹Dans l'affaire de la proposition de *N.T.W. Management Group Ltd.*, C. Ont. (Div. Gén.) Ottawa, no. 065330-31-32/93, 15 mars 1993, j. Chadwick.

²⁰*Raymond Malenfant et al.*, précité, note 5.

¹⁹In the matter of the proposal of *N.T.W. Management Group Ltd.*, Ont. Ct. (Gen. Div.) Ottawa, no. 065330-31-32/93, March 15, 1993, Chadwick J.

²⁰*Raymond Malenfant et al.*, see note 5.

La débitrice avait déjà déposé une proposition lorsqu'une requête est présentée pour mettre fin au processus de réorganisation dans l'affaire *Triangle Drugs Inc.*²¹. Le tribunal souligne que selon l'article 50.4(11), une telle requête ne peut être présentée qu'entre le dépôt d'un avis d'intention et le dépôt d'une proposition. Toutefois, le tribunal applique les principes développés par la jurisprudence concernant la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*²² et met fin au processus de réorganisation. Puisqu'il n'y a plus d'espoir que la proposition soit acceptée par les créanciers.

L'affaire *Magasin Coop Dégelis*²³ est l'occasion d'interpréter les mots «ne sera vraisemblablement en mesure de» de l'article 50.4(11) c). Le tribunal voit une probabilité, et non pas une certitude au-delà de tout doute raisonnable. Cependant, puisque le créancier requérant (qui détient environ 2/3 des créances non garanties et peut donc défaire la proposition) n'a pas prouvé qu'il refuserait la proposition, il ne s'est pas déchargé du fardeau de preuve requis par cet article.

G. Requêtes propres aux articles 65.1 et 65.2

L'article 65.1 vise à empêcher les créanciers, dans certaines circonstances, de mettre fin aux contrats qui sont à l'avantage du débiteur, lors d'une réorganisation. Il est interdit de résilier un contrat au seul motif que le débiteur est insolvable ou qu'une proposition a été déposée. Les baux, les accords de licence et les ententes conclues avec les entreprises de service public sont soumis à une restriction supplémentaire : ils ne peuvent être résiliés au motif que des arriérés sont dus. L'article 65.2 permet au débiteur de résilier un bail qui s'avère trop onéreux. Toutefois, le locateur peut demander au tribunal d'annuler la résiliation. Le débiteur devra alors démontrer qu'il lui est impossible de faire une proposition viable sans que le bail soit résilié. Plusieurs jugements traitent de ces nouvelles dispositions.

In *Triangle Drugs Inc.*²¹, the debtor had already filed a proposal when the application to terminate was made. The court noted that subs. 50.4(11), by its wording, applied only during the period after a notice of intention was filed and before a proposal was filed. However, the court found the case to be hopeless and applied principles which had been developed to deal with such cases under the *Companies' Creditors Arrangement Act*²² (CCAA) to terminate the process.

In *Magasin Coop Dégelis*²³, the court interpreted the words "will not likely be able" in subs.50.4(11)c) as meaning the probability, and not certainty beyond all reasonable doubt. Nevertheless, the court found that, since the petitioning creditor had not proved that it would refuse the proposal (the creditor represented about 2/3 of unsecured claims and could defeat the proposal), he had not discharged the burden of proof required by that section.

G. Cases involving sections 65.1 and 65.2

S. 65.1 of the Act prevents creditors from terminating or amending executory contracts with a reorganizing debtor in certain circumstances. Agreements generally cannot be terminated by reason only that the debtor is insolvent or has made a proposal. Leases, licensing agreements and public utility service arrangements are subject to an additional restriction: they cannot be terminated by reason only that arrears are outstanding. S. 65.2 enables a debtor to repudiate an onerous lease. However, if the landlord applies to have the repudiation nullified, the tenant must show that repudiation is necessary for him to be able to make a viable proposal. We have several cases involving these sections.

²¹ *Triangle Drugs Inc., Re*, 16 C.B.R. (3d) 1.

²² L.R.C. (1985), c.C-36.

²³ *Magasin Coop Dégelis et Raymond Chabot Fafard Gagnon Inc.(syndic) c. Provigo Distribution Inc.*, Cour supérieure du Québec, 28 avril 1993, No. 250-11-000009-934

²¹ *Triangle Drugs Inc., Re*, 16 C.B.R. (3d) 1.

²² R.S.C., 1985, c. C-36.

²³ *Magasin Coop Dégelis et Raymond Chabot Fafard Gagnon Inc.(syndic) c. Provigo Distribution Inc.*, Cour supérieure du Québec, 28 avril 1993, no. 250-11-000009-934

Dans *Tea Masters Ltd*²⁴, un franchiseur entreprend une procédure de réorganisation. Plusieurs de ses franchisés cessent alors ou ont l'intention de cesser de verser les redevances ou les frais de location au franchiseur en réorganisation. La question est de déterminer si les droits du franchiseur sont violés, contrevenant ainsi à l'article 65.1. Le tribunal souligne que le seul dépôt d'un avis d'intention ne permet pas de mettre fin à une entente selon l'article 65.1. Il conclut que même si diverses violations contractuelles ont effectivement été commises, les franchisés n'ont pas contrevenu à l'article 65.1.

Dans l'affaire *Abattoir Coquelicot Inc.*²⁵, la débitrice entreprend une procédure de réorganisation. Hydro-Québec exige du syndic, en vertu de ses règlements, un dépôt de garantie au montant de 69 000\$, représentant le coût de l'électricité pour deux mois. Le syndic, avec l'autorisation du créancier garanti, remet une lettre de garantie à Hydro-Québec. Toutefois, celle-ci refuse la lettre de garantie puisqu'elle n'émane pas d'une institution financière; elle force ainsi la débitrice à mobiliser d'importantes sommes d'argent essentielles à sa réorganisation. Le tribunal conclut qu'exiger de la débitrice qu'elle fournisse une telle somme d'argent serait lui enlever toute possibilité de faire une proposition viable. Même si Hydro-Québec était en droit de demander pareille garantie ou avance, le tribunal soutient que la lettre de garantie du syndic était suffisante. Il ordonne Hydro-Québec de ne pas interrompre la prestation de ses services auprès de la débitrice aussi longtemps que ses factures sont acquittées à échéance.

Une autre cause impliquant la fourniture d'électricité est celle de *Restaurant Mon Copain Inc.*²⁶. Le débiteur, propriétaire d'un restaurant, devait \$8,400.00 à Hydro-Québec. Cette dernière exigeait, comme le lui permet la réglementation provinciale, que le débiteur fournisse une garantie bancaire ou un dépôt monétaire pour continuer à recevoir les services d'électricité. Comme Hydro-Québec n'avait

*Tea Masters Ltd*²⁴ involved an attempt to reorganize under Part III of the Act by a franchiser. Several franchisees ceased or intended to cease paying royalties or rent to the reorganizing franchiser, raising the question as to whether the franchiser's rights under s. 65.1 had been breached. The court noted the narrow scope of s. 65.1, that it prevents only the termination of an agreement by reason only that a notice of intention had been filed, and found that, whatever other breaches may have been committed, no franchisee had breached s. 65.1.

In *Abattoir Coquelicot Inc.*²⁵, the debtor was attempting to reorganize under Part III of the Act. Hydro Quebec, acting pursuant to its regulations, demanded that the trustee involved provide a guarantee for \$69,000 covering two months service. The trustee, with secured creditor authorization, gave a guarantee. However, Hydro Quebec refused to accept a guarantee unless it was provided by a financial institution, putting the debtor in the position of having to raise the money. The court concluded that forcing the debtor to finance the guarantee would prevent him from making a viable proposal. While it acknowledged Hydro Quebec's right to demand a guarantee, it concluded that the trustee's guarantee was sufficient. It ordered Hydro Quebec not to discontinue its services, so long as the bills were paid.

Another case involving the supply of electricity was *Restaurant Mon Copain Inc.*²⁶. The debtor, owner of a restaurant, owed \$8,400.00 to the utility company. He was being asked by Hydro-Québec, as permitted by provincial regulations, to provide a bank guarantee or a money deposit in order for Hydro-Québec to continue to provide its services. Since Hydro had never before imposed such a condition, the Court

24 Dans l'affaire de la proposition de *Tea Masters Ltd*, C. Ont. (Div. Gén.) Toronto, no. 31-271315, 31 mars 1993, j. O'Driscoll.

25 Dans l'affaire de la proposition de *Abattoir Coquelicot Inc.*, C.S. Beauce, no. 350-11-000010-930, 14 avril 1993, registraire Lessard.

26 *Restaurant Mon Copain Inc. c. Hydro-Québec*, C.S. Québec, 12 juillet 1993, No. 100-11-00039-938

24 In the matter of the proposal of *Tea Masters Ltd.*, Ont. Ct. (Gen. Div.) Toronto, no. 31-271315, March 31, 1993, O'Driscoll J.

25 In the matter of the proposal of *Abattoir Coquelicot Inc.*, Que. S.C. Beauce, no. 350-11-000010-930, April 14, 1993, Lessard Registrar.

26 *Restaurant Mon Copain Inc. c. Hydro-Québec*, C.S. Québec, 12 juillet 1993, No. 100-11-00039-938

jamais auparavant imposé de telles exigences au débiteur, la Cour juge qu'Hydro-Québec se trouve à modifier le contrat, contrevenant ainsi à l'article 65.1(3). Le tribunal note que le Parlement a sciemment écarté certaines règles législatives concernant les entreprises de services publics pour faciliter les réorganisations. Il ordonne à la débitrice de payer à Hydro-Québec toutes les factures au fur et à mesure de leur échéance. D'un autre côté, Hydro-Québec devra continuer à fournir ses services à la débitrice.

Dans l'affaire *Janpar*²⁷, la débitrice dépose un avis d'intention et avise son locateur Canversal de la résiliation de quatre baux. Ce dernier conteste les résiliations aux motifs que l'article 65.2 est inconstitutionnel puisqu'il s'agit d'une question de propriété et droit civil, domaine exclusivement provincial, et aussi parce qu'il est contraire aux chartes fédérale et québécoise des droits. Canversal invoque également que la débitrice n'était pas insolvable le jour où l'avis a été donné, que la débitrice fait un usage abusif de la Loi et qu'elle ne rencontre pas les critères de l'article 65.2. La contestation du locateur est rejetée. La Cour juge que l'article 65.2 est constitutionnel et que la débitrice rencontre tous les critères de l'article. De plus, la Cour souligne que si la débitrice avait fait faillite, la créancière aurait reçu une compensation moindre. La Cour constate aussi qu'aucun des neuf autres locateurs impliqués dans l'affaire ne s'est opposé à la résiliation. La question principale, aux yeux de la Cour, est de déterminer si la *dénonciation des baux permet une réorganisation viable* et la survie de la débitrice. La créancière s'est inscrite en appel le 23 juin 1993.

Avant que l'appel ne soit entendu, les parties sont retournées devant le tribunal pour savoir si le loyer dû incluait certains montants²⁸. Le loyer mensuel comprenait des sommes payées à l'avance pour défrayer les taxes et les frais d'exploitation. Les taxes étaient payées jusqu'en 1994. La débitrice prétendait ne pas devoir payer ces taxes pour l'année entière ni les frais d'«exploitation» (électricité, chauffage, etc.) couvrant une période de temps où elle

ruled that Hydro-Quebec was in fact amending an agreement and, therefore, contravening to s. 65.1(3) of the BIA. The Court said that Parliament had knowingly set aside different pieces of legislation dealing with public utilities enterprises, in order to facilitate reorganizations. The company was ordered to pay all bills as they came due. On the other hand, Hydro-Québec was to continue to provide its services to the debtor.

In *Janpar*²⁷, the debtor filed a notice of intention and gave notice of repudiation of four leases to a landlord, Canversal. The landlord challenged the repudiation, on grounds that s. 65.2 is unconstitutional, as relating to property and civil rights and hence lying within provincial jurisdiction, and as infringing both the federal and Quebec Charters of Rights. It also argued, among other things, that the debtor was not insolvent on the day the notice was filed, that the debtor had made an abusive use of the BIA and that it did not meet the criteria of s. 65.2. The challenge by the landlord was denied. The Court found that the s.65.2 was constitutional and that the debtor met all the requirements of that section. The Court could not see why the petitioner had persisted with his challenge, since had the debtor gone bankrupt, he would have received lesser compensation. Another point was that none of the other nine landlords involved with the debtor had opposed the repudiation. The main issue considered by the court was whether the *repudiation of the leases would permit a viable reorganization and the survival of the debtor*. An appeal was filed on June 23, 1993.

However, before the appeal was heard, the parties returned to court to debate whether the rent owing to the landlord included certain sums of money²⁸. According to the lease agreement, the monthly rent included amounts paid in advance toward taxes and "exploitation fees" (light, power, heating, etc). The taxes were paid up until 1994. The debtor company claimed that, in order to fulfil the requirements of s.65.2(3), it only had to pay the rent proper, and not the other items that were

27 Dans l'affaire de la proposition de *Janpar produits de bureau inc.*, C.S. Montréal, no. 500-11-005628-926.

28 *Janpar Produits de Bureau Inc. c. Canversal Inc.*, C.S. Québec, July 29, 1993, Lévesque J., No. 500-11-005628-926

27 In the matter of the proposal of *Janpar produits de bureau inc.*, Que. S.C. Montréal, no. 500-11-005628-926.

28 *Janpar Produits de Bureau Inc. c. Canversal Inc.*, C.S. Québec, July 29, 1993, Lévesque J., No. 500-11-005628-926

n'utiliserait pas l'édifice. La Cour attribue à l'article 65.2 une présomption favorable au créancier, en cas de doute. Elle ordonne donc à la débitrice de payer le montant du loyer usuel et prévu au bail, et incluant tous les postes en litige.

La débitrice *Creative People Ltd.*²⁹ proposait à son locateur une compensation équivalant à trois mois de loyer, au lieu de six mois, tel que prévu à l'article 65.2, et demandait à la Cour d'approuver la proposition. La Cour réitère le principe général selon lequel une proposition doit prévoir une indemnité de six mois de loyer. Cependant, le tribunal approuve quand même le plan parce que les locateurs ont assisté à la réunion des créanciers et approuvé la proposition.

H. Requêtes pour la levée de la suspension des procédures à la suite du dépôt d'un avis d'intention (article 69.4)

Cet article permet au tribunal de lever la période de suspension si cette dernière cause vraisemblablement un sérieux préjudice au créancier ou encore s'il serait, pour d'autres motifs, équitable de rendre pareille décision.

Dans *Nolisair*³⁰, trois jours avant le dépôt d'un avis d'intention, la débitrice rencontre un de ses créanciers (Aéroport de Montréal) et lui remet une série de chèques afin de régler certaines créances. Au moment du dépôt de l'avis d'intention, les chèques n'étaient pas honorés par la débitrice. Aéroport de Montréal demande au tribunal de lever la période de suspension afin de lui permettre de procéder à la saisie de deux avions. La levée de la période de suspension est accordée en vertu de l'article 69.4 et les deux avions peuvent être saisis. Le tribunal souligne que Nationair n'a pas présenté tous les faits à Aéroport de Montréal à une réunion précédant l'avis d'intention et que de toute façon, les deux avions saisis n'étaient pas essentiels à la bonne marche de l'entreprise.

included in the rent, since it would not be using the buildings. The Court interpreted subs. 65.2 as meaning that, in case of doubt, the landlord must be favoured. Therefore, the amount owing was to be computed according to the rental agreement and include all the items other than the rent proper.

In *Creative People Ltd.*²⁹, the debtor proposed to pay the landlord compensation for three months rent, instead of the six months rent, as provided by s. 65.2 and required for court approval of the proposal under ss. 60(1.5). The Court made reference to the principle that a proposal would have to be refused if the six-month rent provision, found in subs. 60(1.5), were omitted. However, the Court approved the plan because the landlords had attended the creditors' meeting and consented to the proposal.

H. Cases involving an application to lift the post-notice of intention stay under s. 69.4

We have found three cases involving an application by a creditor to lift a stay under s. 69.4 which authorizes the court to lift the stay if the applicant is likely to be materially prejudiced or it is equitable for other reasons to do so.

In *Nolisair*³⁰, the debtor had met with the creditor (Airport of Montreal) three days prior to the debtor's filing of a notice of intention and gave the creditor cheques to cover certain amounts owing. The cheques had not cleared when the notice of intention was filed and were not honoured. The Airport asked that the stay be lifted so as to enable it to seize two planes. The stay was lifted under s. 69.4 on equitable grounds and permission to seize the planes was granted. The court found that Nationair had made false representations to the Airport at the pre-notice meeting and found that, in any case, the planes were not essential to the continued operation of Nationair.

²⁹ *Creative People Ltd.*, Ontario Court (General Division), May 17, 1993, Master Ferron, Court File No. 32-59211

³⁰ *Nolisair International Inc.*, précité, note 12.

²⁹ *Creative People Ltd.*, Ontario Court (General Division), May 17, 1993, Master Ferron, Court File No. 32-59211

³⁰ *Nolisair International Inc.*, see note 12.

Dans *Schroeder*³¹, un ex-mari tente d'utiliser la Loi pour éviter de remettre à son ex-épouse sa part du patrimoine familial. Avant de faire faillite, il signe avec son épouse une entente de séparation dans lequel il s'engage à lui payer sa part des biens familiaux. Lors de la faillite, il ne reconnaît à son ex-épouse qu'une créance ordinaire sur des biens non-exempts. Or, la plupart de ses biens étaient exempts. L'épouse demande la permission de poursuivre son action en vertu de l'art. 69.4. Le juge refuse, déclarant que la levée de la suspension serait inefficace et que l'épouse serait mieux servie par la *Matrimonial Property Act*.

Dans l'affaire *Thompson*³², la Cour avait d'abord, en août 1991, empêché les parties d'aliéner leurs biens jusqu'à nouvel ordre. Le mari déclare faillite en mars 1993. Le tribunal décide que, puisque la première ordonnance avait été rendue avant la déclaration d'échec du mariage des parties, la Cour devait déterminer l'intérêt du patrimoine du mari dans les biens familiaux. Une ordonnance est rendue en vertu de 69.4.

II. La proposition de consommateur

Aucun jugement portant sur cette nouvelle section n'a encore fait surface.

III. Jugements concernant le créancier garanti et le séquestre

En vertu de la partie XI, tout séquestre est tenu de divulguer certains renseignements aux autres créanciers, d'agir de bonne foi et selon des pratiques commerciales raisonnables. Le paragraphe 243(2) définit «séquestre» comme étant une personne habilitée à prendre ou qui a pris possession ou le contrôle de la totalité ou de la quasi-totalité des biens d'une personne insolvable en vertu d'un contrat de garantie ou d'une ordonnance rendue par le tribunal.

31 *Schroeder c. Schroeder*, Cour du Banc de la Reine de Saskatchewan, 18 mai, 1993, Juge Halvorson, [1993] S.J. No. 257 (QL)

32 *Thompson (Re)*, Cour Suprême de la C.B., 11 juin, 1993, Juge Hamilton, Vernon Registry No. 9496

In *Schroeder*³¹, a former husband had tried to use the BIA to avoid paying his wife her share of the matrimonial property. Prior to the husband's bankruptcy, he had made a separation agreement with his wife, undertaking to pay her a share of the property. In the bankruptcy, he claimed that his wife had only an unsecured claim against non-exempt assets. (Most of his assets were exempt.) The wife sought leave to pursue her action under s.69.4 The judge declined, saying that lifting the stay would be ineffective, and that more effective relief could be found through *The Matrimonial Property Act*.

Another matrimonial case was that of *Thompson*³². The Court restrained both parties from disposing or encumbering any assets until further order in August 1991. The husband was adjudged a bankrupt in March 1993. The Court ruled that, since the restraining order had been made before the declaration that the spouses had no reasonable prospect of reconciliation with each other, the Court should determine the interest of the husband's estate in the family assets. An order was issued under s. 69.4.

II. Consumer Proposal Cases

To date, no cases have emerged.

III. Secured Creditor and Receiver Cases

Part XI imposes upon receivers a duty to disclose information to the creditors and to act in good faith and in a commercially reasonable manner. A receiver under Part XI is defined in subs.243(2) as a person appointed to take or who has taken possession or control of all or substantially all of an insolvent person's property pursuant to a security agreement or a court order.

31 *Schroeder v. Schroeder*, Saskatchewan Court of Queen's Bench, May 18, 1993, Halvorson J., [1993] S.J. No.257 (QL)

32 *Thompson (Re)*, B.C. Supreme Court, June 11, 1993, Hamilton J., Vernon Registry No. 9496

Dans *F.C.C. c. Terrace Preston Corriveau*³³, le tribunal devait déterminer si Farm Credit Corporation, à titre de créancière hypothécaire, était un «séquestre» conformément à la partie XI quand elle prend possession et détient le titre de la propriété hypothéquée d'un agriculteur en vertu d'une ordonnance finale de forclusion ou d'une clause contractuelle de transfert volontaire.

Farm Credit Corporation est une institution mise sur pied par le gouvernement fédéral et qui a comme mandat d'accorder des prêts aux fermiers. Ces prêts sont garantis par des hypothèques sur les fermes. Le tribunal décide que la F.C.C. n'était pas un «séquestre» dans la présente cause et a interprété le paragraphe 243(2) de façon restrictive. Le tribunal souligne que les droits que possèdent depuis longtemps les créanciers garantis ne pouvaient être abolis que par une législation claire et non ambiguë et, qu'en l'occurrence, le paragraphe 243(2) contenait certaines ambiguïtés. Plus particulièrement, le tribunal décide que les mots «a pris possession» peuvent être interprétés comme présumant une nomination et un séquestre dans leur sens traditionnel et refuse de restreindre les droits de F.C.C. en imposant à cette dernière l'obligation d'obéir aux exigences de la Partie XI.

La Cour juge également que les mots «a pris possession...aux termes d'un...contrat de garantie» ne s'appliquent pas aux cas où la prise de possession se fait de façon indirecte, en conséquence d'une intervention ou discrétion judiciaire, comme dans une ordonnance de forclusion. (Bien que la décision puisse être interprétée comme ne s'appliquant qu'à une ordonnance de forclusion ou à un transfert volontaire, on peut également y déceler à certains endroits que l'alinéa 243(2) ne s'applique qu'aux séquestres traditionnels. On peut même douter que l'exercice du droit de vente en justice contenu dans un contrat hypothécaire serait visé par cet alinéa.)

*F.C.C. v. Terrace Preston Corriveau*³³ considered whether the F.C.C. as a mortgagee was a receiver under Part XI where it had taken possession and title to mortgaged land of a farmer (which constituted substantially all his property) pursuant to a final order of foreclosure or through a voluntary transfer under a settlement agreement with the farmer.

The F.C.C. is a lending institution set up by the federal government to make loans available to farmers. The loans are secured by mortgages against farm lands. The Court ruled that F.C.C. was not a receiver in those circumstances. It interpreted subs. 243(2) rather narrowly. It said that long standing rights of secured creditors could be abrogated only by very clear and unambiguous legislation. The Court found subs. 243(2) to be ambiguous. In particular, it concluded that the words "has taken...possession" could be interpreted as presuming an appointment and a receivership in the traditional sense and declined to restrict the F.C.C.'s rights by imposing the duty to comply with Part XI on it.

The Court also held that the words "has taken...possession...pursuant to...a security agreement" do not cover the situation where possession is taken indirectly as the result of judicial intervention or discretion, as under a foreclosure order. (While the decision can be read strictly as applying only to a foreclosure or voluntary transfer, it does suggest, at least in some passages, that only traditional receiverships are within subs. 243(2), and would appear to cast some doubts as to whether even the exercise of power of sale under a mortgage would be covered by that subsection.)

³³ *Farm Credit Corporation c. Terrace Preston Corriveau et al.*, Sask. Q.B. Humboldt, no. 80, 27 avril 1993, j. Baynton.

³³ *Farm Credit Corporation v. Terrace Preston Corriveau et al.*, Sask. Q.B. Humboldt, no.80, April 27, 1993, Baynton J.

IV. Jugements concernant les droits du fournisseur impayé

L'article 81.1 confère au fournisseur impayé le droit de reprendre possession de ses marchandises dans les 30 jours suivant leur livraison si l'acheteur est failli ou mis sous séquestre. Les marchandises doivent être identifiables, dans le même état qu'au moment de leur livraison et non revendues. Le droit de reprendre possession ne s'applique pas en cas de proposition de réorganisation. Par contre, si le fournisseur a effectué une livraison dans les 30 jours précédant la proposition, il pourra reprendre possession de ses marchandises (non revendues) si, par la suite, l'acheteur est failli ou mis sous séquestre.

Dans l'affaire *Henry Birks (Montréal)*³⁴, la débitrice a entrepris une procédure de réorganisation. Un fournisseur de la débitrice demande qu'une ordonnance soit émise en vertu du paragraphe 81.1(8) qui lui permettrait d'avoir accès aux locaux de la débitrice afin d'identifier et d'isoler les marchandises livrées. (Le paragraphe (8) permet à un fournisseur qui est lésé par un acte, une omission ou une décision de l'acheteur, du syndic ou du séquestre de demander au tribunal de rendre l'ordonnance appropriée.) Le tribunal affirme que le droit prévu à l'article 81.1 ne peut être exercé qu'à condition que la débitrice soit faillie ou mise sous séquestre. Le tribunal souligne qu'il y avait un conflit entre les objectifs de protection des fournisseurs et de celui de faciliter les réorganisations. Il est d'accord que les droits dont jouissent les fournisseurs au moment d'une réorganisation en vertu du paragraphe (4) (suspension de la période d'admissibilité de 30 jours) peuvent s'avérer illusoire si la débitrice se départit des marchandises avant l'avènement de la faillite. Le tribunal décide que le libellé de la LFI est clair et, par conséquent, la requête est rejetée.

Dans l'affaire *Woodward's*³⁵, il s'agissait d'une demande de réorganisation en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*

IV. Unpaid Suppliers' Rights Cases

S. 81.1 empowers an unpaid supplier to demand repossession of goods within 30 days of delivery, when the buyer is bankrupt or in receivership and the goods are identifiable and in the same state as when delivered and have not been resold. The repossession right does not apply in proposals, but a supplier who delivers within 30 days of a proposal will have (30 minus the number of days before the proposal that he delivered) days to repossess if the debtor later goes bankrupt or into receivership. We have two cases involving s. 81.1.

In *Henry Birks (Montréal)*³⁴, the debtor began reorganization proceedings by filing a notice of intention under Part III. A supplier of the debtor requested an order under subs. 81.1(8) giving him access to the debtor's premises to identify and segregate goods supplied. (Subs.(8) allows a supplier who is aggrieved by an act, omission or decision of a purchaser, trustee or receiver to apply to the court for a remedy.) The court held that s. 81.1 rights can be exercised only if the debtor is bankrupt or in receivership. The court noted that there was a conflict between the objectives of protecting suppliers and those of facilitating reorganizations. It agreed that the rights given suppliers in reorganizations under subs.(4) (freezing the running of the 30-day eligibility period) may prove to be illusory if the debtor gives up possession of the goods before bankruptcy occurs, but said that the language of the Act was clear and that the application must be dismissed.

In *Woodward's*³⁵, the debtor filed under the *Companies' Creditors Arrangement Act* (CCAA). However, suppliers claimed that it would be an abuse

34 Dans l'affaire de la proposition de *Henry Birks & Sons Ltd*, C. S. Qué., Montréal, no. 500-11-000011-938, 25 janvier 1993, j. Halperin.

35 Dans l'affaire de *Woodward's Ltd*, C.-B.C.S. Vancouver, no. A924791, 14 et 21 janvier 1993, j. Tysoe.

34 In the matter of the proposal of *Henry Birks & Sons Ltd*, Que. S.C. Montréal, no. 500-11-000011-938, January 25, 1993, Halperin J.

35 In the matter of *Woodward's Ltd*, B.C.S.C. Vancouver, no. A924791, January 14 and 21, 1993, Tysoe J.

(LACC). Toutefois, les fournisseurs de la débitrice ont prétendu qu'il y aurait abus de procédure si le tribunal permettait à Woodward's de se prévaloir de la LACC puisque leurs droits, en vertu de la LFI, ne seraient pas reconnus. Ils ont demandé l'émission d'une ordonnance créant un fonds en fiducie au montant de leur réclamation. D'après le tribunal, rien ne permet de justifier la création d'un tel fonds. Accorder cette ordonnance placerait les créanciers dans une position privilégiée par rapport aux autres créanciers et ne serait pas avantageux pour la réorganisation. (Le tribunal souligne que, selon la débitrice, la réorganisation serait impossible si elle devait garder en fiducie un montant de \$30 millions, tel qu'exigé par les fournisseurs.)

Le tribunal souligne que le Parlement a tenu compte des droits des fournisseurs au moment d'une réorganisation à l'art. 81.1(4) de la LFI, mais n'a pas cru bon de créer un fonds en fiducie ou de nommer un séquestre intérimaire permettant aux fournisseurs de reprendre possession des marchandises livrées. Par conséquent, on peut déduire que le Parlement a souhaité que le débiteur ait la possibilité de vendre, dans le cours normal de ses affaires, les marchandises en question. Les fournisseurs perdraient ainsi leur droit de reprendre possession de leurs marchandises si ces dernières étaient vendues pendant cette période. Le tribunal constate que les droits des fournisseurs en vertu de l'article 81.1 sont limités dès que l'acheteur entreprend une réorganisation. Néanmoins, le tribunal décide que le droit reconnu aux fournisseurs par la LFI devrait également s'appliquer aux procédures entreprises en vertu de la LACC afin de prévenir l'utilisation abusive de la LACC par les débiteurs.

Appliquant ce principe à la présente cause, le tribunal décide que si Woodward's était faillie ou mise sous séquestre, les marchandises livrées dans les 30 jours précédant le 17 décembre 1992 (date à laquelle la requête des fournisseurs a été entendue) seraient réputées avoir été livrées dans les 30 jours précédant la faillite ou la mise sous séquestre. La Cour d'appel³⁶

³⁶In the matter of *Woodward's Ltd*, B.C.C.A. Vancouver, no. CA16659, CA016680, CA016685, CA016688, CA016695, February 10, 1993, Legg J.

of process if their rights under the BIA could be frustrated by allowing Woodward's to choose to go under the CCAA and sought an order creating a trust fund covering their claims. The court held that there was no justification for the creation of a trust fund. To do so would give suppliers a privilege over other creditors and would not be beneficial to the reorganization. (The court noted the debtor's claim that reorganization would be impossible if \$30 million had to be kept in trust as suppliers requested.)

The court said that Parliament had considered suppliers' rights in reorganizations, in subs 81.1(4) of the BIA, and had been silent as to the creation of trust funds or the appointment of interim receivers to allow suppliers to repossess goods supplied. Therefore, it must be inferred that Parliament intended that a debtor should be able to sell goods supplied in the ordinary course of business during a reorganization and that suppliers should lose their rights to repossess if goods were sold during that period. The court did, therefore, find that suppliers' rights under s. 81.1 were circumscribed where the buyer started reorganization proceedings. Nevertheless, the court did conclude that such rights as are given to suppliers by the BIA should also be recognized in CCAA proceedings, to prevent abuse through strategic use of the CCAA by debtors.

Applying this principle in the case at hand, the court ruled that if Woodward's was to go bankrupt or into receivership, goods delivered within 30 days before December 17, 1992 (the date when the suppliers' application came on for hearing) should be deemed to have been delivered the same number of days before the bankruptcy or receivership. On appeal³⁶

³⁶In the matter of *Woodward's Ltd*, B.C.C.A. Vancouver, no. CA16659, CA016680, CA016685, CA016688, CA016695, February 10, 1993, Legg J.

confirme le jugement du tribunal inférieur et refuse la création d'un fonds en fiducie.

*Magasin Coop Dégelis*³⁷ traite d'une requête présentée par un fournisseur pour interrompre le délai en vertu de 50.4(11). Il invoque que ses droits de fournisseur impayé subiraient un préjudice si les procédures continuaient. (Il semble que le fournisseur n'ait pas utilisé la procédure moins onéreuse de l'article 69.4.) La Cour rejete la requête.

V. Jugements concernant les priorités et privilèges

Les amendements ont abrogé les dispositions de l'article 136 de la LFI conférant un statut privilégié aux réclamations de la Commission des accidents du travail et de la Couronne. Les garanties créées par législation correspondant aux réclamations de la Couronne sont admises uniquement si elles ont été enregistrées; elles prennent alors rang après les garanties concurrentes déjà enregistrées.

Dans *Richmac Interiors Ltd*³⁸, la débitrice est devenue faillie en décembre 1992, après l'entrée en vigueur des amendements. La «Workers' Compensation Board (WCB)» de l'Alberta a déposé une preuve de réclamation comme créancière garantie de Richmac pour cotisations non payées, créance qui est garantie en vertu de l'article 126 de la *Workers' Compensation Act* de l'Alberta. Le syndic a rejeté la réclamation aux motifs que la créance garantie créée par l'article 126 ne s'applique pas en cas de faillite. La WCB a alors déposé une requête pour faire casser la décision du syndic, soutenant que la créance garantie était valide en vertu de la Loi.

En effet, une décision de la Cour suprême du Canada, antérieure aux amendements, *Deloitte Haskins & Sells c. W.C.B.*³⁹, avait affirmé que les garanties créées par législation correspondant aux réclamations de la WCB ne s'appliquaient pas en cas de faillite, puisqu'elles

the court's refusal to order the creation of a trust fund was upheld.

*Magasin Coop Dégelis*³⁷ involved an application by a supplier to have proposal proceedings terminated under subs.50.4(11), partly on grounds that his rights as an unpaid supplier would be prejudiced if the proceedings continued. (The supplier apparently did not apply under the less onerous terms of s.69.4.) The court refused the application.

V. Cases on Priorities and Privileges

The amendments repealed the provisions in s.136 of the Bankruptcy and Insolvency Act giving preferred status to Workers' Compensation Board claims and Crown claims. They allowed for recognition of statutory security protecting Crown claims, but only on condition that the security be properly registered and with the proviso that such security is subordinate to any previously perfected competing security.

In *Richmac Interiors Ltd*³⁸, the debtor, Richmac, went bankrupt in December 1992, after the amendments had come into force. The Workers' Compensation Board of Alberta filed a proof of claim as a secured creditor of Richmac for unpaid WCB assessments, claiming security under s.126 of the Alberta Workers' Compensation Act. The WCB claim was disallowed by the trustee on the grounds that the s.126 security does not apply in bankruptcy. The WCB has filed a notice of motion that it will apply for an order reversing the trustee's disallowance of its security, arguing that the security is valid under the amended BIA.

Prior to the amendments, the Supreme Court of Canada, in *Deloitte Haskins & Sells v. W.C.B.*³⁹ had ruled that statutory security covering WCB claims did not apply in bankruptcy, as being incompatible with the order of priority of claims set out in s.136 of the

37 précité, note 23.

38 Dans l'affaire de la faillite de *Richmac Interiors Ltd*, Alta. Q.B. Calgary, no. BK01-037297.

39 *Deloitte Haskins & Sells v. W.C.B.* [1985] 1 S.C.R. 785.

37 See note 23.

38 In the matter of the bankruptcy of *Richmac Interiors Ltd*, Alta. Q.B. Calgary, no. BK01-037297.

39 *Deloitte Haskins & Sells v. W.C.B.* [1985] 1 S.C.R. 785.

étaient incompatibles avec le plan de répartition des réclamations de l'article 136 de la *Loi sur la faillite*. La WCB soutient donc que les dispositions abrogées de l'article 136, qui donnaient un statut privilégié aux réclamations de la WCB, ont enlevé toute autorité à la décision de la Cour suprême. La WCB soutient également que les conditions imposées par les amendements pour la reconnaissance des créances de la Couronne ne s'appliquent pas à la WCB de l'Alberta puisqu'il ne s'agit pas d'un organisme de la Couronne. La requête sera entendue dans les prochains mois.

L'arrêt *Abraham*⁴⁰ traitait du rang des priorités entre la *Loi sur les banques*, les fiducies et privilèges présumés en vertu des lois provinciales, et la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*. La question était de savoir si les droits cristallisés sous le régime de la *Loi sur les banques* avaient priorité sur ceux conférés par les fiducies présumées et si la faillite de la débitrice avait un impact sur le rang de la garantie bancaire vis-à-vis les fiducies présumées. En l'espèce, la banque avait pris possession des biens avant la faillite. Les employés réclamaient une priorité fondée sur des fiducies et privilèges créés par la législation provinciale, tandis que la banque invoquait la sûreté de l'article 178.

Le juge Wilson détermine que, si elle en arrivait, après analyse des faits, à la conclusion que la *Loi sur la faillite* n'avait pas préséance sur la *Loi sur les banques*, la créance des employés aurait priorité sur celle de la banque. A cet effet, elle note que l'article 67 (actuel) de la *Loi sur la faillite* définit ce qui constitue le patrimoine du failli. La Cour doit donc déterminer quel droit de propriété la banque acquiert lorsqu'elle prend possession des biens, puisque cette prise de possession a eu lieu avant la faillite. La Cour se réfère à l'arrêt *Hall*⁴¹, où le juge La Forest décrivait la sûreté conférée par la *Loi sur les banques* comme un transfert du titre de propriété au prêteur. Ainsi, puisque Coopers & Lybrand ont réalisé leur garantie le 4 novembre 1981, la charge flottante de la banque s'est cristallisée à ce moment, conférant à

Bankruptcy Act. The Board argued that the repeal of the s.136 provision giving preferred status to WCB claims has removed the basis for the Supreme Court ruling. The Board also argued that the conditions imposed by the amendments on the recognition of Crown security do not apply to the WCB of Alberta since it is not a Crown body. The motion is to be heard in November.

The case of *Abraham*⁴⁰ dealt with the ranking of priorities under the *Bank Act*, provincial deemed trusts and liens, and the *Bankruptcy Act*. Among the several issues raised was the question of whether the rights crystallized under the *Bank Act* prevailed over those under the provincial deemed trusts and liens. A related issue was whether the BIA (as it now is) applied and, if so, whether it had an impact on the ranking of the bank's security in relation to the provincial deemed trusts and liens. In this case, the bank had gone into possession before the bankruptcy occurred. The employees relied on the provincial statutory trusts and liens created by provincial legislation, while the bank relied on its s. 178 security.

Justice Wilson found that the employees' deemed trusts and statutory liens for vacation pay and pension benefits were valid and had priority over the claims of the bank, subject to her finding that the BIA does not prevail over the *Bank Act*, when applied to the facts of the case. In this respect, the Court's position was that, since s. 67 (as it now is) of the BIA defines what constitutes the property of a bankrupt, the Court must determine the kind of ownership that is vested in the bank when it realizes possession, the bank having taken possession before the bankruptcy. The Court referred to *Hall*⁴¹, where La Forest J. described the *Bank Act* security as assigning legal title to the lender. Since Coopers & Lybrand went into possession on November 4, 1981, the floating Bank

40 *Abraham v. Canadian Admiral Corp. (Receiver and Manager of)*, Ontario Court (General Division), June 22, 1993, Wilson J., (1993) 13 O.R. (3D) 649.

41 *Bank of Montreal c. Hall*, [1990] 1 R.C.S. 121

40 *Abraham v. Canadian Admiral Corp. (Receiver and Manager of)*, Ontario Court (General Division), June 22, 1993, Wilson J., (1993) 13 O.R. (3d) 649.

41 *Bank of Montreal v. Hall*, [1990] 1 S.C.R. 121

la banque tous les accessoires du droit de propriété. Cette propriété ne pouvait donc pas être inventoriée sous l'article 67, qui ne s'appliquait pas. Entre la garantie bancaire et les fiducies présumées en vertu de lois provinciales, ce sont ces dernières qui ont priorité. Si la *Loi sur la faillite* avait trouvé application, les fiducies et privilèges présumés, incluant les réclamations pour paye de vacances, n'auraient pas été valides parce que la jurisprudence a clairement déterminé que de telles réclamations reçoivent le statut de créance privilégiée en vertu de l'article 136 de la *Loi sur la faillite*. Cependant, les privilèges portant sur les contributions de pension, qui ne sont pas prévus à l'article 136, auraient été invalides.

VI. Autres

— Définition de «disposition»

Un des amendements à la Loi a constitué en un ajout d'une définition de «disposition» à l'article 2, et ce, en réponse à une recommandation du comité Colter à l'effet que le terme devrait être clarifié. Cet amendement n'avait pas comme objet la question soulevée récemment du transfert d'argent d'un compte non exempt à un compte exempt, qu'une affaire qualifie maintenant de «disposition».

Dans *Oliver*⁴², les défendeurs avaient tous deux acheté des rentes d'épargne-retraite (REER). La rente d'un d'entre eux avait été payée grâce à un roulement de deux dépôts à terme REER et avait été achetée 18 mois avant sa faillite. L'autre rente avait été payée avec des fonds disponibles et achetée 17 mois avant la faillite. Les défendeurs étaient les actionnaires majoritaires d'une société commerciale mise en faillite par le créancier 10 mois avant qu'ils ne fassent cession de leurs biens, en juillet 1990.

Les défendeurs n'étaient pas insolubles au moment de ces transactions. Après une analyse de la jurisprudence, la Cour juge que la meilleure façon de composer avec cette situation est d'équilibrer les récents développements jurisprudentiels, qui

⁴² *Royal Bank c. Oliver*, 11 C.B.R.(3d) 82; Cour du banc de la reine de Saskatchewan, 9 avril 1992, J. Baynton

charge was crystallized at that time, giving all incidents of ownership to the bank.

The property therefore did not come under s.67 of the BIA, which did not apply. In the contest strictly between the *Bank Act* security and the provincial liens, the provincial liens were given priority. If the BIA had applied, the deemed trusts and liens covering vacation pay claims, would not have been valid because the jurisprudence makes clear that such claims are given preferred creditor status under s. 136 of the *Bankruptcy and Insolvency Act*. On the other hand, the liens protecting claims for unpaid pension contributions, which are not ranked in s.136, would have been valid.

VI. Other Matters

— definition of "settlement"

The amendments added a definition of "settlement" to section 2, in response to a recommendation by the Colter Committee that the term needed clarification. The amendment was not intended to address the issue which has recently arisen in respect of the transfer of money by a debtor from a non-exempt to an exempt account, both to his name, which has been held to be a settlement.

In *Oliver*⁴², the respondents both purchased RRSP annuities. The annuity of one respondent was paid through the cancellation and rollover of two term deposit RRSPs and was purchased 18 months before the bankruptcy. The other annuity was paid for with available funds and purchased 17 months before the bankruptcy. The respondents were the principal shareholders in a company that had been petitioned into bankruptcy by the creditor 10 months before they filed assignments in bankruptcy, which they did in July 1990.

The respondents were not insolvent at the time of the transactions. After canvassing the jurisprudence, the Court decided that the best way to deal with the situation was to counterbalance the recent developments in the law, holding transfers of funds between

⁴² *Royal Bank v. Oliver*, 11 C.B.R.(3d) 82; Saskatchewan Court of Queen's Bench, April 9, 1992, Baynton J.

qualifient de transactions les transferts de fonds inter-comptes, avec certains assouplissements afin d'éviter de potentielles conséquences inéquitables et ce, dans les cas où le failli n'est pas insolvable au moment des transactions.

La Cour applique l'alinéa 91(3)(b), qui prévoit qu'une transaction n'est pas nulle si elle est faite de bonne foi et pour contrepartie valable, en faveur d'un acheteur ou d'un créancier hypothécaire, aux transactions faites par une personne sur ses propres biens. L'analogie est qu'un individu qui effectue un tel transfert de propriété par le biais d'une transaction faite de bonne foi et pour considération valable est dans une position semblable à celle de l'acheteur auquel l'alinéa 91(3)(b) fait référence. Le juge Baynton conclut qu'une transaction telle que celle en cause en l'espèce serait exclue de l'application de l'article 91(2) si elle avait été faite de bonne foi. Pour réussir le test de l'exclusion, la transaction doit avoir été faite de bonne foi, pour une contrepartie valable et non pas pour mettre les biens à l'abri des créanciers. La bonne foi peut être prouvée par une pratique préalable d'acquisitions semblables ou par un objectif commercial légitime. En l'espèce, toutes les acquisitions précédentes faites par les défendeurs étaient des dépôts à terme dont la nature différait de celle des acquisitions, exemptées, qui faisaient l'objet de la contestation. Le tribunal conclut que les transactions avaient comme but de mettre les fonds à l'abri des créanciers.

La même Cour (et le même juge) dut déterminer, dans l'affaire *Ramgotra*⁴³, si le transfert de REERs non exempts en un RRIF (registered retirement income fund) exempt constituait une transaction en vertu de l'article 91(2). En réponse aux doutes exprimés par le juge sur la pertinence d'annuler tous les transferts de telle nature, le syndic requérant arguait que le Parlement n'avait pas vu la nécessité d'amender l'article 91 de la Loi afin de limiter ou abroger la définition très large de «transaction» élaborée par la jurisprudence. Le juge Baynton n'y voit aucune incongruité puisque les

accounts to be settlements, with certain qualifications in order to avoid possible inequitable consequences, in cases where the bankrupt was not insolvent when the settlement was made.

The Court expanded para. 91(3)(b), which provides that a settlement is not void if it was made in favour of a purchaser or incumbrancer in good faith and for valuable consideration, to apply to settlements on oneself. The analogy was that an individual who so settles property by means of a bona fide transaction for value is, in effect, in a similar position to a purchaser referred to in para. 91(3)(b). Justice Baynton determined that the type of settlement in issue in this case would be excluded from the application of s. 91(2) in the event it was made in good faith. In order to meet the bona fide test of exclusion, the transaction must have been made in good faith, for valuable consideration and not for the purpose of creditor proofing an asset. Good faith can be substantiated by proof of a pattern of similar previous acquisitions or of a legitimate business purpose. In the case at bar, all prior non-exempt RRSP acquisitions made by the respondents were of the nature of term deposits, while the impugned transactions were of a completely different nature and were exempt. The Court concluded that the transactions were made in order to defeat creditors.

The same Court (and same judge) had to determine, in *Ramgotra*⁴³, whether the transfer of non-exempt RRSPs into an exempt RRIF constituted a settlement under s. 91(2). In response to the judge's doubts about the pertinence of voiding all such transfers, the applicant trustee contended that Parliament did not see fit to amend s.91 of the Act to limit or revoke the broad definition of settlement that had been developed by the case law. Justice Baynton did not see any incongruence: the new provisions were drafted years before their enactment and the case

⁴³ *Ramgotra (Trustee of) c. North American Life Assurance Co.*, Cour du banc de la reine de la Saskatchewan, 15 mai 1993, J. Baynton, Cour No. 7264 et Estate No. 98650

⁴³ *Ramgotra (Trustee of) v. North American Life Assurance Co.*, Saskatchewan Court of Queen's Bench, May 15, 1993, Baynton J., Court No. 7264 and Estate No. 98650

nouveaux articles ont été rédigés des années avant leur entrée en vigueur et que la jurisprudence a été élaborée, à une exception près, depuis 1990. Une interprétation conservatrice de l'article 91(3) excluerait son application aux transactions faites avec soi-même. De toute façon, la Cour croit que le Parlement n'avait jamais eu l'intention d'exclure de telles transactions, étant donné que, au moment de la rédaction des nouveaux articles, un transfert n'était pas encore considéré comme une transaction. Comme les transferts ont été faits dans un objectif commercial légitime, la requête du syndic est rejetée.

VIII. Divers

— Fardeau de preuve dans les cas de représentations frauduleuses

Lors de la préparation des amendements du Projet de Loi C-22, le gouvernement avait envisagé la possibilité d'amender l'alinéa 178(1)(e), qui prévoit qu'une ordonnance de libération ne libère pas le failli de toute dette ou obligation résultant de l'obtention de biens par de fausses représentations ou des présentations erronées et frauduleuses des faits, parce que certains avaient avancé que les créanciers harcelaient les débiteurs, invoquant des représentations frauduleuses. Il fut ultérieurement décidé que de tels amendements n'étaient pas nécessaires parce que les tribunaux exigeaient qu'on fasse la preuve des représentations frauduleuses. Une cause récente semble illustrer cette exigence.

Dans *Perazich*⁴⁴, le créancier s'opposant à une libération inconditionnelle avait obtenu un jugement contre le failli. A l'audience pour la libération, le créancier avançait que le débiteur avait fait de fausses représentations quant à des sûretés consenties sur un véhicule. La Cour conclut qu'elle est liée par la jurisprudence à l'effet que les questions de préférences frauduleuses ou d'extension de crédit reliées à la fraude du failli ne peuvent être considérées à l'audience de libération que quand elles ont été établies antérieurement par une condamnation criminelle ou un jugement à cet effet en cour civile.

⁴⁴ *Perazich (Re)*, Cour suprême de la C.B., 7 juillet 1993, Master Powers, Vernon Registry No. 6239/91

law was developed, with one exception, after 1990. A conservative reading of s.91(3) would preclude its application to settlements on oneself. However, the Court thought that Parliament had never considered excluding this type of settlement, since the definition of settlement had not developed to the point where a transfer was considered a settlement. Since the transfers were done for legitimate business reasons, the trustee's application was denied.

VIII. Miscellaneous

— Burden of proof in cases of fraudulent misrepresentation

When preparing the Bill C-22 amendments, the Government had considered amending para. 178(1)(e), which states that an order of discharge does not release the bankrupt from any debt or liability for obtaining property by false pretences or fraudulent misrepresentation. This was in response to claims that creditors were harassing debtors, alleging misrepresentation without having clearly established it, and trying to obtain payment of discharged debts. It was later decided that such amendments were not necessary because the courts were requiring that fraud (with intent) be established at least where the debtor challenged the fraud allegation. A recent case seems to affirm this requirement.

In *Perazich*⁴⁴, the creditor opposing an unconditional discharge had obtained a judgment against the bankrupt. At the discharge hearing, the creditor claimed that the bankrupt had made a misrepresentation with regard to charges or encumbrances against a vehicle. The Court found that it was bound by the authorities that have set that issues of fraudulent preferences or extension of credit because of a bankrupt's fraud can be considered at the bankruptcy discharge but only after they have already been established, either through a criminal conviction or a finding to that effect in a civil court.

⁴⁴ *Perazich (Re)*, B.C. Supreme Court, July 7, 1993, Master Powers, Vernon Registry No. 6239/91

Groupes de travail du Comité consultatif de la faillite et de l'insolvabilité

par Stanley J. Kershman*

La *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (LFI) est entrée en vigueur le 30 novembre 1992. Elle remplace la *Loi sur la faillite*, à laquelle des modifications mineures avaient été apportées en 1966, mais qui n'avait pas vraiment été mise à jour depuis qu'elle avait été adoptée, en 1949.

Le projet de loi C-22 (Loi modifiant la *Loi sur la faillite* et la *Loi de l'impôt sur le revenu* en conséquence) prévoit de soumettre la Loi à un comité de la Chambre des communes, du Sénat ou des deux chambres afin qu'il examine à fond cette loi ainsi que les conséquences de son application en vue de la présentation, dans un délai d'un an à compter du début de l'examen ou tel délai plus long autorisé par la Chambre des communes, d'un rapport au Parlement.

L'examen devrait donc être achevé d'ici 1995.

L'ancien ministère de la Consommation et des Affaires commerciales, actuellement Industrie et Sciences Canada, a mis sur pied le Comité consultatif de la faillite et de l'insolvabilité (CCFI) chargé de transmettre au Comité d'examen parlementaire tous les commentaires émis par les divers organismes canadiens s'intéressant à la question.

* Stanley J. Kershman est avocat principal au cabinet Kershman & Story; il est spécialiste du droit de la faillite et de l'insolvabilité ainsi que des relations débiteur-créanciers. Le Bulletin remercie Me Kershman de sa collaboration spéciale.

Working Groups of the Bankruptcy and Insolvency Advisory Committee

by Stanley J. Kershman*

The *Bankruptcy and Insolvency Act* (BIA) came into force on November 30, 1992. It replaced the *Bankruptcy Act* which, except for minor amendments in 1966, had not been updated since its enactment in 1949.

In Bill C-22 (an Act to amend the *Bankruptcy Act* and to amend the *Income Tax Act* in consequence thereof), provision was made to refer the Act to a Committee of the House of Commons and Senate or of both to undertake a comprehensive review of the provisions and operations of the Act and within one year after the review or such further time as the House of Commons may authorize, submit a report to Parliament.

The review is scheduled to be completed by 1995.

The Bankruptcy and Insolvency Committee (BIAC) was set up by the then department of Consumer and Corporate Affairs Canada now Industry and Science Canada to provide the Parliamentary Review Committee with a broad spectrum of input from various interested organizations across Canada.

* Stanley J. Kershman is a senior lawyer with the law firm of Kershman & Story and practices in the areas of bankruptcy and insolvency law and debtor and creditor's rights. The Insolvency Bulletin wishes to thank Mr. Kershman for his special contribution.

Le CCFI est constitué d'un comité central au sein duquel sont représentés les dix-sept (17) groupes d'intérêts canadiens que voici :

1. Association des directeurs de crédit du Canada
2. Association des banquiers canadiens
3. Association du Barreau canadien
4. Chambre de commerce du Canada
5. Conseil canadien du commerce de détail
6. Barreau du Québec
7. Association des consommateurs du Canada
8. Conseil du patronat du Québec
9. Fédération des ACEF du Québec
10. Institut canadien du crédit
11. Comité mixte des faillites
12. Institut canadien des compagnies immobilières publiques
13. Association canadienne des professionnels de l'insolvabilité
14. Association des manufacturiers canadiens
15. Institut d'insolvabilité du Canada
16. Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
17. Revenu Canada, Impôt.

M^{me} Barb Godin ainsi que MM. David Baird, David Richardson et Yoine Goldstein y siègent également à titre de coprésidents de certains des groupes de travail.

Le CCFI a été établi à titre de forum public pour discuter de la réforme du dossier de l'insolvabilité et définir les priorités à ce chapitre pour les prochaines années et pour amener tous les intervenants à s'entendre sur les recommandations à faire à l'égard des questions posant des problèmes.

Le CCFI s'est réuni pour la première fois le 11 mai 1993 sous la présidence de M^{me} Janet R. Smith, qui était, à l'époque, sous-ministre de l'ancien ministère de la Consommation et des Affaires commerciales. Les participants avaient convenu de créer une série de groupes de travail qui devaient se pencher sur diverses questions.

Les groupes de travail suivants ont donc été établis :

1. Groupe de travail n° 1 — Faillites et propositions de consommateur
2. Groupe de travail n° 2 — Réorganisations commerciales, faillites et mises sous séquestre

BIAC is made up of a Main Committee consisting of seventeen (17) interest groups from across Canada. The members are:

1. Credit Association of Canada
2. Canadian Bankers Association
3. Canadian Bar Association
4. Canadian Chamber of Commerce
5. Retail Council of Canada
6. Barreau du Québec
7. Consumers' Association of Canada
8. Conseil du Patronat du Québec
9. Fédération des ACEF du Québec
10. Credit Institute of Canada
11. Joint Committee on Bankruptcy
12. Canadian Institute of Public Real Estate Companies
13. Canadian Insolvency Practitioners Association
14. Canadian Manufacturers' Association
15. Insolvency Institute of Canada
16. Canadian Federation of Independent Business
17. Revenue Canada, Taxation

Ms. Barb Godin, as well as Messrs. David Baird, David Richardson and Yoine Goldstein are also members as co-chairs of some of the working groups.

The purpose of BIAC is to provide a forum to discuss and determine priorities for insolvency reform for the next several years and to allow for the development of a consensus on policy recommendations in various areas of concern.

BIAC first met on May 11, 1993 and the meeting was chaired by Dr. Janet R. Smith, Deputy Minister, Consumer and Corporate Affairs Canada. At that time it was agreed to set up a series of working groups in order to focus on certain areas.

The working groups are as follows:

1. Working Group # 1 — Consumer Proposals and Bankruptcies;
2. Working Group # 2 — Commercial Reorganizations, Bankruptcies and Receiverships;

-
3. Groupe de travail n° 3 — Faillites internationales
 4. Groupe de travail n° 4 — Faillites de courtier en valeurs mobilières
 5. Groupe de travail n° 5 — Priorités et privilèges
 6. Groupe de travail n° 6 — Questions d'ordre législatif et technique
 7. Groupe de travail n° 7 — Comité mixte des faillites.

Les groupes de travail sont composés de représentants de groupes d'intérêts diversifiés et spécifiques et, au besoin, de ministères provinciaux et fédéraux ainsi que de spécialistes du domaine à l'étude.

Chaque groupe de travail est coprésidé par un représentant d'Industrie et Sciences Canada et un autre, du secteur privé. De cette façon, le processus de consultation est cohérent, la coordination entre les groupes de travail, efficace et la tâche du secrétariat, plus simple.

Les groupes de travail ont une double tâche, à savoir :

1. Aider Industrie et Sciences Canada à surveiller la LFI, dans sa forme actuelle, en vue de suggérer certaines modifications quant à la façon de l'appliquer afin de la rendre plus efficace.
2. À partir de l'orientation stratégique dictée par le CCFI, faire des recherches sur des questions, formuler et évaluer des options d'orientation en vue de modifications et de réformes et présenter des recommandations.

Groupe de travail n° 1 — Faillites et propositions de consommateur

Examen

Le groupe de travail a mis sur pied quatre groupes d'étude, qui se pencheront sur les questions que voici :

1. exemptions;
2. faillites de consommateurs;
3. propositions de consommateur;
4. services de consultation.

3. Working Group # 3 — International Insolvencies;
4. Working Group # 4 — Stockbroker Insolvencies;
5. Working Group # 5 — Priorities and Privileges;
6. Working Group # 6 — Legislative and Technical Issues; and
7. Working Group # 7 — Joint Committee on Bankruptcy.

The membership of the working groups consists of broad based and issue-specific interest groups, experts in the area and, where applicable, provincial and federal government departments.

Each working group has co-chairs, one from industry and Science Canada and one from the private sector. Such a system would ensure continuity in the consultation process, effective co-ordination among working groups and facilitate the secretariat work.

The tasks of the working groups are twofold:

1. To assist Industry and Science Canada in monitoring the current BIA in order to suggest certain modifications to its application thereby enhancing its effectiveness; and
2. On the basis of the strategic direction from BIAC, to research issues, develop and assess policy options for change and reform and to make recommendations.

Working Group # 1 — Consumer Proposals and Bankruptcies

Review

The Working Group has set up four task forces, as follows:

1. Consumer exemptions;
2. Consumer bankruptcies;
3. Consumer proposals; and
4. Consumer counselling.

Le groupe d'étude qui se penchera sur les exemptions tentera de déterminer ce qui ne devrait pas être saisi et de voir si les exemptions sont cohérentes ou s'il faudrait les uniformiser davantage.

Le groupe d'étude sur les propositions de consommateur se penchera sur diverses questions, notamment sur les suivantes :

- a. Les avantages et les inconvénients des propositions de consommateur.
- b. Les incitatifs à déposer une proposition de consommateur plutôt qu'à déclarer faillite.
- c. De quelle façon une proposition de consommateur influe-t-elle sur la cote de solvabilité?
- d. Les exigences actuelles en matière de divulgation de renseignements aux créanciers sont-elles suffisantes?
- e. La rémunération actuelle des administrateurs est-elle adéquate?
- f. La proposition de consommateur devrait-elle s'étendre aux créanciers garantis?

Quant au groupe d'étude sur les faillites de consommateurs, il tentera de répondre aux questions suivantes :

- a. Quelle incidence les cartes de crédit et la facilité d'obtenir du crédit ont-elles sur l'insolvabilité des consommateurs?
- b. Quelle incidence le montant maximal comme condition de libération automatique a-t-il sur la faillite d'un consommateur?
- c. Y a-t-il une solution plus appropriée que celle de l'année de double déclaration?
- d. Dans quelle mesure l'année de double déclaration est-elle efficace lorsque le débiteur est un professionnel?
- e. Sur quels motifs peut-on contester la libération d'un failli?
- f. Quels moyens peut-on utiliser pour décourager les libérations à répétition?
- g. La procédure de libération automatique a-t-elle permis de simplifier la procédure de libération?

Le groupe d'étude sur les services de consultation s'attaquera aux questions suivantes :

1. De quelle façon accroître l'efficacité et la cohérence des services de consultation?

The task force dealing with exemptions will consider what items should be exempt from seizure and whether the exemptions are consistent or whether they should be made more uniform.

The task force dealing with consumer proposals will look at various matters including the following:

- a. The pros and cons of consumer proposals;
- b. The incentives to file a consumer proposal instead of a bankruptcy;
- c. How credit ratings are effected by a consumer proposal;
- d. Whether existing disclosure requirements to creditors are sufficient;
- e. Whether the current administrator remuneration is adequate; and
- f. Whether the consumer proposal should apply to secured creditors.

The task force dealing with consumer bankruptcies will look at a number of issues including the following:

- a. What effect do credit cards and the availability of credit have on consumer insolvency?
- b. What effect does the threshold amount for an automatic discharge have on a consumer bankruptcy?
- c. Is there a better alternative to the dual tax year?
- d. How effective is the dual tax year when the debtor is a professional?
- e. What should be the grounds for opposing a bankrupt's discharge?
- f. How can repeat discharges be deterred?
- g. Has the automatic discharge proceedings streamlined the discharge procedure?

The issues that the task force on counselling will look at include the following:

1. How can counselling be made more effective and consistent.

-
2. À quelles conditions doit-on répondre pour obtenir une licence et quelles sont les normes à cet égard?
 3. Est-il possible de faire de la consultation proactive?
 4. Qui est autorisé à offrir des services de consultation?

Suivi

Pour le groupe de travail, il était important de suivre, sous différents angles, l'avancement de diverses questions. Industrie et Sciences Canada disposera de deux sources de données empiriques pour régler les questions de consommation, sources que voici :

1. système informatique des faillites — sera utilisé pour définir les grandes tendances en matière d'insolvabilité chez les consommateurs;
2. échantillon de dossiers d'insolvabilité — un échantillon sera prélevé dans les dossiers pour établir des profils de débiteurs.

Groupe de travail n° 2 — Réorganisations commerciales, faillites et mises sous séquestre

Le groupe de travail n° 2 axera ses efforts sur les questions liées aux réorganisations commerciales, qui sont regroupées sous les quatre rubriques que voici :

1. les fournisseurs impayés, les propriétaires/baux et la Couronne;
2. la résiliation des contrats à exécution différée;
3. la suspension des procédures et les coûts;
4. les renseignements fournis aux créanciers.

Des groupes d'étude seront mis sur pied pour examiner les questions liées à l'environnement et aux propriétaires/baux.

Groupe de travail n° 3 — Faillites internationales

Le groupe de travail n° 3 a pour mandat de recenser et d'analyser les questions concernant l'insolvabilité

2. What conditions should be met for licensing and standards.
3. Is there a way to make counselling pro-active.
4. Who has the authority to conduct the counselling sessions.

Monitoring

The working group felt that it was important to monitor various matters in relation to various issues. Industry and Science Canada will have two empirical data sources to address consumer issues which are:

1. Bankruptcy Informatics System — This will be used to identify the general trends in consumer insolvency;
2. Sample of insolvency files — A sample of files will be developed to identify the debtor profiles in consumer insolvency.

Working Group # 2 — Commercial Reorganizations, Bankruptcies and Receiverships

Working Group # 2 will focus on a number of commercial reorganization issues which are set out under the following four headings:

1. Unpaid supplier, landlord and tenant and crown issues;
2. Termination of executory contracts;
3. Stays and costs; and
4. Information for Creditors.

Task forces will be established to deal with questions of the environmental issues and landlord and tenant issues.

Working Group # 3 — International Insolvencies

Working Group # 3's mandate is to identify and analyze issues dealing with trans-border insolven-

internationale. À cet égard, il doit examiner les options disponibles et proposer des modifications à apporter aux lois ou aux politiques réglementaires ou administratives. Ses objectifs consistent à :

1. proposer un cadre législatif ou administratif dans lequel les droits des participants sont clairement définis;
2. proposer des moyens de clarifier les règles afin d'augmenter l'efficacité du marché;
3. proposer des moyens d'administrer plus efficacement les cas d'insolvabilité internationale.

Le groupe de travail a décidé d'examiner les questions suivantes :

- a. Quels sont les avantages et les coûts rattachés à la modification du processus trans-frontière?
- b. Quelles sont les options possibles pour la réforme internationale en matière d'insolvabilité?
- c. Reconnaissance des réclamations prioritaires de l'étranger.
- d. Lois comparables et démarches d'autres pays.
- e. Quelle est l'expérience du Canada en ce qui concerne l'insolvabilité d'entreprises ayant des activités dans plusieurs pays?
- f. Comment régler différents types d'insolvabilité?
- g. Quels principes faudrait-il appliquer en ce qui concerne la reconnaissance des représentants étrangers en matière d'insolvabilité?
- h. Questions législatives, techniques et accessoires.

Groupe de travail n^o 4 — Faillites de courtier en valeurs mobilières

Le groupe de travail examinera, entre autres, les définitions de «valeurs mobilières» et de «maison de courtage», ou leurs équivalents, que l'on retrouve dans diverses lois provinciales sur les valeurs mobilières et qui figuraient dans le projet de loi C-17 (*Loi concernant la faillite et l'insolvabilité*), mort au Feuilleton.

Un sous-comité du groupe de travail a été créé et chargé d'examiner, clause par clause, les dispositions du projet de loi C-17 relatives aux faillites de courtiers en valeurs mobilières. Le sous-comité déterminera les secteurs présentant des problèmes et élaborera d'éventuelles solutions.

It will examine available options and prepare advice for legislative reform and/or for regulatory or administrative policy.

The objects for this working group are as follows:

1. To provide advice on legislative or administrative framework policy where rights of participants are clearly defined;
2. To provide advice for certainty of rules for greater market efficiency;
3. To provide advice on how to make the administration of international insolvencies more efficient.

The working group has decided to address the following issues:

- a. What are the benefits and costs of modifying the trans-border insolvency process?
- b. What are the available options for international insolvency reform?
- c. The recognition of foreign priority claims;
- d. Comparative legislation and approaches in other jurisdictions;
- e. What is the Canadian experience with trans-border insolvencies?
- f. How different types of insolvencies are addressed;
- g. What principals should apply to recognition of foreign insolvency representatives;
- h. Legislative, technical and incidental issues.

Working Group # 4 — Stockbrokers Insolvencies

This working group will, among other things, examine the definition of "securities firm" and "security" or the equivalent which is in various provincial securities legislation and which was in Bill C-17, an Act respecting Bankruptcy and Insolvency and which subsequently died.

A subcommittee of the working group has been formed to conduct a clause by clause review of the Bill C-17 provisions regarding stockbroker insolvencies. The subcommittee will identify problem areas and develop possible solutions.

Groupe de travail n° 5 — Priorités et privilèges

Suivi

Le groupe de travail surveillera l'évolution de certains dossiers relatifs à la planification et aux priorités, dossiers que voici :

1. Questionnaire.

La Direction des faillites préparera l'ébauche d'un questionnaire pour recueillir des renseignements, auprès des syndics, sur :

- a. les fournisseurs impayés;
- b. les réclamations de la Couronne.

2. Fournisseurs impayés.

Industrie et Sciences Canada mettra sur pied un comité spécial regroupant des membres des groupes de travail n°s 2 et 5, comité qui sera chargé de coordonner le travail de ces deux groupes dans le dossier des fournisseurs impayés.

Les coprésidents du groupe de travail écriront aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux groupes de transformation des aliments afin de leur demander des données au sujet de l'incidence sur leur industrie de la protection accordée aux fournisseurs impayés.

3. Priorités de la Couronne.

Revenu Canada fournira un document sur les priorités de la Couronne concernant la possibilité de désigner toutes les recettes perçues par des tiers, par exemple la TPS et les taxes des aéroports, comme priorités de la Couronne.

Le gouvernement de l'Ontario fournira un document sur les conséquences, pour les provinces, des nouvelles dispositions relatives aux priorités de la Couronne.

Working Group # 5 — Priorities and Privileges

Monitoring

This group will monitor certain issues dealing with planning and priorities. These issues are as follows:

1. A questionnaire.

The bankruptcy branch will draft a questionnaire to obtain information from the trustee community on:

- a. Unpaid suppliers claims; and
- b. Crown claims.

2. Unpaid Suppliers.

Industry and Science Canada will set up an ad hoc committee between working groups #2 and #5 to discuss co-ordination of the work of the two groups on the unpaid suppliers issue.

The Working Group co-chairs will write to farmers, fisherman and food processor groups to request data on the impact unpaid supplier protection in their industry.

3. Crown Priorities.

Revenue Canada will provide a paper on crown priorities concerning bringing all revenues collected by third parties e.g. GST and airport taxes, under the umbrella of crown priorities.

The Government of Ontario will provide a paper on effects of the new provisions on crown priorities on provinces.

Examen

Le groupe de travail se penchera aussi sur ce qui suit :

1. Les droits des agriculteurs, des pêcheurs et des aquiculteurs à titre de fournisseurs impayés en vertu de l'article 81.2.
2. Devrait-on accorder la même priorité aux réclamations des commissions des accidents du travail qu'à celles de Revenu Canada?
3. Devrait-on accorder la même priorité aux réclamations de taxes dans les localités rurales qu'aux réclamations d'impôts fonciers des municipalités?
4. Les privilèges des consommateurs.
5. Les réclamations des titulaires de droits d'auteur.

Groupe de travail n^o 6 — Questions d'ordre législatif et technique

Voici le plan de travail du groupe de travail :

1. élargir la portée de la LFI pour y inclure d'autres catégories de personnes morales non visées par la Loi;
2. examiner le traitement réservé aux dépôts de couverture exigés dans les transactions concernant des marchandises;
3. évaluer les deux types de licences pour les syndic;
4. revoir l'application du paragraphe 68.1(2) concernant la cession des créances comptables;
5. examiner l'article 44 de la *Loi sur les liquidations (Canada)* qui oblige un liquidateur désigné aux termes de la Loi à déposer les sommes appartenant à une compagnie en liquidation dans une banque à charte;
6. passer en revue les modifications proposées par le Comité consultatif de la faillite et de l'insolvabilité (Comité Colter) en 1986;
7. vérifier la situation des réclamations d'un opposant à la libération d'un failli.

En matière de suivi, la principale tâche du groupe de travail consistera à évaluer l'efficacité et l'à-propos des dispositions de la LFI relatives à l'administration et aux mesures disciplinaires ainsi que des aspects qui ne sont pas examinés par les autres groupes de travail.

Review

This working group will also look at the following issues:

1. The unpaid suppliers' rights of farmers, fisherman and aquaculturists under section 81.2;
2. Whether *Worker's Compensation Board* claims should have the same priority as Revenue Canada claims;
3. Whether rural area tax claims should have the same priority as municipal property tax claims;
4. Consumer liens;
5. Copyright holder claims.

Working Group # 6 — Legislative/Technical Issues

This working group will consider the following issues:

1. Extending the BIA coverage to other entities not covered under the *Act*;
2. The treatment of margin deposits in commodities transactions;
3. Dual licensing for trustees;
4. Section 68.1(2) of BIA dealing with assignment of book debts;
5. Section 44 of the *Winding-Up Act (Canada)* requiring a liquidator under that *Act* to deposit money of a company in liquidation in a chartered bank;
6. Amendments proposed by the Advisory Committee on Bankruptcy and Insolvency (Colter Committee) in 1986;
7. Status of claims of an objector to bankrupt's discharge for his costs.

This working groups' main monitoring task would be to assess the effectiveness and adequacy of the administrative and disciplinary provisions in the BIA and of other provisions not covered by other working groups.

Groupe de travail n° 7 — Comité mixte des faillites

Le Comité mixte des faillites (CMF) sert de structure formelle aux échanges d'information entre le bureau du Surintendant et les représentants des syndicats sur des questions d'intérêt commun concernant l'administration des actifs.

Le groupe de travail a pour mandat :

1. d'élaborer et de contrôler les instructions du Surintendant;
2. d'énoncer, en collaboration avec les syndicats et autres intervenants, des recommandations qui seront transmises au Surintendant en vue de l'élaboration d'un code de déontologie et déterminer la mesure dans laquelle on respecte ledit code et faire des recommandations visant à améliorer la situation;
3. d'analyser et de réviser les règlements et formulaires découlant de la Loi en vue de les simplifier et de favoriser le fonctionnement efficace du régime d'insolvabilité;
4. d'analyser et de réviser les instructions sur les consultations et déterminer la mesure dans laquelle on respecte les instructions et, au besoin, faire des recommandations visant à améliorer la situation; également, d'examiner de quelle façon les consultations aident les débiteurs/faillits à se réhabiliter.

Le mandat du CCFI est diversifié et ambitieux et ses conséquences ont une portée considérable. Le CCFI espère être en mesure de présenter au Parlement un rapport qui témoignera fidèlement de l'opinion de toutes les parties intéressées et tous les intervenants dans le domaine.

Working Group # 7 — Joint Committee on Bankruptcy

The purpose of the Joint Committee on Bankruptcy (J.C.B.) is to provide a formal structure for information sharing between the Office of the Superintendent and representatives from the trustee community on matters of mutual concern regarding estate administration. This working group will deal with the following issues:

1. The development and monitoring of the Superintendent's directives;
2. To develop in consultation with the trustee community and other interested parties, recommendations to the Superintendent on a code of ethics and to review compliance with the code of ethics and to make recommendations regarding measures to improve compliance;
3. To review and revise the rules and forms under the BIA with a view to simplifying them and to promote an efficient operation of the insolvency system;
4. To review and revise the Directive on counselling and to review the compliance with the Directive and make recommendations regarding measures to improve compliance if needed as well as to examine how counselling contributes to the rehabilitation of debtors/bankrupts.

The BIAC has a very wide-ranging and ambitious mandate with far reaching implications. The Committee hopes to provide a report to Parliament which fully expresses the views of all of interested groups and others.

STATISTIQUES - STATISTICS

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES
BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

FAILLITES

Avril 1993 & 1992

BANKRUPTCIES

April 1993 & 1992

	Mois Courant Current Month			Cumul pour l'année Yearly to date				
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total	Année précédente Previous Year	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total	Année précédente Previous Year
T.-N./Nfld.	51	10	61	(80)	179	51	230	(292)
N.-É./N.S.	140	48	188	(234)	504	240	744	(988)
I.P.-É./P.E.I.	5	1	6	(15)	17	8	25	(29)
N.-B./N.B.	40	14	54	(79)	145	75	220	(281)
Québec	1,341	345	1,686	(1,805)	5,591	1,604	7,195	(7,714)
Ontario	2,014	353	2,367	(2,725)	8,067	1,512	9,579	(11,083)
Manitoba	203	21	224	(234)	858	101	959	(968)
Saskatchewan	134	50	184	(193)	465	173	638	(795)
Alberta	444	124	568	(575)	1,943	500	2,443	(2,545)
C.-B./B.C.	358	81	439	(513)	1,416	328	1,744	(2,171)
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	(2)	7	2	9	(9)
Yukon	0	0	0	(0)	0	0	0	(0)
Canada	4,730	1,047	5,777	(6,455)	19,192	4,594	23,786	(26,875)

PROPOSITIONS

Avril 1993

PROPOSALS

April 1993

	Mois courant Current month			Cumul pour l'année Yearly to date		
	* Div I	Div II (Cons.)	Total	* Div I	Div II (Cons.)	Total
T.-N./Nfld.	2	1	3	5	4	9
N.-É./N.S.	3	3	6	6	18	24
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	1	0	1
N.-B./N.B.	0	0	0	2	0	2
Québec	38	24	62	100	96	196
Ontario	15	96	111	35	398	433
Manitoba	1	7	8	7	26	33
Saskatchewan	1	3	4	7	16	23
Alberta	9	18	27	13	60	73
C.-B./B.C.	5	2	7	20	11	31
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	1	0	1
Yukon	0	0	0	0	0	0
Canada	74	154	228	197	629	826

* Inklus les Avis d'intention
* Includes Notices of Intention

MISES SOUS SÉQUESTRES

Avril 1993

RECEIVERSHIPS

April 1993

	Mois courant — Current month		Total	Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Privée Private	Cour Court		Privée Private	Cour Court	Total
T.-N./Nfld.	2	0	2	2	0	2
N.-É./N.S.	9	0	9	24	0	24
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	2	0	2
N.-B./N.B.	1	1	2	4	1	5
Québec	21	0	21	37	1	38
Ontario	75	1	76	172	8	180
Manitoba	4	0	4	9	1	10
Saskatchewan	8	1	9	13	2	15
Alberta	18	4	22	49	11	60
C.-B./B.C.	19	1	20	32	8	40
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	0	0	0
Yukon	0	0	0	0	0	0
Canada	157	8	165	344	32	376

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	55	9,739,590	186	39,182,777
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	5	187,678	34	11,816,003
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	9	480,565	31	3,377,425
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	4	2,706,991	21	35,538,433
Industries manufacturières Manufacturing industries	83	68,790,371	372	267,044,976
Industries de la construction Construction industries.....	137	84,502,592	645	203,655,690
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries	49	6,732,408	258	63,875,609
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	12	659,798	44	6,069,220
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	67	19,608,777	293	162,968,990
Industries du commerce de détail Retail trade industries	234	38,695,477	1,098	265,714,395
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	9	4,996,882	45	25,286,791
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	36	40,607,650	155	195,033,736
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	72	33,818,481	325	125,575,943
Industries des services gouvernementaux Government service industries	3	691,840	10	1,154,554
Industries des services d'enseignement Educational service industries	2	93,666	12	1,044,071
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	26	11,859,259	74	60,329,630
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	137	23,461,068	567	134,243,811
Autres industries de services Other service industries	107	42,081,156	424	155,689,816
Total	1,047	389,714,249	4,594	1,757,601,870

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes				
Agriculture & related service industries	2	254,674	6	571,285
Industries de la pêche et du piégeage				
Fishing & Trapping industries	0	0	0	0
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers				
Logging & Forestry industries	1	303,785	1	303,785
Industries des mines, carrières et puits de pétrole				
Mining, quarrying & oil well industries	3	952,656	5	1,684,882
Industries manufacturières				
Manufacturing industries	21	64,634,589	71	100,932,394
Industries de la construction				
Construction industries.....	18	46,410,090	49	257,509,453
Industries du transport et de l'entreposage				
Transportation & storage industries.....	3	0	19	17,284,746
Industries des communications et des services publics				
Communication & other utility industries	1	0	1	0
Industries du commerce de gros				
Wholesale trade industries.....	7	19,776,020	46	34,295,632
Industries du commerce de détail				
Retail trade industries	31	126,683,781	121	149,939,621
Industries des intermédiaires financiers et des assurances				
Finance & Insurance industries	1	649,053	10	58,544,466
Industries services immobiliers et agences d'assurances				
Real estate operations & insurance agencies industries ...	17	42,923,010	46	300,577,946
Industries des services aux entreprises				
Business service industries.....	7	158,569	37	88,227,435
Industries des services gouvernementaux				
Government service industries	0	0	5	396,800
Industries des services d'enseignement				
Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux				
Health & social service industries.....	3	102,180	13	245,244,512
Industries de l'hébergement et de la restauration				
Accommodation food & beverage service industries	18	11,906,971	59	162,955,919
Autres industries de services				
Other service industries	6	657,625	34	355,538,864
Total	139	315,413,003	523	1,774,007,740

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
T.-N./NFLD.							
ST-JOHN'S	14	3	0	0	17	333,847	638,128
AUTRES/OTHERS	37	7	2	1	47	1,019,915	2,596,422
TOTAL	51	10	2	1	64	1,353,762	3,234,550
N.-É./N.S.							
HALIFAX	48	18	1	0	67	1,314,475	2,904,695
SYDNEY	21	4	0	2	27	1,702,600	2,498,110
SYDNEY MINES	1	0	0	0	1	5,200	15,650
AUTRES/OTHERS	70	26	2	1	99	4,649,706	7,039,624
TOTAL	140	48	3	3	194	7,671,981	12,458,079
P.-É./P.E.I.							
CHARLOTTETOWN	2	0	0	0	2	7,693	19,856
AUTRES/OTHERS	3	1	0	0	4	65,732	165,052
TOTAL	5	1	0	0	6	73,425	184,908
N.-B./N.B.							
FREDERICTON	4	2	0	0	6	178,100	351,257
MONCTON	2	1	0	0	3	230,020	601,797
SAINT-JOHN	6	0	0	0	6	51,470	127,079
AUTRES/OTHERS	28	11	0	0	39	5,534,858	6,504,017
TOTAL	40	14	0	0	54	5,994,448	7,584,150
QUÉBEC							
BAIE-COMEAU	2	0	0	0	2	12,600	35,450
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	17	10	0	1	28	827,352	3,875,177
DRUMMONDVILLE	8	1	0	0	9	172,600	359,535
GRANBY	15	2	0	0	17	109,951	467,606
HULL/GATINEAU/AYLMER	90	4	2	4	100	2,204,513	3,606,456
MONTRÉAL	588	148	16	7	759	27,806,719	88,489,102
QUÉBEC	108	15	5	3	131	4,017,923	10,473,079
RIMOUSKI	7	1	1	0	9	276,592	878,139
ROUYN	6	1	0	0	7	348,610	867,047
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	7	3	0	0	10	1,386,900	2,215,058
SHAWINIGAN	4	5	0	0	9	329,128	583,432
SHERBROOKE	22	9	0	0	31	1,134,091	2,430,389
SOREL	6	2	0	0	8	102,655	837,600
ST-HYACINTHE	2	2	0	0	4	3,550	143,697
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	12	2	0	0	14	155,406	238,817
ST-JERÔME	8	0	0	0	8	7,525	172,960
THETFORD MINES	4	0	0	0	4	23,000	87,766
TROIS-RIVIÈRES	21	9	0	0	30	12,429,323	18,027,474
VICTORIAVILLE	5	6	1	0	12	358,172	1,054,738
AUTRES/OTHERS	409	125	13	9	556	28,927,974	81,569,232
TOTAL	1,341	345	38	24	1,748	80,634,584	216,412,754

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
ONTARIO							
BARRIE	26	1	0	0	27	1,227,795	1,868,792
BELLEVILLE	13	1	0	1	15	1,293,903	9,807,290
BRANTFORD	15	0	0	0	15	221,467	653,572
BROCKVILLE	1	0	0	0	1	101,730	100,204
CHATHAM	5	1	0	0	6	111,468	248,147
CORNWALL	10	0	0	0	10	155,750	261,714
GUELPH	8	1	0	2	11	1,537,143	3,726,549
HAMILTON	134	18	0	1	153	6,474,343	12,070,690
KINGSTON	23	1	0	6	30	1,055,550	2,624,524
KITCHENER	62	13	0	3	78	3,678,364	6,344,068
LONDON	56	13	1	6	76	2,749,671	5,392,263
MIDLAND	3	0	0	0	3	3,000	76,000
NORTH BAY	12	1	0	0	13	143,008	282,803
ORILLIA	8	2	0	0	10	209,901	2,065,164
OSHAWA	62	8	1	2	73	4,150,410	5,391,472
OTTAWA	98	14	0	6	118	2,925,167	14,394,491
OWEN SOUND	3	1	0	0	4	107,401	188,187
PETERBOROUGH	28	8	0	0	36	1,014,895	2,428,983
SARNIA	11	0	0	2	13	101,851	237,602
SAULT-STE-MARIE	22	4	0	2	28	944,955	1,510,267
ST-CATHARINES/NIAGARA	64	8	0	3	75	3,164,295	4,889,237
STRATFORD	11	2	0	0	13	571,134	1,293,144
SUDBURY	25	2	2	0	29	482,336	965,742
THUNDER BAY	13	1	0	0	14	140,035	918,592
TORONTO	836	148	8	35	1,027	85,228,853	257,054,936
TRENTON	9	0	0	0	9	14,151	139,871
WINDSOR	32	5	0	3	40	637,570	1,451,867
AUTRES/OTHERS	424	100	3	24	551	28,821,410	72,832,776
TOTAL	2,014	353	15	96	2,478	147,267,556	409,218,947
MANITOBA							
WINNIPEG	140	10	1	5	156	3,178,867	6,814,943
AUTRES/OTHERS	63	11	0	2	76	2,245,155	4,850,066
TOTAL	203	21	1	7	232	5,424,022	11,665,009
SASKATCHEWAN							
MOOSE JAW	6	4	0	0	10	591,686	857,430
PRINCE ALBERT	1	2	0	0	3	223,265	334,511
REGINA	38	3	1	1	43	1,758,246	2,900,270
SASKATOON	47	4	0	2	53	1,158,099	1,900,369
AUTRES/OTHERS	42	37	0	0	79	5,767,336	9,989,359
TOTAL	134	50	1	3	188	9,498,632	15,981,939

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN AVRIL 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN APRIL 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
ALBERTA							
CALGARY	171	43	5	9	228	7,661,828	12,642,249
EDMONTON	152	29	3	4	188	6,653,560	16,063,398
MEDICINE HAT	5	2	0	0	7	134,458	237,204
AUTRES/OTHERS	116	50	1	5	172	7,665,474	11,077,355
TOTAL	444	124	9	18	595	22,115,320	40,020,206
C.-B./B.C.							
CHILLIWACK	8	1	0	0	9	26,505	220,186
COURTENAY	3	0	0	0	3	13,595	46,815
KAMLOOPS	11	0	0	0	11	63,103	306,662
KELOWNA	15	9	0	0	24	623,339	1,444,558
NANAIMO	8	0	0	0	8	76,645	308,749
PRINCE-GEORGE	12	2	0	0	14	480,425	1,048,442
TERRACE	3	2	0	0	5	20,580	110,168
VANCOUVER	176	38	2	0	216	6,500,272	24,140,728
VERNON	7	1	0	0	8	38,800	249,464
VICTORIA	32	9	0	2	43	136,892	1,376,373
AUTRES/OTHERS	83	19	3	0	105	3,306,948	8,401,828
TOTAL	358	81	5	2	446	11,287,104	37,653,973
T.N.-O./N.W.T.							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
YUKON							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
CANADA							
TOTAL	4,730	1,047	74	154	6,005	291,320,834	754,414,515

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois d'avril 1993

Provinces participantes

Report for the month of
April 1993

Participating Provinces

	Colombie- Britannique — British Columbia	Alberta — Alberta	Saskatchewan — Saskatchewan	Manitoba — Manitoba	Nouvelle-Écosse — Nova Scotia	Ile du Prince- Édouard — Prince Edward Island	Total
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	N/A	17	9	20	39	2	87
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	N/A	165,066.16	50,121.85	87,379.46	391,663.00	26,003.50	720,233.97
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	N/A	295,710.51	105,444.02	77,480.77	370,747.00	2,500.00	851,882.30
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	N/A	18	0	0	58	2	78
Total number of terminations and defaults during the month							

STATISTIQUES - STATISTICS

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES
BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

FAILLITES

BANKRUPTCIES

Mai 1993 & 1992

May 1993 & 1992

	Mois Courant Current Month			Année précédente Previous Year	Cumul pour l'année Yearly to date			Année précédente Previous Year
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total		Consommateur Consumer	Affaire Business	Total	
T.-N./Nfld.	37	5	42	(62)	216	58	274	(355)
N.-É./N.S.	164	43	207	(249)	668	283	951	(1,236)
I.P.-É./P.E.I.	6	6	12	(9)	23	14	37	(38)
N.-B./N.B.	47	17	64	(62)	192	92	284	(344)
Québec	1,197	344	1,541	(1,602)	6,789	1,981	8,770	(9,332)
Ontario	1,893	309	2,202	(2,476)	9,963	1,825	11,788	(13,572)
Manitoba	198	20	218	(230)	1,055	121	1,176	(1,198)
Saskatchewan	98	27	125	(178)	563	201	764	(973)
Alberta	447	110	557	(599)	2,390	612	3,002	(3,146)
C.-B./B.C.	324	64	388	(500)	1,741	393	2,134	(2,673)
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	(1)	7	2	9	(10)
Yukon	0	0	0	(0)	0	0	0	(0)
Canada	4,411	945	5,356	(5,968)	23,607	5,582	29,189	(32,877)

PROPOSITIONS

PROPOSALS

Mai 1993

May 1993

	Mois courant Current month			Total	Cumul pour l'année Yearly to date		
	* Div I	Div II (Cons.)			* Div I	Div II (Cons.)	Total
T.-N./Nfld.	0	3	3	4	7	11	
N.-É./N.S.	4	1	5	10	19	29	
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	1	0	1	
N.-B./N.B.	1	1	2	3	1	4	
Québec	30	16	46	106	111	217	
Ontario	12	94	106	44	489	533	
Manitoba	1	8	9	6	35	41	
Saskatchewan	3	9	12	10	25	35	
Alberta	4	25	29	16	84	100	
C.-B./B.C.	4	3	7	25	13	38	
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	1	0	1	
Yukon	0	0	0	0	0	0	
Canada	59	160	219	226	784	1,010	

* Inclus les Avis d'intention
* Includes Notices of Intention

MISES SOUS SÉQUESTRES

RECEIVERSHIPS

Mai 1993

May 1993

	Mois courant — Current month			Cumul pour l'année — Yearly to date		
	Privée Private	Cour Court	Total	Privée Private	Cour Court	Total
T.-N./Nfld.	3	0	3	10	0	10
N.-É./N.S.	6	0	6	38	0	38
I.P.-É./P.E.I.	1	0	1	4	0	4
N.-B./N.B.	1	0	1	8	1	9
Québec	26	0	26	88	1	89
Ontario	80	7	87	320	18	338
Manitoba	3	0	3	14	1	15
Saskatchewan	11	1	12	27	3	30
Alberta	12	2	14	84	16	100
C.-B./B.C.	8	2	10	45	11	56
T.N.-O./N.W.T.	5	0	5	5	0	5
Yukon	0	0	0	0	0	0
Canada	156	12	168	643	51	694

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	30	5,797,916	217	44,981,694
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	6	2,269,426	41	14,105,429
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	6	115,895	38	3,494,321
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	4	62,549,763	25	98,088,196
Industries manufacturières Manufacturing industries	71	25,178,136	450	399,783,050
Industries de la construction Construction industries.....	149	36,076,591	798	243,588,827
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	38	8,169,259	297	147,253,644
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	9	547,884	53	6,554,710
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	66	16,844,899	363	182,284,393
Industries du commerce de détail Retail trade industries	199	44,658,406	1,300	311,094,995
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	8	9,980,878	53	49,881,967
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	33	11,485,385	191	211,967,759
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	77	64,699,743	410	195,431,941
Industries des services gouvernementaux Government service industries	1	40,450	12	1,320,639
Industries des services d'enseignement Educational service industries	5	2,420,314	17	3,464,385
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	15	7,552,778	89	67,882,408
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	118	24,619,573	689	159,647,841
Autres industries de services Other service industries	110	32,243,158	539	195,368,742
Total	945	355,250,454	5,582	2,336,194,941

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	2	74,674,133	8	75,245,418
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	1	400,000	1	400,000
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	1	63,782	2	367,567
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	0	0	5	1,684,882
Industries manufacturières Manufacturing industries	20	14,564,535	92	116,152,932
Industries de la construction Construction industries.....	7	4,672,082	56	262,181,535
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	2	227,085	21	17,511,831
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	2	1,576,165	3	1,576,165
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	19	196,931,890,895	65	196,966,186,527
Industries du commerce de détail Retail trade industries	33	168,091,595	155	318,940,926
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	11	23,343,169	21	81,887,635
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	21	207,083,336	67	507,661,282
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	9	13,680,314	46	101,907,749
Industries des services gouvernementaux Government service industries	0	0	5	396,800
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	1	91,981	14	245,336,493
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	26	9,001,484	85	171,957,403
Autres industries de services Other service industries	13	9,718,437	48	365,354,792
Total	168	197,459,078,993	694	199,234,749,937

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
T.-N./NFLD.							
ST-JOHN'S	16	1	0	3	20	1,306,285	1,614,753
AUTRES/OTHERS	21	4	0	0	25	577,131	1,181,181
TOTAL	37	5	0	3	45	1,883,416	2,795,934
N.-É./N.S.							
HALIFAX	74	18	1	0	93	3,201,297	16,049,357
SYDNEY	26	1	0	0	27	496,456	565,926
SYDNEY MINES	3	1	0	0	4	8,200	86,384
AUTRES/OTHERS	61	23	3	1	88	3,662,350	6,603,566
TOTAL	164	43	4	1	212	7,368,303	23,305,233
P.-É./P.E.I.							
CHARLOTTETOWN	1	3	0	0	4	97,725	418,329
AUTRES/OTHERS	5	3	0	0	8	265,625	983,509
TOTAL	6	6	0	0	12	363,350	1,401,838
N.-B./N.B.							
FREDERICTON	6	4	0	0	10	195,207	2,786,159
MONCTON	6	4	0	1	11	366,091	836,856
SAINT-JOHN	8	0	0	0	8	33,125	98,849
AUTRES/OTHERS	27	9	1	0	37	2,598,192	4,005,641
TOTAL	47	17	1	1	66	3,192,615	7,727,505
QUÉBEC							
BAIE-COMEAU	0	1	3	0	4	26,000	109,806
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	14	9	0	1	24	688,520	1,249,782
DRUMMONDVILLE	5	3	0	1	9	84,200	231,050
GRANBY	8	5	0	0	13	146,950	826,349
HULL/GATINEAU/AYLMER	85	14	0	0	99	2,561,179	5,744,849
MONTRÉAL	529	145	10	5	689	21,299,775	60,746,931
QUÉBEC	92	27	11	3	133	3,099,064	7,958,183
RIMOUSKI	11	5	0	0	16	375,767	553,256
ROUYN	12	2	0	0	14	457,650	1,251,866
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	6	2	0	0	8	381,225	701,175
SHAWINIGAN	6	5	0	0	11	582,537	790,955
SHERBROOKE	13	7	0	0	20	2,618,361	3,270,584
SOREL	3	1	0	0	4	2,300	213,071
ST-HYACINTHE	7	1	0	0	8	3,375	214,619
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	9	5	2	0	16	1,479,677	5,355,387
ST-JÉRÔME	18	0	0	0	18	51,021	444,347
THETFORD MINES	1	1	0	0	2	550	26,443
TROIS-RIVIÈRES	17	3	1	3	24	387,720	1,277,308
VICTORIAVILLE	4	3	0	0	7	380,661	11,794,402
AUTRES/OTHERS	357	105	3	3	468	135,295,886	37,743,401
TOTAL	1,197	344	30	16	1,587	169,922,418	140,503,764

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
ONTARIO							
BARRIE	38	5	0	0	43	1,196,916	8,665,436
BELLEVILLE	17	1	0	0	18	311,385	1,115,731
BRANTFORD	15	6	0	1	22	448,312	1,678,469
BROCKVILLE	4	1	0	0	5	11,050	130,250
CHATHAM	5	1	0	0	6	90,174	337,594
CORNWALL	11	0	0	1	12	700,650	1,240,690
GUELPH	18	3	0	0	21	1,530,322	1,984,011
HAMILTON	131	16	1	9	157	12,759,264	28,524,238
KINGSTON	25	0	0	14	39	771,430	1,476,907
KITCHENER	67	10	0	2	79	3,911,082	7,130,986
LONDON	65	6	0	9	80	1,433,473	3,196,875
MIDLAND	6	1	0	0	7	251,015	325,067
NORTH BAY	14	1	0	1	16	317,650	533,629
ORILLIA	12	4	0	0	16	1,125,300	1,237,307
OSHAWA	62	3	0	7	72	2,993,133	3,916,002
OTTAWA	95	23	0	8	126	4,024,004	9,569,330
OWEN SOUND	0	0	0	0	0	0	0
PETERBOROUGH	36	5	0	0	41	4,519,476	5,172,298
SARNIA	7	3	1	2	13	323,154	598,613
SAULT-STE-MARIE	20	1	0	0	21	87,350	628,731
ST-CATHARINES/NIAGARA	51	1	0	3	55	2,564,431	3,895,608
STRATFORD	2	1	0	0	3	22,219	50,781
SUDBURY	26	5	0	0	31	1,909,577	1,510,263
THUNDER BAY	3	3	0	0	6	3,739,676	5,823,405
TORONTO	702	102	10	13	827	48,147,383	151,182,921
TRENTON	3	1	0	0	4	78,601	234,572
WINDSOR	27	2	0	2	31	645,447	1,164,747
AUTRES/OTHERS	431	104	0	22	557	27,909,090	55,012,281
TOTAL	1,893	309	12	94	2,308	121,821,564	296,336,742
MANITOBA							
WINNIPEG	146	9	1	7	163	12,525,253	13,326,362
AUTRES/OTHERS	52	11	0	1	64	4,707,128	6,054,188
TOTAL	198	20	1	8	227	17,232,381	19,380,550
SASKATCHEWAN							
MOOSE JAW	2	1	0	2	5	449,043	452,371
PRINCE ALBERT	2	1	0	0	3	139,015	516,395
REGINA	32	3	2	0	37	1,639,118	2,073,505
SASKATOON	33	5	0	4	42	1,584,282	3,295,968
AUTRES/OTHERS	29	17	1	3	50	2,534,623	3,912,356
TOTAL	98	27	3	9	137	6,346,081	10,250,595

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN MAI 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN MAY 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
ALBERTA							
CALGARY	197	30	2	17	246	40,177,753	72,722,036
EDMONTON	113	23	0	3	139	3,896,641	9,150,883
MEDICINE HAT	16	2	0	0	18	534,144	1,044,990
AUTRES/OTHERS	121	55	2	5	183	8,324,426	14,325,728
TOTAL	447	110	4	25	586	52,932,964	97,243,637
C.-B./B.C.							
CHILLIWACK	4	2	0	0	6	6,800	164,646
COURTENAY	4	1	0	0	5	16,830	87,510
KAMLOOPS	6	1	0	0	7	19,905	185,301
KELOWNA	15	4	0	1	20	144,869	740,666
NANAIMO	6	1	0	0	7	54,151	175,364
PRINCE-GEORGE	11	2	0	0	13	197,855	390,539
TERRACE	1	0	0	0	1	4,930	39,537
VANCOUVER	182	29	0	0	211	2,768,459	13,956,625
VERNON	3	0	0	0	3	4,840	41,563
VICTORIA	28	5	0	2	35	1,069,477	1,860,873
AUTRES/OTHERS	64	19	4	0	87	1,169,982	7,683,193
TOTAL	324	64	4	3	395	5,458,098	25,325,817
T.N.-O./N.W.T.							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
YUKON							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
CANADA							
TOTAL	4,411	945	59	160	5,575	386,521,190	624,271,615

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de mai 1993

Provinces participantes

Report for the month of
May 1993

Participating Provinces

	Colombie- Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince- Édouard	Total
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	88	14	2	12	39	3	158
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	455,813.00	152,992.23	80,244.99	172,357.00	404,214.00	39,154.62	1,304,775.84
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	798,849.00	Ø	106.38	98,785.10	449,884.00	20,840.93	1,368,465.41
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	94	22	0	8	53	3	180
Total number of terminations and defaults during the month							

STATISTIQUES - STATISTICS

GENRE DE FAILLITES ET DONNÉES CUMULATIVES
BANKRUPTCIES BY TYPE AND CUMULATIVE FIGURES

FAILLITES

Juin 1993 & 1992

BANKRUPTCIES

June 1993 & 1992

	Mois Courant Current Month			Année précédente Previous Year	Cumul pour l'année Yearly to date			Année précédente Previous Year
	Consommateur Consumer	Affaire Business	Total		Consommateur Consumer	Affaire Business	Total	
T.-N./Nfld.	56	11	67	(89)	272	69	341	(444)
N.-É./N.S.	150	48	198	(257)	818	331	1,149	(1,493)
I.P.-É./P.E.I.	4	0	4	(9)	27	14	41	(47)
N.-B./N.B.	43	13	56	(95)	235	105	340	(438)
Québec	1,153	354	1,507	(1,781)	7,938	2,377	10,315	(11,147)
Ontario	2,035	326	2,361	(2,768)	12,011	2,163	14,174	(16,369)
Manitoba	214	18	232	(276)	1,268	140	1,408	(1,475)
Saskatchewan	117	30	147	(200)	679	233	912	(1,174)
Alberta	465	111	576	(699)	2,856	725	3,581	(3,845)
C.-B./B.C.	430	87	517	(557)	2,171	481	2,652	(3,234)
T.N.-O./N.W.T.	1	0	1	(2)	8	2	10	(12)
Yukon	0	0	0	(0)	0	0	0	(0)
Canada	4,668	998	5,666	(6,733)	28,283	6,640	34,923	(39,678)

PROPOSITIONS

Juin 1993

PROPOSALS

June 1993

	Mois courant Current month			Total	Cumul pour l'année Yearly to date		
	* Div I	Div II (Cons.)			* Div I	Div II (Cons.)	Total
T.-N./Nfld.	1	1	2	5	8	13	
N.-É./N.S.	1	10	11	11	29	40	
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	1	0	1	
N.-B./N.B.	1	0	1	4	1	5	
Québec	35	13	48	110	118	228	
Ontario	13	113	126	50	600	650	
Manitoba	0	9	9	5	44	49	
Saskatchewan	2	1	3	10	26	36	
Alberta	2	24	26	14	108	122	
C.-B./B.C.	3	6	9	27	19	46	
T.N.-O./N.W.T.	0	1	1	1	1	2	
Yukon	0	0	0	0	0	0	
Canada	58	178	236	238	954	1,192	

* Inklus les Avis d'intention
* Includes Notices of Intention

MISES SOUS SÉQUESTRES

Jun 1993

RECEIVERSHIPS

June 1993

	Mois courant — Current month		Total	Cumul pour l'année — Yearly to date		Total
	Privée Private	Cour Court		Privée Private	Cour Court	
T.-N./Nfld.	3	0	3	13	0	13
N.-É./N.S.	8	0	8	47	0	47
I.P.-É./P.E.I.	0	0	0	4	0	4
N.-B./N.B.	1	0	1	9	1	10
Québec	16	1	17	110	2	112
Ontario	107	2	109	429	20	449
Manitoba	6	0	6	19	1	20
Saskatchewan	4	0	4	31	3	34
Alberta	6	4	10	90	20	110
C.-B./B.C.	11	2	13	56	13	69
T.N.-O./N.W.T.	0	0	0	5	0	5
Yukon	0	0	0	0	0	0
Canada	162	9	171	813	60	873

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$	Nombre Number	Passif* Liabilities* \$
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	28	4,519,996	246	49,674,827
Industries de la pêche et du piégeage Fishing & Trapping industries	6	258,268	47	14,363,697
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	3	158,292	41	3,652,613
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	5	1,360,104	31	99,899,011
Industries manufacturières Manufacturing industries	75	36,313,949	532	371,587,322
Industries de la construction Construction industries.....	127	24,418,363	926	269,033,440
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	60	5,280,424	364	175,518,873
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	7	483,769	61	7,076,572
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	75	25,388,378	439	212,010,435
Industries du commerce de détail Retail trade industries	234	43,508,013	1,547	367,640,582
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	18	26,791,069	73	76,675,038
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	31	25,996,974	226	257,146,103
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	90	21,683,143	504	226,364,555
Industries des services gouvernementaux Government service industries	1	112,950	13	1,433,589
Industries des services d'enseignement Educational service industries	1	139,016	18	3,603,401
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	13	4,118,278	102	72,000,686
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	131	47,091,913	831	217,844,774
Autres industries de services Other service industries	93	109,764,403	639	307,419,150
Total	998	377,387,302	6,640	2,732,944,668

* Tel que déclaré par les débiteurs
* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

* As declared by Debtors
* As per SIC major groups (1980)

	Mois Courant Current Month		Cumul pour l'année Yearly to Date	
	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets	Nombre Number	Actifs garantis Secured assets
CANADA				
Industries agricoles et de services connexes Agriculture & related service industries	1	124,787	9	75,370,205
Industries de la pêche et du piègeage Fishing & Trapping industries	0	0	1	400,000
Industries de l'exploitation forestière et services forestiers Logging & Forestry industries	0	0	2	367,567
Industries des mines, carrières et puits de pétrole Mining, quarrying & oil well industries	2	71,039	7	1,755,921
Industries manufacturières Manufacturing industries	24	44,651,779	118	161,962,472
Industries de la construction Construction industries.....	15	57,314,153	70	319,587,927
Industries du transport et de l'entreposage Transportation & storage industries.....	6	36,906,477	27	54,418,308
Industries des communications et des services publics Communication & other utility industries	1	50,316	4	1,626,481
Industries du commerce de gros Wholesale trade industries.....	14	5,900,156	80	113,407,861
Industries du commerce de détail Retail trade industries	23	5,402,646	179	326,427,545
Industries des intermédiaires financiers et des assurances Finance & Insurance industries	12	13,340,489	33	95,228,124
Industries services immobiliers et agences d'assurances Real estate operations & insurance agencies industries ...	31	156,193,115	98	663,854,397
Industries des services aux entreprises Business service industries.....	5	12,753,980	49	114,411,729
Industries des services gouvernementaux Government service industries	1	18,999	6	415,799
Industries des services d'enseignement Educational service industries	0	0	0	0
Industries des services de soins santé et services sociaux Health & social service industries.....	1	1,219,645	15	246,556,138
Industries de l'hébergement et de la restauration Accommodation food & beverage service industries	23	19,208,277	110	197,066,628
Autres industries de services Other service industries	12	6,231,519	60	371,747,949
Total	171	359,387,377	868	2,744,605,051

* Tel que déclaré par les débiteurs

* Selon les groupes principaux du CAF (1980)

** Pour mai, aurait dû être 431 288 95\$ et le cumulatif 1 074 243 72\$

* As declared by Debtors

* As per SIC major groups (1980)

** For the month of May, should have been \$43,128,895 and year to date \$107,424,372

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
N.-N./NFLD.							
ST-JOHN'S	20	4	0	0	24	652,785	1,177,117
AUTRES/OTHERS	36	7	1	1	45	1,358,711	2,206,042
TOTAL	56	11	1	1	69	2,011,496	3,383,159
N.-É./N.S.							
HALIFAX	65	17	1	5	88	3,976,610	8,099,095
SYDNEY	15	3	0	2	20	329,650	546,821
SYDNEY MINES	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES/OTHERS	70	28	0	3	101	2,846,425	4,685,263
TOTAL	150	48	1	10	209	7,152,685	13,331,179
P.-É./P.E.I.							
CHARLOTTETOWN	1	0	0	0	1	1,960	76,821
AUTRES/OTHERS	3	0	0	0	3	24,950	75,113
TOTAL	4	0	0	0	4	26,910	151,934
N.-B./N.B.							
FREDERICTON	4	1	0	0	5	55,500	169,360
MONCTON	8	1	0	0	9	525,178	468,133
SAINT-JOHN	5	1	0	0	6	1,445,243	2,137,351
AUTRES/OTHERS	26	10	1	0	37	1,755,282	4,350,001
TOTAL	43	13	1	0	57	3,781,203	7,124,845
QUÉBEC							
BAIE-COMEAU	0	0	0	0	0	0	0
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	16	7	0	0	23	537,975	850,579
DRUMMONDVILLE	8	2	0	0	10	833,925	1,301,709
GRANBY	11	3	0	0	14	344,691	540,193
HULL/GATINEAU/AYLMER	73	8	1	2	84	3,772,337	5,506,982
MONTRÉAL	487	129	15	6	637	25,507,530	80,373,410
QUÉBEC	88	40	12	0	140	3,324,840	9,475,392
RIMOUSKI	13	2	2	0	17	122,051	322,537
ROUYN	8	1	0	0	9	91,500	593,833
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	13	6	0	1	20	611,122	1,251,949
SHAWINIGAN	4	1	1	0	6	19,750	85,973
SHERBROOKE	19	6	0	0	25	679,384	1,798,920
SOREL	5	0	0	0	5	8,800	85,097
ST-HYACINTHE	7	3	0	0	10	729,700	1,256,332
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	17	6	0	0	23	411,953	776,508
ST-JERÔME	20	7	0	0	27	1,248,134	1,210,642
THETFORD MINES	1	1	0	0	2	550	39,019
TROIS-RIVIÈRES	11	8	0	0	19	1,116,412	3,561,423
VICTORIAVILLE	6	5	0	0	11	196,100	364,864
AUTRES/OTHERS	346	119	4	4	473	31,066,160	53,240,112
TOTAL	1,153	354	35	13	1,555	70,622,914	162,635,474

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
ONTARIO							
BARRIE	24	6	0	0	30	1,755,590	4,331,696
BELLEVILLE	14	2	0	5	21	651,826	1,344,844
BRANTFORD	15	3	0	0	18	319,229	1,848,265
BROCKVILLE	3	3	0	0	6	253,700	106,165
CHATHAM	7	3	1	3	14	73,765	373,426
CORNWALL	11	1	0	0	12	533,835	575,261
GUELPH	9	0	0	3	12	846,488	1,884,071
HAMILTON	131	22	1	4	158	8,354,680	20,347,688
KINGSTON	29	3	0	12	44	1,244,955	2,016,545
KITCHENER	56	17	1	2	76	3,328,270	5,666,065
LONDON	69	7	0	4	80	3,636,182	4,854,748
MIDLAND	5	0	0	0	5	64,450	98,232
NORTH BAY	24	1	1	0	26	865,710	1,325,058
ORILLIA	15	2	0	0	17	766,601	1,573,642
OSHAWA	37	5	0	0	42	4,563,850	10,667,586
OTTAWA	100	16	0	11	127	3,108,696	11,169,059
OWEN SOUND	1	1	0	2	4	216,940	295,683
PETERBOROUGH	23	3	0	0	26	428,600	1,157,400
SARNIA	11	1	0	5	17	181,250	474,435
SAULT-STE-MARIE	18	5	0	0	23	323,127	920,584
ST-CATHARINES/NIAGARA	58	8	0	2	68	2,112,755	4,472,015
STRATFORD	3	0	1	3	7	39,220	126,767
SUDBURY	24	2	0	0	26	203,055	872,142
THUNDER BAY	10	2	0	1	13	4,474,943	10,341,217
TORONTO	847	122	4	26	999	54,833,657	231,607,883
TRENTON	7	0	0	0	7	100,452	224,216
WINDSOR	30	3	0	0	33	741,517	1,435,804
AUTRES/OTHERS	454	88	4	30	576	28,947,555	65,662,386
TOTAL	2,035	326	13	113	2,487	122,970,898	385,772,883
MANITOBA							
WINNIPEG	155	9	0	8	172	7,761,740	21,420,057
AUTRES/OTHERS	59	9	0	1	69	3,030,091	4,525,111
TOTAL	214	18	0	9	241	10,791,831	25,945,168
SASKATCHEWAN							
MOOSE JAW	5	0	0	0	5	235,000	289,772
PRINCE ALBERT	4	1	0	0	5	224,406	281,972
REGINA	25	6	0	0	31	757,650	1,535,937
SASKATOON	46	5	2	0	53	1,207,958	19,096,839
AUTRES/OTHERS	37	18	0	1	56	3,281,410	3,800,627
TOTAL	117	30	2	1	150	5,706,424	25,005,147

**FAILLITES
ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES EN JUIN 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES
AND PROPOSALS
REPORTED IN JUNE 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
ALBERTA							
CALGARY	186	38	1	12	237	8,831,537	15,249,524
EDMONTON	157	25	1	5	188	6,332,464	9,695,547
MEDICINE HAT	4	1	0	3	8	435,358	711,344
AUTRES/OTHERS	118	47	0	4	169	5,498,761	8,416,787
TOTAL	465	111	2	24	602	21,098,120	34,073,202
C.-B./B.C.							
CHILLIWACK	6	1	0	0	7	45,425	102,015
COURTENAY	4	2	0	0	6	19,230	254,120
KAMLOOPS	13	2	0	0	15	72,245	345,847
KELOWNA	17	3	0	0	20	45,613	742,326
NANAIMO	7	0	0	0	7	25,686	257,608
PRINCE-GEORGE	16	2	0	0	18	210,250	443,693
TERRACE	3	1	0	0	4	147,160	171,643
VANCOUVER	233	31	2	2	268	2,520,576	13,322,919
VERNON	3	1	0	0	4	31,139	141,451
VICTORIA	42	10	0	1	53	239,400	1,588,954
AUTRES/OTHERS	86	34	1	3	124	2,046,438	12,343,427
TOTAL	430	87	3	6	526	5,403,162	29,714,003
T.N.-O./N.W.T.							
TOTAL	1	0	0	1	2	21,570	47,685
YUKON							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
CANADA							
TOTAL	4,668	998	58	178	5,902	249,587,213	687,184,679

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES SIX PREMIERS MOIS DE 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE
FIRST SIX MONTHS OF 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
T.-N./NFLD.							
ST-JOHN'S	89	17	2	6	114	3,720,347	25,028,686
AUTRES/OTHERS	183	52	3	2	240	8,583,877	16,704,100
TOTAL	272	69	5	8	354	12,304,224	41,732,786
N.-É./N.S.							
HALIFAX	343	134	5	15	497	42,291,135	84,684,635
SYDNEY	88	13	0	4	105	2,828,706	4,255,488
SYDNEY MINES	11	4	0	0	15	238,000	410,585
AUTRES/OTHERS	376	180	6	10	572	24,764,088	57,049,773
TOTAL	818	331	11	29	1,189	70,121,929	146,400,481
I.P.-É./P.E.I.							
CHARLOTTETOWN	8	3	1	0	12	121,763	692,827
AUTRES/OTHERS	19	11	0	0	30	1,099,933	3,358,933
TOTAL	27	14	1	0	42	1,221,696	4,051,760
N.-B./N.B.							
FREDERICTON	22	12	1	0	35	1,180,240	5,635,916
MONCTON	31	20	0	1	52	1,544,795	3,128,850
SAINT-JOHN	38	5	0	0	43	2,454,638	5,687,216
AUTRES/OTHERS	144	68	3	0	215	12,300,031	20,826,050
TOTAL	235	105	4	1	345	17,479,704	35,278,032
QUÉBEC							
BAIE-COMEAU	9	4	4	1	18	560,916	578,141
CHICOUTIMI-JONQUIÈRE	95	59	1	2	157	11,475,518	24,229,459
DRUMMONDVILLE	45	14	0	1	60	6,485,929	32,145,771
GRANBY	70	20	0	0	90	1,958,067	4,080,353
HULL/GATINEAU/AYLMER	490	73	2	17	582	20,281,913	45,140,610
MONTRÉAL	3,504	956	37	41	4,538	200,131,520	657,479,979
QUÉBEC	653	203	35	14	905	33,456,253	84,775,019
RIMOUSKI	55	14	2	0	71	1,251,452	3,565,790
ROUYN	44	10	0	0	54	3,152,784	5,799,667
SALLABERRY DE VALLEYFIELD	56	22	0	1	79	4,865,697	7,639,598
SHAWINIGAN	27	19	1	0	47	1,281,754	2,269,829
SHERBROOKE	91	49	0	0	140	13,138,709	23,228,211
SOREL	37	5	1	0	43	759,105	2,793,578
ST-HYACINTHE	32	17	1	0	50	2,696,943	4,059,756
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	90	18	2	0	110	3,368,897	9,240,079
ST-JERÔME	89	16	0	0	105	3,204,954	6,243,971
THETFORD MINES	22	3	0	0	25	299,726	835,606
TROIS-RIVIÈRES	102	39	0	4	145	15,119,783	27,510,881
VICTORIAVILLE	39	26	1	0	66	1,514,364	14,666,416
AUTRES/OTHERS	2,388	810	23	37	3,258	338,628,572	518,226,456
TOTAL	7,938	2,377	110	118	10,543	663,632,856	1,474,509,170

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES SIX PREMIERS MOIS DE 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE
FIRST SIX MONTHS OF 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
ONTARIO							
BARRIE	167	33	0	0	200	9,968,179	24,217,035
BELLEVILLE	67	10	0	8	85	2,792,407	14,635,777
BRANTFORD	93	23	0	5	121	4,025,748	9,429,763
BROCKVILLE	24	4	0	0	28	751,814	910,169
CHATHAM	41	8	1	5	55	826,594	1,887,833
CORNWALL	64	7	0	1	72	2,584,683	4,693,637
GUELPH	89	13	0	17	119	8,124,880	14,952,945
HAMILTON	788	108	3	23	922	67,373,841	144,710,593
KINGSTON	154	16	0	56	226	6,783,753	14,183,497
KITCHENER	359	71	1	12	443	17,466,786	38,178,240
LONDON	351	58	1	42	452	15,354,297	29,945,616
MIDLAND	21	3	0	0	24	680,815	1,378,230
NORTH BAY	96	12	1	1	110	2,012,069	6,628,800
ORILLIA	50	17	0	0	67	2,703,102	7,203,451
OSHAWA	359	50	0	14	423	28,257,831	58,749,895
OTTAWA	628	129	2	42	801	29,502,351	152,749,929
OWEN SOUND	5	8	0	5	18	480,041	1,349,189
PETERBOROUGH	119	24	1	0	144	7,545,920	12,025,461
SARNIA	72	16	3	16	107	2,966,765	5,747,498
SAULT-STE-MARIE	121	19	1	2	143	2,465,428	5,994,056
ST-CATHARINES/NIAGARA	386	44	0	19	449	20,616,289	46,450,498
STRATFORD	29	6	1	4	40	2,843,704	4,106,660
SUDBURY	153	23	2	1	179	3,168,534	7,422,711
THUNDER BAY	65	10	0	1	76	9,250,238	20,532,634
TORONTO	4,838	793	24	154	5,809	374,285,841	1,225,575,964
TRENTON	39	5	0	2	46	1,741,752	7,357,527
WINDSOR	181	22	0	12	215	4,181,346	10,076,532
AUTRES/OTHERS	2,652	631	9	158	3,450	182,616,195	383,517,712
TOTAL	12,011	2,163	50	600	14,824	811,371,203	2,254,611,852
MANITOBA							
WINNIPEG	929	77	3	36	1,045	40,357,563	78,486,072
AUTRES/OTHERS	339	63	2	8	412	16,233,393	25,802,817
TOTAL	1,268	140	5	44	1,457	56,590,956	104,288,889
SASKATCHEWAN							
MOOSE JAW	27	8	1	3	39	1,995,698	2,663,115
PRINCE ALBERT	16	8	1	0	25	956,578	1,932,727
REGINA	186	23	3	3	215	7,149,418	13,109,862
SASKATOON	244	34	3	14	295	9,954,514	33,971,238
AUTRES/OTHERS	206	160	2	6	374	23,797,398	39,098,621
TOTAL	679	233	10	26	948	43,853,606	90,775,563

**FAILLITES ET PROPOSITIONS
SIGNALÉES AU COURS
DES SIX PREMIERS MOIS DE 1993
SELON LES PRINCIPAUX CENTRES URBAINS**

**BANKRUPTCIES AND PROPOSALS
REPORTED FOR THE
FIRST SIX MONTHS OF 1993
BY MAJOR URBAN CENTERS**

	Consommateur Consumer	Affaire Business	Propositions Proposals		Total Total	Actif Assets	Passif Liabilities
			Div I	Div II (Cons.)			
ALBERTA							
CALGARY	1,165	221	5	70	1,461	83,135,950	145,799,463
EDMONTON	881	199	5	13	1,098	37,263,449	88,593,970
MEDICINE HAT	50	11	0	3	64	2,165,880	3,515,199
AUTRES/OTHERS	760	294	4	22	1,080	45,552,250	68,321,416
TOTAL	2,856	725	14	108	3,703	168,117,529	306,230,048
C.-B./B.C.							
CHILLIWACK	32	10	0	0	42	603,456	1,573,888
COURTENAY	23	4	0	0	27	301,441	764,559
KAMLOOPS	60	7	0	0	67	443,673	2,081,663
KELOWNA	83	29	0	2	114	2,036,717	9,627,167
NANAIMO	38	3	0	0	41	622,683	1,741,455
PRINCE-GEORGE	60	10	0	0	70	1,127,400	3,073,008
TERRACE	13	7	0	0	20	466,355	985,559
VANCOUVER	1,149	197	11	7	1,364	22,661,639	154,624,192
VERNON	24	7	0	0	31	558,611	1,367,100
VICTORIA	200	54	0	6	260	2,336,369	10,019,679
AUTRES/OTHERS	489	153	16	4	662	18,978,676	65,434,157
TOTAL	2,171	481	27	19	2,698	50,137,020	251,292,427
T.N.-O./N.W.T.							
TOTAL	8	2	1	1	12	237,622	3,647,610
YUKON							
TOTAL	0	0	0	0	0	0	0
CANADA							
TOTAL	28,283	6,640	238	954	36,115	1,895,068,345	4,712,818,618

PAIEMENT MÉTHODIQUE DES DETTES (Partie X, Loi sur la faillite)
ORDERLY PAYMENT OF DEBTS (Part X, Bankruptcy Act)

Rapport du mois de juin 1993

Provinces participantes

Report for the month of
June 1993

Participating Provinces

	Colombie- Britannique	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nouvelle-Écosse	Ile du Prince- Édouard	Total
	British Columbia	Alberta	Saskatchewan	Manitoba	Nova Scotia	Prince Edward Island	
Nombre total des ordonnances de fusion émises par la cour durant le mois	N/A	12	5	12	28	1	58
Total number of Consolidation Orders made by the Court during the month							
Montant versé à la cour durant le mois relativement à toutes les ordonnances de fusion	N/A	145,876.57	57,848.79	88,381.12	426,904.00	37,367.23	756,377.71
Total amount paid into court on all consolidation orders during the month							
Montant distribué durant le mois aux créanciers inscrits sous les ordonnances de fusion	N/A	298,868.80	130,509.46	92,041.95	399,323.00	79,184.42	999,927.63
Total amount distributed to registered creditors under all consolidation orders during the month							
Nombre total de cas complétés ou annulés durant le mois	N/A	8	0	15	67	2	92
Total number of terminations and defaults during the month							